



COMPAGNIE GENERALE DE GEOPHYSIQUE-VERITAS

*Société anonyme à Conseil d'administration au capital social de 60 602 443 €
Siège social : Tour Maine Montparnasse, 33, avenue du Maine, 75015 Paris
969 202 241 RCS Paris*

ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE 2009



La présente actualisation a été déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 18 janvier 2011 conformément à l'article 212-13-IV de son Règlement général. Elle complète le document de référence déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 23 avril 2010 sous le numéro D.10-0316 (ci-après le « Document de Référence »). Le Document de Référence et son actualisation ne pourront être utilisés à l'appui d'une opération financière que s'ils sont complétés par une note d'opération visée par l'Autorité des marchés financiers. Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.

Des exemplaires du Document de Référence et de la présente actualisation sont disponibles sans frais au siège social de Compagnie Générale de Géophysique - Veritas, Tour Maine Montparnasse, 33, avenue du Maine, 75015 Paris, sur le site Internet de la société (www.cggveritas.com) ainsi que sur le site Internet de l'AMF (www.amf-france.org).

SOMMAIRE

	Pages
CHAPITRE I PERSONNES RESPONSABLES	5
1.1. Responsables	5
1.2. Attestation	5
CHAPITRE II CONTROLEURS LEGAUX	6
CHAPITRE III INFORMATIONS FINANCIERES SELECTIONNEES	7
CHAPITRE IV FACTEURS DE RISQUES	9
4.1. Risques liés à l'activité de CGGVeritas et de ses filiales	9
4.1.4. CGGVeritas est soumise à un risque lié à une éventuelle dépréciation accélérée des écarts d'acquisition (Goodwill)	9
4.2. Risques liés à l'industrie	9
4.2.1. Le volume d'affaires de CGGVeritas est dépendant du niveau des investissements réalisés par l'industrie pétrolière et gazière. Des réductions de tels investissements à l'avenir pourraient nuire à ses activités	9
4.2.4. La flotte de navires CGGVeritas a fait l'objet de mesures d'adaptation très significatives. Des mesures complémentaires, à titre temporaire, pourraient être décidées dans le futur si la situation du marché l'exigeait	10
4.2.5. CGGVeritas a un niveau élevé de coûts fixes qui doivent être supportés indépendamment du niveau de son activité commerciale	10
4.2.7. Les activités de CGGVeritas sont soumises à des réglementations gouvernementales qui pourraient être significativement défavorables à ses futures opérations	10
4.3. Risques liés à l'endettement de CGG Veritas	11
4.3.1. La dette importante de CGGVeritas pourrait être significativement défavorable à sa santé financière et l'empêcher de respecter ses engagements	11
4.3.2. Les emprunts de CGGVeritas contiennent certaines clauses restrictives qui pourraient limiter la capacité de CGGVeritas à s'adapter aux modifications du marché ou à développer des opportunités	12
4.3.4. CGGVeritas et ses filiales pourraient recourir à un endettement supplémentaire substantiel	13
4.3.6. Risque de liquidité	13
4.3.7. Risque de taux au 30 septembre 2010	14
4.4. Autres risques de nature financière	15
4.4.1. Risque de change au 30 septembre 2010	15
4.4.2. Risque sur actions et instruments financiers	15
4.4.3. Risque lié à la situation générale des marchés financiers	16
CHAPITRE VI PRINCIPALES ACTIVITES DU GROUPE	17
6.1. Les Services Géophysiques	17
6.2. Equipements	18
6.3. Développements récents	19
CHAPITRE IX EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DU RESULTAT	20
9.1. Rapport financier semestriel au 30 juin 2010	20
9.2. Rapport d'activités au 30 septembre 2010	55
9.3. Endettement brut du Groupe au 30 septembre 2010	69
CHAPITRE X INFORMATIONS FINANCIERES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS DE LA SOCIETE	70
10.1. Comptes consolidés au 30 septembre 2010	70
10.8. Litiges et arbitrages	91
10.9. Engagements hors bilan du Groupe depuis le 30 septembre 2010	92
CHAPITRE XI PERSPECTIVES D'AVENIR	93
11.1. Contexte de marché	93
11.2. Communiqués de presse récents	93
CHAPITRE XII ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION	117
12.1. Composition du Conseil d'administration	117
12.1.1. Membres du Conseil d'administration au 31 décembre 2010	117
CHAPITRE XIII REMUNERATION ET AVANTAGES	119
13.3. Rémunération des mandataires sociaux	119
13.3.1. Rémunération	119
13.3.2. Options de souscription d'actions et actions gratuites attribuées aux mandataires sociaux – situation au 31 décembre 2010	121
CHAPITRE XIV FONCTIONNEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION — COMITES	123
14.1. Conditions d'organisation et de préparation des réunions du Conseil d'administration	123
14.1.2. Réunions du Conseil	123
14.2. Comités institués par le Conseil d'administration	123

CHAPITRE XV SALARIES		124
15.1.	Conséquences sociales de l'activité de la Société	124
15.1.1.	Emploi	124
15.2.	Schéma d'intéressement du personnel	124
15.2.2.	Options de souscription d'actions.....	124
CHAPITRE XVI PRINCIPAUX ACTIONNAIRES		126
16.1.	Répartition actuelle du capital et des droits de vote	126
16.1.1	Actionnariat de la Société au 31 décembre 2010.....	126
CHAPITRE XVIII INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES		129
18.1.	Renseignement de caractère général concernant le capital	129
18.1.1	Modifications du capital et des droits sociaux.....	129
18.1.2.	Capital social	129
18.1.3.	Descriptif du programme de rachat d'actions propres devant être autorisé par l'assemblée générale du 4 mai 2011	129
CHAPITRE XIX CONTRATS IMPORTANTS		131
Annexe: Table de concordance		132

Remarques générales

Dans la présente actualisation du Document de Référence, « **CGGVeritas** » et la « **Société** » désignent la société Compagnie Générale de Géophysique – Veritas et le « **Groupe** » désigne la Société et l'ensemble de ses filiales consolidées.

Le présent document contient des informations sur les marchés du Groupe, y compris des informations relatives à la taille et aux perspectives des marchés. Sauf indication contraire, ces informations sont des estimations du Groupe et ne sont fournies qu'à titre indicatif. Les estimations du Groupe sont fondées sur des informations obtenues auprès de clients, fournisseurs, organisations professionnelles et autres intervenants des marchés au sein desquels le Groupe opère. Bien que le Groupe considère que ces estimations soient pertinentes à la date du présent document, il ne peut garantir l'exhaustivité ou l'exactitude des données sur lesquelles ces estimations sont fondées, ou que ses concurrents retiennent les mêmes définitions des marchés sur lesquels ils opèrent.

CHAPITRE I :

PERSONNES RESPONSABLES

1.1. RESPONSABLES

M. Jean-Georges Malcor, Directeur Général.
M. Stéphane-Paul Frydman, Directeur Financier du Groupe.

1.2. ATTESTATION

« Nous attestons, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente actualisation sont, à notre connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

Nous attestons, à notre connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et le rapport semestriel d'activité figurant au chapitre IX de la présente actualisation présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre les parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Nous avons obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé, à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes données dans la présente actualisation ainsi qu'à la lecture d'ensemble de l'actualisation. »

M. Jean-Georges Malcor
Directeur Général

M. Stéphane-Paul Frydman
Directeur Financier du Groupe

CHAPITRE II :
CONTROLEURS LEGAUX

Commissaires aux comptes titulaires

Ernst & Young et Autres
Membre de la Compagnie Nationale des Commissaires aux comptes de Versailles
41 rue Ybry
92 576 Neuilly-sur-Seine
représenté par Messieurs Philippe Diu et Nicolas Pfeuty
Date du premier mandat : 22 juin 1955
Date du dernier renouvellement : 10 mai 2007
Durée : mandat en cours expirant à l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice clôturant le 31 décembre 2012.

Mazars
Membre de la Compagnie Nationale des Commissaires aux comptes de Versailles
61, rue Henri Regnault
92400 Courbevoie
représenté par Messieurs Xavier Charton et Olivier Thireau
Date du premier mandat : 15 mai 2003
Date du dernier renouvellement : 10 mai 2007
Durée : mandat en cours expirant à l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice clôturant le 31 décembre 2012.

Commissaires aux comptes suppléants

Société Auditex
Tour Ernst & Young
Faubourg de l'Arche
92037 La Défense Cedex
Date du premier mandat : 9 janvier 2007
Date du dernier renouvellement : 10 mai 2007
Durée : mandat en cours expirant à l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice clôturant le 31 décembre 2012.

M. Patrick de Cambourg
1, rue André Colledeboeuf
75 016 Paris
Date du premier mandat : 15 mai 2003
Date du dernier renouvellement : 10 mai 2007
Durée : mandat en cours expirant à l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes clôturant le 31 décembre 2012.

CHAPITRE III :

INFORMATIONS FINANCIERES SELECTIONNEES

Le tableau ci-dessous décrit les principales informations financières consolidées en normes IFRS pour la période close le 30 septembre 2010 ainsi que pour les exercices clos respectivement les 31 décembre 2009, 2008 et 2007. Le tableau présent doit être lu avec les comptes consolidés du Groupe tels qu'inclus dans ses documents de référence 2009 et 2008, incorporés par référence au présent document de référence.

	30 septembre 2010	31 décembre 2009	31 décembre 2008	31 décembre 2007
	(en millions d'euros sauf données par action)			
Résultat :				
Chiffre d'affaires	1 513,7	2 233,2	2 602,5	2 374,1
Autres produits des activités ordinaires.....	2,5	7,5	1,7	1,2
Coût des ventes	(1 228,6)	(1 710,5)	(1 722,5)	(1 622,3)
Marge brute	287,6	530,2	881,7	753,0
Coûts nets de recherche et développement.....	(45,2)	(62,1)	(43,8)	(51,3)
Frais généraux, commerciaux et administratifs	(177,2)	(243,3)	(256,1)	(231,0)
Autres produits et charges, nets.....	10,7	(167,8)	(36,4)	18,4
Dépréciation des écarts d'acquisition.....	—	(217,6)	(4,8)	—
Résultat d'exploitation	75,9	(160,6)	540,6	489,1
Coût de l'endettement financier net	(78,8)	(105,2)	(83,8)	(109,1)
Autres produits (charges) financiers nets	8,8	(11,2)	(11,5)	(5,2)
Impôts sur les bénéfices	(20,6)	9,8	(108,3)	(129,4)
Résultat des sociétés mises en équivalence	(3,3)	8,3	3,0	4,2
Résultat net de l'ensemble consolidé	(18,0)	(258,9)	340,0	249,6
Attribué aux participations ne donnant pas le contrôle	9,0	5,4	7,2	4,1
Attribué aux actionnaires de la société mère	(27,0)	(264,3)	332,8	245,5
Résultat net par action :				
Base(1)	(0,18)	(1,75)	2,41	1,82
Dilué(2)	(0,18)	(1,75)	2,39	1,80
Bilan :				
Disponibilités et titres de placement à court terme.....	255,7	480,3	516,9	254,3
Besoin en fonds de roulement(3).....	529,8	393,5	458,0	367,1
Immobilisations corporelles, nettes	701,8	677,7	822,4	660,0
Etudes multi-clients.....	545,6	469,1	535,6	435,4
Ecarts d'acquisition	1 970,6	1 868,1	2 055,1	1 928,0
Total des actifs	5 079,5	4 921,2	5 634,2	4 647,0
Dette financière brute(4)	1 403,3	1 399,0	1 546,0	1 361,0
Capitaux propres — attribuables aux actionnaires de la société mère	2 780,9	2 661,3	2 960,1	2 401,6
Autres données financières historiques et autres ratios :				
EBITDAS(5)	377,6	658,9	1 058,4	997,3
Dépenses d'investissements (immobilisations corporelles)(6).....	165,2	170,1	155,4	230,5
Investissements dans les études multi-clients.....	177,4	229,3	343,4	371,4
Endettement net(7)	1 147,6	918,7	1 029,1	1 106,7
Dette financière (4)/EBITDAS(5).....	3,7x	2,1x	1,5x	1,3x
Endettement net(7)/EBITDAS(5).....	3,0x	1,4x	1,0x	1,1x
EBITDAS(5)/Coût de l'endettement financier net.....	4,8x	6,3x	12,6x	9,1x

- (1) Le résultat net par action de base a été calculé en tenant compte d'un nombre moyen pondéré d'actions émises de 151 314 859, 150 864 476 et 137 910 388 actions respectivement au 30 septembre 2010, 31 décembre 2009 et 2008. Le nombre d'actions pour 2007 a été retraité afin de refléter la division par 5 du nominal soit, 134 567 140 actions.
- (2) Le résultat net par action dilué a été calculé en tenant compte d'un nombre moyen pondéré d'actions émises de 152 016 140, 151 208 165 et 139 064 883 respectivement au 30 septembre 2010, 31 décembre 2009 et 2008. Le nombre d'actions pour 2007 a été retraité afin de refléter la division par 5 du nominal soit, 136 078 995 actions.
- (3) Composé des comptes clients et comptes rattachés, stocks et travaux en cours, actifs d'impôt, autres actifs courants et actifs destinés à la vente, diminué des comptes fournisseurs et comptes rattachés, dettes sociales, impôts sur les bénéfices à payer, acomptes client, produits constatés d'avance, provisions part court-terme et autres passifs courants.
- (4) Comprend les dettes financières long terme (y compris crédits-baux), les dettes financières court terme (y compris part court terme des crédits-baux), les concours bancaires court terme et les intérêts courus.
- (5) L'EBITDAS est défini comme le résultat net avant charges financières, impôts, dépréciations, amortissements et coût des paiements en actions aux salariés et dirigeants. Le coût des paiements en actions inclut le coût des stock-options et des attributions d'actions gratuites sous conditions de performance. L'EBITDAS est présenté comme une information complémentaire car c'est un agrégat utilisé par certains investisseurs pour déterminer les flux liés à l'exploitation et la capacité à rembourser le service de la dette et à financer les investissements nécessaires. Toutefois, d'autres sociétés peuvent présenter leur EBITDAS différemment. L'EBITDAS ne mesure pas la performance financière en IFRS et ne doit pas être considéré comme une alternative aux flux de trésorerie provenant de l'exploitation, ni à d'autres mesures de liquidité, ni à une alternative au résultat net comme indicateur de notre performance opérationnelle ou d'autres mesures de performance présentées en IFRS.
- (6) Acquisition d'immobilisations corporelles (y compris biens acquis en crédit-bail et fournisseurs d'immobilisations).
- (7) « Endettement net » signifie concours bancaires court terme, dettes financières court terme (y compris part court terme des crédits-baux), dettes financières long terme (y compris crédits-baux) net des disponibilités et titres de placement court terme.

CHAPITRE IV :

FACTEURS DE RISQUES

Les renseignements concernant ce chapitre sont décrits dans le Document de Référence.

Ces renseignements restent, à la date du présent document, exacts et sont mis à jour par les informations figurant ci-dessous :

4.1. Risques liés à l'activité de CGGVeritas et de ses filiales :

4.1.4. CGGVeritas est soumise à un risque lié à une éventuelle dépréciation accélérée des écarts d'acquisition (Goodwill).

Les multiples regroupements d'entreprises opérés dans le passé par le Groupe CGGVeritas ont conduit à la comptabilisation au bilan comme actifs intangibles d'écarts d'acquisition très substantiels. Ceux-ci s'élèvent à 1 970,6 M€ au bilan au 30 septembre 2010 (1 868,1 M€ au bilan au 31 décembre 2009). Ces écarts d'acquisition ont été affectés à des unités génératrices de trésorerie dont la valeur recouvrable est estimée à chaque clôture. Cette valeur est généralement déterminée en fonction d'une estimation par le Groupe des flux de trésorerie futurs attendus des unités génératrices de trésorerie sous revue. En l'espèce, l'estimation prend en compte notamment toute réduction du périmètre d'actifs (décommissionnement ou gel provisoire de l'utilisation de certains navires) ou toute éventuelle sous-performance significative en termes de génération de flux de trésorerie par rapport aux résultats précédemment attendus, pouvant tenir par exemple à une sous-performance propre des actifs sous revue, à une sous-performance liée à un changement ou à une détérioration du contexte industriel et/ou économique. Sur ces bases, à chaque clôture de comptes, dans l'hypothèse pour une unité génératrice de trésorerie donnée de l'anticipation d'une sous-performance notable conduisant à évaluer la valeur recouvrable à une valeur inférieure à celle des écarts d'acquisition figurant au bilan, le Groupe peut être amené à constater une dépréciation partielle ou totale desdits écarts d'acquisition comme ce fut le cas en 2009. Une telle dépréciation n'aurait en soi pas d'incidence en terme de génération de flux de trésorerie, mais serait susceptible d'avoir un impact négatif important sur le résultat opérationnel du Groupe, le résultat net, et partant sur le niveau des Capitaux propres du Groupe et sur le ratio Dette Nette sur Capitaux propres.

4.2. Risques liés à l'industrie :

4.2.1. Le volume d'affaires de CGGVeritas est dépendant du niveau des investissements réalisés par l'industrie pétrolière et gazière. Des réductions de tels investissements à l'avenir pourraient nuire à ses activités.

La demande concernant les produits et services de CGGVeritas est traditionnellement liée aux investissements réalisés par les sociétés de l'industrie pétrolière et gazière dans les activités de prospection, de production et de développement. Ces investissements sont étroitement liés aux prix du gaz et du pétrole et aux prévisions sur le prix des hydrocarbures, lesquels peuvent fluctuer en fonction de changements relativement mineurs dans l'offre et la demande de pétrole et de gaz, dans l'anticipation des changements, mais aussi d'autres facteurs qui échappent au contrôle de CGGVeritas. Les baisses de prix des hydrocarbures ou leur volatilité ont tendance à limiter la demande de services et produits sismiques.

Les facteurs qui ont une incidence sur les prix sont notamment (et en conséquence sur la demande de nos produits et services) :

- le niveau de la demande d'hydrocarbures ;
- la situation politique, militaire et économique dans le monde, en particulier la situation politique au Moyen-Orient, les niveaux de croissance économique, l'accès aux financements et la capacité de l'OPEP (Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole) à fixer et à maintenir les niveaux de production et les prix du pétrole ;
- le niveau de la production de pétrole et de gaz ;
- les lois et règlements limitant le recours aux énergies fossiles ou les imposant fiscalement ;
- le prix et la disponibilité de combustibles de substitution ;

- les politiques des gouvernements en matière de prospection, de production et de développement des réserves de pétrole et de gaz sur leur territoire ; et
- les conditions météorologiques en général avec un accroissement des températures entraînant une baisse de la demande en fuel.

4.2.4. La flotte de navires CGGVeritas a fait l'objet de mesures d'adaptation très significatives. Des mesures complémentaires, à titre temporaire, pourraient être décidées dans le futur si la situation du marché l'exigeait.

Tant pour tenir compte des conditions actuelles du marché sismique, que pour repositionner sa flotte sur le segment des navires de grande capacité, CGGVeritas a décidé en 2009, de réduire de manière définitive sa capacité marine à 18 navires, correspondant au décommissionnement de 9 navires 2D et 3D de moyenne capacité. Au 30 septembre 2010, ce programme de décommissionnement de 9 navires est pleinement achevé.

A titre complémentaire, en 2010, CGGVeritas a décidé la mise en place d'un plan de modernisation de sa flotte de navires visant à un positionnement renforcé dans le segment des navires sismiques de 12 streamers. Il est ainsi programmé que 4 navires (le Vanquish, le Master, l'Endeavour et le Champion) entrent en chantier entre le troisième trimestre 2010 et le quatrième trimestre 2011 pour une mise au niveau en termes de propulsion et de streamers. Ces navires seront retirés du marché durant leur période de chantier qui devrait avoisiner 3 à 4 mois par navire. Dans une telle perspective de repositionnement de la flotte 3D vers les segments de très haute capacité (plus de 10 streamers), CGGVeritas projette aussi de mettre fin en 2011 de façon anticipée au contrat du Commander, un navire originellement loué jusqu'à mi 2013 et capable seulement de tirer 8 streamers.

Au-delà de ces mesures, si les conditions du marché sismique le justifiaient sur un plan économique dans le futur, CGGVeritas pourrait être conduit encore à ajuster, à titre complémentaire et temporaire, sa capacité d'acquisition marine, en gelant de manière transitoire l'utilisation de certains navires. Cela serait de nature à engendrer des surcoûts d'exploitation.

4.2.5. CGGVeritas a un niveau élevé de coûts fixes qui doivent être supportés indépendamment du niveau de son activité commerciale.

CGGVeritas a des coûts fixes élevés, l'acquisition de données sismiques générant de forts investissements capitalistiques. En conséquence, tout temps mort ou toute baisse de la productivité en raison notamment d'un fléchissement de la demande, d'une interruption due à des conditions météorologiques défavorables, de défaillances de l'équipement ou d'autres causes sont susceptibles d'entraîner des pertes d'exploitation significatives.

Ainsi, comme indiqué lors de la journée investisseurs du 16 décembre 2010, CGGVeritas procèdera en 2011 à la mise à niveau de 3 de ses 15 navires de grande capacité. Il est prévu que chaque navire reste environ 4 mois en chantier ; soit l'équivalent d'un navire en arrêt en 2011. CGGVeritas estime que cette mise à niveau des navires entraînera une baisse du taux de disponibilité sur l'année 2011 de l'ordre de 5 points.

Par ailleurs, lors de cette même journée, CGGVeritas a annoncé un plan d'économies visant à réduire les coûts à hauteur de 75 millions de dollars. Ces économies procéderont essentiellement d'une rationalisation du fonctionnement (baisse des frais généraux et administratifs) et d'une diminution du coût des ventes (optimisation des achats et approvisionnements et réduction des coûts de non-qualité...).

La mise en œuvre de ce plan devrait se traduire au quatrième trimestre 2010 par des charges de restructuration estimées à 40 millions de dollars U.S.

4.2.7. Les activités de CGGVeritas sont soumises à des réglementations gouvernementales qui pourraient être significativement défavorables à ses futures opérations.

Les opérations de CGGVeritas sont soumises aux lois et réglementations fédérales, régionales, nationales, étrangères et locales, y compris des lois relatives à la protection de l'environnement, à la sécurité et la santé, au

travail. CGGVeritas doit procéder à des investissements financiers et techniques afin de se conformer à ces lois et aux exigences liées à l'obtention de tout permis requis. Dans le cas contraire, CGGVeritas pourrait être sanctionnée par des amendes, des injonctions, faire l'objet de demandes de dommages et intérêts pour dommages aux biens ou aux personnes, d'obligations d'enquêtes et/ou de remise en état de site en cas de contamination. L'absence d'obtention des permis requis peut entraîner une augmentation des temps d'immobilisation des équipages et des pertes d'exploitation. En outre, si les lois et règlements applicables, y compris les dispositions relatives à l'environnement, la sécurité ou la santé, ou leur mise en œuvre ou interprétation, deviennent plus contraignants dans le futur, CGGVeritas pourrait être amenée à supporter des coûts opérationnels ou des investissements supérieurs aux prévisions. L'adoption de lois et règlements qui auraient pour effet de restreindre les travaux d'exploration des compagnies pétrolières pourrait également être défavorable aux opérations de CGGVeritas en réduisant la demande de ses produits et services géophysiques.

En particulier, de nouvelles réglementations ou lois visant à limiter ou réduire les émissions de gaz, tels que le dioxyde de carbone ou le méthane, pouvant entraîner des changements climatiques pourront avoir des conséquences sur nos activités. L'Union européenne a déjà pris des mesures réglementaires relatives aux gaz à effet de serre, et de nombreux autres États, notamment les États-Unis, sont également engagés dans cette voie. Le respect de toute nouvelle réglementation environnementale pourra engendrer des frais directs supplémentaires, ainsi qu'une augmentation de nos frais indirects en raison des coûts supplémentaires de nos clients et/ou nos fournisseurs qui nous seront imputés et résultant des mesures prises afin de se conformer à ces règles. De plus, l'adoption de toute loi ou mesure relative aux changements climatiques visant les émissions de gaz à effet de serre est susceptible d'entraver la production ou la demande en combustibles fossiles, tels que le pétrole ou le gaz, et par conséquent d'affecter défavorablement la demande concernant nos produits ou nos services. Une dégradation de nos résultats ou une augmentation de nos dépenses résultant des mesures de contrôle climatique pourraient avoir un effet défavorable significatif sur l'activité, la situation financière, les résultats ou les perspectives de la société.

Par ailleurs, aux Etats Unis dans le Golfe du Mexique, une nouvelle réglementation sur l'exploration pétrolière doit être mise en place suite à l'accident de la plateforme pétrolière Macondo. Cette nouvelle réglementation pourrait être très contraignante financièrement pour les compagnies pétrolières qui souhaiteraient explorer dans l'offshore profond du Golfe du Mexique. La typologie des clients de CGGVeritas pourrait être modifiée avec une disparition des petites ou moyennes compagnies pétrolières, ce qui pourrait avoir un impact sur nos ventes de données multi-clients du Golfe du Mexique. Sur le court terme, du fait de la mise en place de la nouvelle réglementation, le gouvernement américain pourrait décaler les attributions de blocs prévues pour mars 2011 et août 2011 soit vers la fin de l'année 2011 soit en 2012, ce qui pourrait avoir un impact sur le profil des ventes multi-clients au cours de l'année 2011.

4.3. Risques liés à l'endettement de CGGVeritas :

4.3.1. La dette importante de CGGVeritas pourrait être significativement défavorable à sa santé financière et l'empêcher de respecter ses engagements.

L'endettement de CGGVeritas est significatif. Au 30 septembre 2010, le total de la dette financière nette de CGGVeritas, de ses actifs et des capitaux propres est respectivement de 1 148 M€, 5 080 M€ et 2 829 M€. CGGVeritas ne peut garantir qu'elle sera en mesure dans le futur de générer les liquidités suffisantes pour respecter les engagements relatifs à sa dette ou des résultats suffisants pour couvrir les charges fixes.

L'importance de la dette de CGGVeritas pourrait avoir des conséquences importantes. Elle pourrait en particulier :

- accroître sa vulnérabilité à des situations économiques et sectorielles défavorables ;
- conduire à devoir dédier au service de cette dette une partie importante du flux de trésorerie provenant des opérations, réduisant ainsi les disponibilités pour le financement des investissements et des autres dépenses générales de l'entreprise ;
- limiter sa capacité de planification et d'adaptation aux changements dans le secteur dans lequel elle opère ;
- donner un avantage concurrentiel à ses concurrents moins endettés ; et
- limiter sa capacité à faire de nouveaux emprunts en raison des clauses et engagements liés à sa dette.

4.3.2. Les emprunts de CGGVeritas contiennent certaines clauses restrictives qui pourraient limiter la capacité de CGGVeritas à s'adapter aux modifications du marché ou à développer des opportunités.

Les accords régissant les emprunts obligataires 7 ½ % à échéance de 2015, 9 ½ % à échéance de 2016 et 7 ¾ % à échéance de 2017 (ci-après les "Emprunts Obligataires") de CGGVeritas, les autres accords de crédit syndiqué des deux sociétés dont le "credit agreement" d'un montant de 1,140 milliard US\$ du 12 janvier 2007 (ci-après la "Convention de crédit"), et le crédit syndiqué français du 7 février 2007 d'un montant de 200 MUS\$ (ci-après le "Crédit syndiqué français") contiennent des clauses restrictives qui limiteront la capacité de CGGVeritas et la capacité de certaines de ses filiales à :

- contracter ou garantir un endettement supplémentaire ou à émettre des actions de préférence ;
- payer des dividendes ou effectuer d'autres distributions ;
- acquérir des participations ou rembourser toute dette subordonnée par anticipation ;
- souscrire certaines sûretés ;
- conclure des conventions avec des personnes ou entités affiliées ;
- émettre ou vendre des actions de ses filiales ;
- conclure des conventions de *sale-and-leaseback* ; et
- vendre des actifs ou procéder à une fusion ou à une consolidation avec toute autre société.

Se conformer aux restrictions stipulées par certains de ces contrats exige de CGGVeritas de satisfaire à certains ratios et tests, notamment relatifs à la couverture des intérêts consolidés, au total des actifs, à l'endettement net, aux capitaux propres et au bénéfice net. L'exigence qui lui est faite de se conformer à ces dispositions pourrait nuire à sa capacité de s'adapter aux modifications de la conjoncture sur le marché, de profiter des opportunités intéressantes qui se présentent à elle, d'obtenir du financement, de financer ses investissements ou de résister aux baisses d'activités actuelles ou futures.

Des informations détaillées relatives à l'endettement ainsi qu'aux restrictions stipulées dans les emprunts du groupe CGGVeritas figurent à la note 13 des comptes consolidés 2009 ainsi qu'à la section 9.3 de la présente actualisation du Document de Référence.

Par ailleurs, le 15 juillet 2010, la Convention de crédit a été amendée afin d'étendre la maturité d'une tranche de US\$ 347 millions de janvier 2014 à janvier 2016 sur un montant total résiduel de US\$ 513 millions et d'assouplir certains ratios et tests.

En conséquence de l'amendement, la marge applicable est augmentée de 1% sur la tranche à maturité 2016. Cette tranche pourrait cependant voir sa maturité accélérée à février 2015 si à cette date l'emprunt obligataire 7 ½ % à échéance de 2015 n'était pas refinancé.

Enfin, le 4 novembre 2010, le Crédit syndiqué français a été amendé afin d'étendre sa maturité à février 2014. En conséquence de l'amendement, la marge est portée de LIBOR +300 pb à LIBOR + 325 pb (ab initio) et sera ajustée en fonction de la notation Corporate de CGGVeritas.

Suite à ces amendements, les ratios et tests de la Convention de crédit et du Crédit syndiqué français sont établis sur les bases suivantes :

- Un ratio de maximum de dette financière totale sur EBITDAS (2,75 :1 à chaque fin de trimestre pour toute période de 12 mois glissants se terminant avant ou au plus tard le 31 décembre 2011 ; 2,50 :1 à chaque fin de trimestre pour toute période de 12 mois glissants se terminant avant ou au plus tard le 31 décembre 2012 ; 2,25 :1 à chaque fin de trimestre pour toute période de 12 mois glissants se terminant avant ou au plus tard le 31 décembre 2013 ; 2,00 :1 à chaque fin de trimestre pour toute période de 12 mois glissants se terminant avant ou au plus tard le 31 décembre 2014 ; 1,75 :1 à chaque fin de trimestre pour toute période de 12 mois glissants se terminant avant ou au plus tard le 31 décembre 2015) ;

- Et un ratio de minimum d'EBITDAS sur la charge d'intérêts totale (3,50 :1 à chaque fin de trimestre pour toute période de 12 mois glissants se terminant avant ou au plus tard le 31 décembre 2012 ; 4,00:1 à chaque fin de trimestre pour toute période de 12 mois glissants se terminant avant ou au plus tard le 31 décembre 2013 ; 4,50:1 à chaque fin de trimestre pour toute période de 12 mois glissants se terminant avant ou au plus tard le 31 décembre 2014 ; 5,00 :1 à chaque fin de trimestre pour toute période de 12 mois glissants se terminant avant ou au plus tard le 31 décembre 2015)

4.3.4. CGGVeritas et ses filiales pourraient recourir à un endettement supplémentaire substantiel.

CGGVeritas et ses filiales pourraient recourir à l'avenir à un endettement supplémentaire substantiel (y compris toute dette garantie). Les dispositions des Emprunts Obligataires, sa Convention de crédit, son Crédit syndiqué français et des contrats de crédit en vigueur actuellement limitent la capacité d'endettement futur de CGGVeritas et de ses filiales mais n'interdisent pas la souscription de dettes supplémentaires. Au 30 septembre 2010, CGGVeritas a tiré 6 M€ dans le cadre de ses lignes de crédit renouvelables. Le Groupe disposait, à cette date, d'environ 245 M€ de lignes long-terme confirmées et non-utilisées.

La souscription d'un endettement supplémentaire par CGGVeritas augmenterait corrélativement les risques s'y rapportant.

4.3.6. Risque de liquidité.

Au 30 septembre 2010, l'endettement net du Groupe était de 1 148 M€ constitué de 1 403 M€ de dettes financières (dont 33 M€ de découverts bancaires et intérêts courus) et de 256 M€ de disponibilités.

Les sources de financement se décomposaient comme suit :

- des Emprunts Obligataires d'un montant respectif de 530 MUS\$ à 7 ½ % à échéance 2015, de 350 MUS\$ à 9 ½% à échéance 2016 et de 400 MUS\$ à 7 ¾ % à échéance de 2017,
- de la Convention de crédit mobilisée à hauteur de 166 MUS\$ au 30 septembre 2010 pour son échéance 2014 et mobilisée à hauteur de 347 MUS\$ au 30 septembre 2010 pour son échéance 2016.
- du Crédit syndiqué français non mobilisé au 30 septembre 2010, et
- du Credit Revolver Américain adossé à la convention de crédit non mobilisé au 30 septembre 2010 (sauf le sous panier de 70 MUS\$ pour garanties et lettres de crédit mobilisé à hauteur de 5 millions de dollars US)
- de différentes lignes de crédit bilatérales confirmées, pour un total de 10M€ réparties entre plusieurs filiales du Groupe et mobilisées à hauteur de 4 M€ au 30 septembre 2010.

La ventilation des passifs financiers du Groupe figure dans le tableau ci-dessous :

	30/09/2010	N+1		N+2 à N+4		N+5 et >		Total	
		Nominal	Intérêts	Nominal	Intérêts	Nominal	Intérêts	Nominal	Intérêts
Emprunts obligataires.....	937,9	0,0	76,2	0,0	228,6	937,9	146,0	937,9	450,8
Emprunts bancaires	397,8	14,1	22,5	150,8	57,4	233,0	19,1	397,8	99,0
Dettes de location de financement.....	70,7	21,6	4,1	36,4	7,6	12,7	5,7	70,7	17,5
Banques créditrices.....	2,2	2,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,2	0,0
Instruments dérivés									
Trésorerie.....	(255,7)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(255,7)	0,0
Total passifs financiers nets.....	1152,9	38,0	102,8	187,1	293,6	1183,5	170,8	(1152,9)	567,2

Un certain nombre de covenants encadrent les Emprunts Obligataires, la Convention de crédit et le Crédit syndiqué français. En particulier certains ratios financiers doivent être respectés. A titre indicatif, ces ratios peuvent être décrits pour la Convention de crédit et le Crédit syndiqué français comme suit:

- le rapport de l'excédent brut d'exploitation ajusté rapporté au coût de la dette, le tout étant calculé en référentiel IFRS. Ce ratio plancher ne peut descendre en deçà de 3,50. Il est de 5,50 au 30 septembre 2010.

- le rapport de la dette nette rapportée à l'excédent brut d'exploitation ajusté, le tout étant calculé en référentiel IFRS. Ce ratio plafond ne peut s'élever au delà de 2,75. Il est de 2,10 au 30 septembre 2010.

Des informations détaillées relatives à l'endettement ainsi qu'aux restrictions stipulées dans les emprunts du groupe CGGVeritas figurent à la note 13 des comptes consolidés 2009.

Le 15 juillet 2010, la Convention de crédit a été amendée afin d'étendre la maturité d'une tranche de US\$ 347 millions de janvier 2014 à janvier 2016 sur un montant total résiduel de US\$ 514 millions et d'assouplir certains ratios et tests.

Le 4 novembre 2010, le Crédit syndiqué français a été amendé afin d'étendre sa maturité à février 2014.

Les conséquences de ces amendements sont détaillées au paragraphe 4.3.2 ci-dessus.

Au 30 septembre 2010, le Groupe disposait de ressources financières d'un montant total de 255,7 M€(incluant la trésorerie, les équivalents de trésorerie et les valeurs mobilières de placement) pour faire face à ses obligations. En outre, il considère comme très négligeable le risque d'accélération de l'exigibilité des dettes financières.

CGGVeritas bénéficie d'une appréciation tendancielle qui évalue l'orientation possible (positive ou négative) d'une notation de crédit dans le temps. Pour déterminer une notation de perspective, les agences de notation s'intéressent à toutes les évolutions économiques, opérationnelles de l'entreprise et de son industrie.

Les notations des agences de crédit applicables au Groupe s'établissent respectivement :

- selon Standard & Poors, à BB- pour la notation « Corporate », BB pour la convention de crédit sécurisée de 1 140 MUS\$ et le crédit syndiqué français, BB- pour les emprunts obligataires non sécurisés
- selon Moody's, à Ba2 pour la notation « Corporate », Ba1 pour la convention de crédit sécurisée de 1 140 MUS\$ et le crédit syndiqué français, Ba3 pour les emprunts obligataires non sécurisés.

Les perspectives (Outlook), établies par Standard & Poors et Moody's indiquent une tendance probable à long terme négative depuis le 19 août 2010 pour Moody's, et depuis le 2 décembre 2010 pour S&P.

4.3.7. Risque de taux au 30 septembre 2010.

CGGVeritas peut être amenée à souscrire une partie de ses dettes financières auprès d'institutions financières à taux d'intérêt variables indexés sur des durées de tirage allant de un à soixante mois. Il peut en résulter une variation de la charge d'intérêt correspondante en fonction de l'évolution des taux d'intérêt à court terme. En particulier, la Convention de crédit du Term Loan B est soumise à un taux d'intérêt indexé sur l'US dollar LIBOR, avec un plancher à 1,50%. Tout accroissement de 50 points de base du LIBOR au-delà du seuil de 1,50% serait ainsi susceptible d'augmenter notre dépense d'intérêt au titre de la Convention de crédit du Term Loan B de l'ordre de 3 millions d'US\$ en année pleine. Ce risque est cependant atténué dans la mesure où une partie importante de la dette contractée par le Groupe est constituée de l'Emprunt Obligataire à taux fixe ainsi que d'un certain nombre de contrats de crédits baux et de lignes de crédit bancaires à moyen terme de durées variables également à taux fixes.

Exposition nette au risque de taux avant et après opération de couverture :

30/09/2010	Actifs financiers (*) (a) (à préciser) Taux fixe Taux variable		Passifs financiers (*) (b) (à préciser) Taux fixe Taux variable		Exposition nette avant couverture (c)=(a)-(b) Taux fixe Taux variable		Instruments de taux de couverture (d) Taux fixe Taux variable		Exposition nette après couverture (e)=(c)+(d) Taux fixe Taux variable	
	Moins d'un an	58,0	167,8	7,1	27,3	50,9	140,5	0,0	0,0	50,9
De 1 à 2 ans	0,0	0,0	7,7	21,0	(7,7)	(21,0)	0,0	0,0	(7,7)	(21,0)
De 3 à 5 ans	0,0	0,0	410,0	146,0	(410,0)	(146,0)	0,0	0,0	(410,0)	(146,0)
Plus de 5 ans	0,0	0,0	552,9	224,5	(552,9)	(224,5)	0,0	0,0	(552,9)	(224,5)
Total.....	58,0	167,8	977,7	418,8	(919,7)	(251,0)	0,0	0,0	(919,7)	(251,0)

(*) Hors découverts bancaires et intérêts courus, mais incluant la participation des salariés

Au 30 septembre 2010, la position nette à taux variable et à moins d'un an est positive à hauteur de 140,5M€

Sensibilité au risque de taux sur les actifs et passifs financiers :

	<u>2010</u>	<u>Impact en capitaux propres avant impôts</u>
	<u>Impact en résultat avant impôt</u>	
Impact d'une variation de +1 % des taux d'intérêts	1,2	1,2
Impact d'une variation de -1 % des taux d'intérêts	(0,4)	(0,4)

Le taux moyen de la part variable de la dette sur les trois premiers trimestres 2010 était de 4,21 % alors que le taux de rémunération des actifs financiers était de 0,3 %.

4.4. Autres risques de nature financière :

4.4.1. Risque de change au 30 septembre 2010.

	Actifs(*) <u>(a)</u>	Passifs (*) <u>(b)</u>	Engagements en devises <u>(c)</u>	Position nette avant couverture <u>(d)=(a)-(b) +/- (c)</u>	Instruments financiers de couverture (e)	Position nette après couverture <u>(f)=(d)-(e)</u>
<u>30/10/2010</u>						
USD	<u>1742,8</u>	<u>1548,3</u>	<u>0,0</u>	<u>193,9</u>	<u>(101,2)</u>	<u>(92,7)</u>

(*) Actifs et passifs monétaires en USD dans les sociétés dont la monnaie fonctionnelle est l'EUR. Ces comptes de bilan sont revalorisés à la parité de clôture

La position nette de change concerne essentiellement le dollar US et les monnaies à parité fixe avec cette devise. CGGVeritas tend à ramener à l'équilibre cette position de change par une politique de ventes à terme des créances futures dès leur entrée dans le carnet de commandes et par une souscription d'emprunt dans cette devise en contrepartie des actifs long-terme. Ainsi, bien que CGGVeritas tente de minimiser ce risque, le Groupe ne peut garantir que les fluctuations de taux de change n'auront pas un effet significativement défavorable sur ses résultats. En l'espèce, il est estimé que, dans la configuration actuelle, une variation défavorable de 10 cents dans la parité de change entre l'euro et le dollar US a un impact négatif de l'ordre de 40 millions de dollars US au niveau du résultat d'exploitation.

A travers l'IAS12, le groupe se trouve par ailleurs sur le plan comptable exposé aux variations de change au niveau de l'imposition différée lorsque la monnaie fonctionnelle de l'entité propriétaire d'actifs non monétaires ne coïncide pas avec la monnaie fiscale.

Tableau d'analyse de sensibilité

<u>2010</u>	<u>Impact sur le résultat avant impôt</u>		<u>Impact sur les capitaux propres avant impôt</u>	
	<u>Hausse de 10 cents(*)</u>	<u>Baisse de 10 cents(*)</u>	<u>Hausse de 10 cents(*)</u>	<u>Baisse de 10 cents(*)</u>
USD	(40)	40	(40)	40
Total.....	(40)	40	(40)	40

(*) par rapport à l'euro

4.4.2. Risque sur actions et instruments financiers.

La politique de placement de la Société n'autorise pas de placements court-terme sur des actions tierces.

Toute intervention sur les propres actions de la Société est décidée par la Direction Générale dans les conditions fixées par la réglementation applicable. La Société détenait 840 000 actions propres au 30 septembre 2010 pour un montant au bilan de 13 M€ Une baisse de 10 % du cours des titres auto-détenus a ainsi un impact de 1,3 M€ sur les capitaux propres et est sans impact sur son résultat.

	<u>Titres à la juste valeur</u>	<u>Titres disponibles à la vente</u>	<u>Titres détenus jusqu'à l'échéance</u>	<u>Dérivés</u>	<u>Total</u>
<u>Au 30 septembre 2010</u>					
Actions.....	13,5				13,5
Total.....	13,5				13,5

	<u>Impact sur le résultat avant impôt</u>		<u>Impact sur les capitaux propres avant impôt</u>	
	<u>Hausse de 10 %</u>	<u>Baisse de 10 %</u>	<u>Hausse de 10 %</u>	<u>Baisse de 10 %</u>
<u>Au 30 septembre 2010</u>				
Actions.....	N/A	N/A	+ 1,3	(1,3)
Total.....	N/A	N/A	+ 1,3	(1,3)

Les variations de cours des 840 000 actions auto-détenues n'impactent pas notre compte de résultat mais directement les capitaux propres. Cet actif n'est revalorisé au bilan que lorsque la valeur de marché est inférieure au coût historique.

Le Groupe dispose par ailleurs au 31 décembre 2010 dans une perspective de long terme d'une participation minoritaire de 32,60 % dans le capital social de la société Cybernetix (suite à la cession par Sercel Holding de 194 466 actions Cybernetix intervenue au cours de l'année 2010) cotée sur Euronext Paris et valorisée au bilan au 31 décembre 2010 pour 6,4 M€ La valorisation se base sur le prix de souscription de 12 euros par action lors de l'augmentation de capital intervenue en 2009. Au 10 janvier 2011, Sercel Holding détenait (suite à une cession d'actions intervenue hors marché) 423 301 actions Cybernetix, représentant 26,04% du capital social de cette société.

4.4.3. Risque lié à la situation générale des marchés financiers.

La situation des marchés financiers, qu'il s'agisse des marchés de crédit ou des marchés de capitaux, est susceptible d'une manière générale d'avoir un impact significatif sur les performances industrielles et commerciales, et sur la solvabilité des entreprises, parmi lesquelles les clients et les fournisseurs de CGGVeritas. On ne peut donc pas exclure qu'une possible évolution défavorable de cette situation d'ensemble ait des impacts négatifs indirects sur l'activité de CGGVeritas pouvant prendre la forme, au niveau des clients, d'annulations de commandes, de retards dans les délais de paiement ou même de défauts de paiement, et, au niveau des fournisseurs, de non-réalisation de prestations ou livraisons de biens convenues.

Afin de gérer au mieux de tels risques,

- le Groupe tend à limiter au maximum son risque clients à travers une approche sélective des clients au niveau de Services, intégrant le critère de solvabilité, et la mise en place de lettres de crédit au niveau de Sercel,
- CGGVeritas et Sercel, en particulier, ont mis en place au niveau de leurs fournisseurs une politique de choix très sélective, visant notamment à maintenir dans des limites prudentes l'exposition du Groupe sur un fournisseur donné.

CHAPITRE VI :

PRINCIPALES ACTIVITES DU GROUPE

Ces renseignements restent, à la date du présent document, exacts et sont mis à jour par les informations figurant ci-dessous :

6.1. Les Services Géophysiques :

Secteur de la Marine

La flotte mondiale de navires sismiques de plus de 8 streamers était composée à fin décembre 2010 de 51 navires, dont 15 navires appartenant à CGGVeritas.

Au cours de l'année 2010, la demande pour les services d'acquisition marine aura augmenté de 20% en volumes tandis que les prix sont restés à des niveaux historiquement bas. Cette demande en acquisition marine a été ralentie par l'arrêt des opérations de sismiques marines dans le golfe du Mexique consécutivement à la catastrophe du champ Macondo et au moratoire sur le forage instauré par les autorités américaines.

A la fin de l'année 2010, la sur-capacité dans l'industrie sismique marine est estimée à moins de 10% soit environ 4 navires. Cette sur-capacité provient essentiellement de la non activité sismique dans le Golfe du Mexique au quatrième trimestre 2010, mais également d'un niveau d'activité anormalement faible au large du Brésil suite à la modification de la réglementation pétrolière mise en œuvre depuis 2 ans dans ce pays.

Certaines études de brokers spécialisés en énergie font apparaître pour 2011 des budgets d'exploration-production des compagnies pétrolières en hausse de 15%. CGGVeritas estime que l'évolution des dépenses sismiques devrait être d'environ 20%.

Le niveau élevé des ventes multi-clients atteint au quatrième trimestre 2010 augure bien d'une reprise progressive de l'activité d'exploration et donc de l'activité sismique au cours de l'année 2011.

Description de la flotte de navires de CGGVeritas

La flotte de navires de CGGVeritas se compose à fin décembre 2010, de 15 navires de grande capacité de plus de 8 streamers et de 4 bateaux de faible capacité de 1 à 4 streamers.

Le nombre de streamers est de 171 streamers à fin 2010.

Le tableau suivant fournit certaines informations concernant les navires sismiques actuellement en exploitation.

Nom du bateau	Année de construction	Année de mise à niveau	Année de rattachement	Date d'expiration de l'affrètement	2D/3D	Nombre maximum de streamers (**)	Longueur du navire (m)
Alizé.....	1999	n/a	1999	Mars 2014	3D	14	101
Amadeus.....	1999	n/a	2001	Propriété	3D	8	84
Challenger.....	2000	2005	2005	Propriété	3D	12	91
Oceanic Vega.....	2010	n/a	2010	Juillet 2022	3D	14	106
Princess.....	1986	2001	2005	Propriété	2D	3	76
Symphony.....	1988	1999	2001	Propriété	3D	12	121
Venturer.....	1986	2007	2005	Déc. 2012	3D	4	90
Viking.....	1998	2006	2007	Mai 2014	3D	10	93
Viking II.....	1999	n/a	2007	Mai 2013	3D	8	93
Viking Vanquish.....	1999	2007	2007	Nov. 2020	3D	12	93
Viking Vantage.....	2002	n/a	2007	Avril 2012	3D	10	93
Viking Vision.....	1993	2007	2007	Juillet 2015	3D	12	105
Voyager.....	2005	2006	2006	Juillet 2011	3D	4	68
M/V Bergen Surveyor.....	1972	1997	2009	Déc. 2012	2D	2	66
M/V Geowave Commander.....	1997	2006	2009	Mai 2013	3D	8	85
M/V Geowave Champion...	1994	2007	2009	Déc. 2019	3D	10	107
M/V Geowave Master.....	2000	2007	2009	Déc. 2015	3D	8	101
M/V Geowave Voyager.....	2005	2009	2009	Propriété	3D	10	83
M/V Geowave Endeavour...	2007	n/a	2009	Avril 2018	3D	10	92

(**) Points de traction

Le 30 juin 2010, le Groupe a conclu avec Norfield AS un accord lui permettant d'acquérir la propriété du navire sismique Geowave Voyager en échange de certains actifs (notamment le navire sismique Venturer et la participation de 33% détenue dans la société Norfield AS), dans le cadre de la restructuration de Norfield AS. Compte tenu de cet accord, 63,4 millions d'euros d'actifs à transférer ont été classés en « actifs destinés à la vente » dans le bilan au 30 septembre 2010. La mise en œuvre de cet accord s'est concrétisée le 13 janvier 2011, pour donner lieu à cette date au transfert effectif de la propriété des différents actifs parties de la transaction.

Taux d'utilisation des navires par trimestre

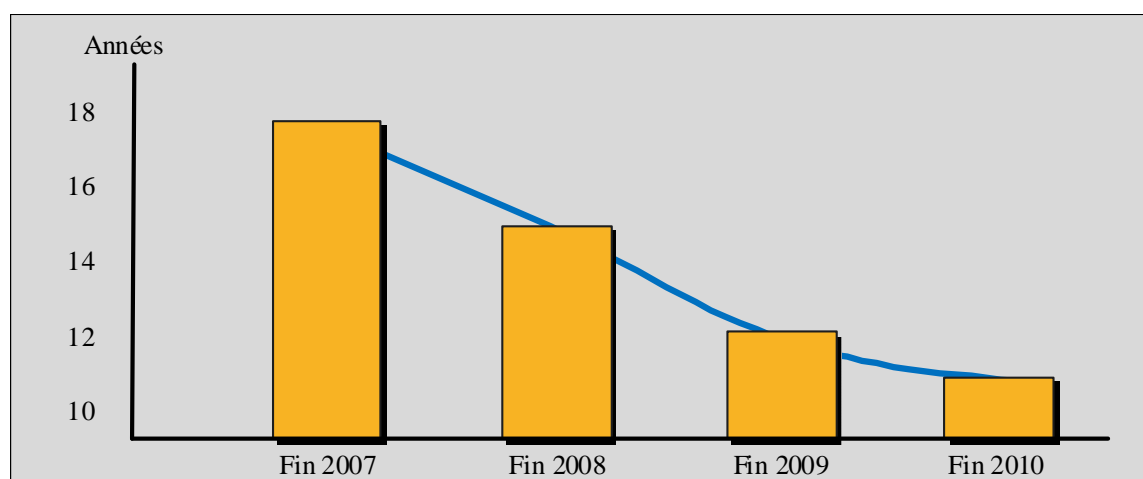
Dans cet environnement marine toujours en surcapacité, le Groupe a choisi d'anticiper des travaux de maintenance et de rénovation de ses bateaux, ce qui a entraîné, en plus d'une augmentation des transits, un moindre taux d'utilisation des navires notamment aux troisième et quatrième trimestres.

Les taux de disponibilité et de production des navires sur l'année 2010 s'établissent respectivement à 88% et 91%.

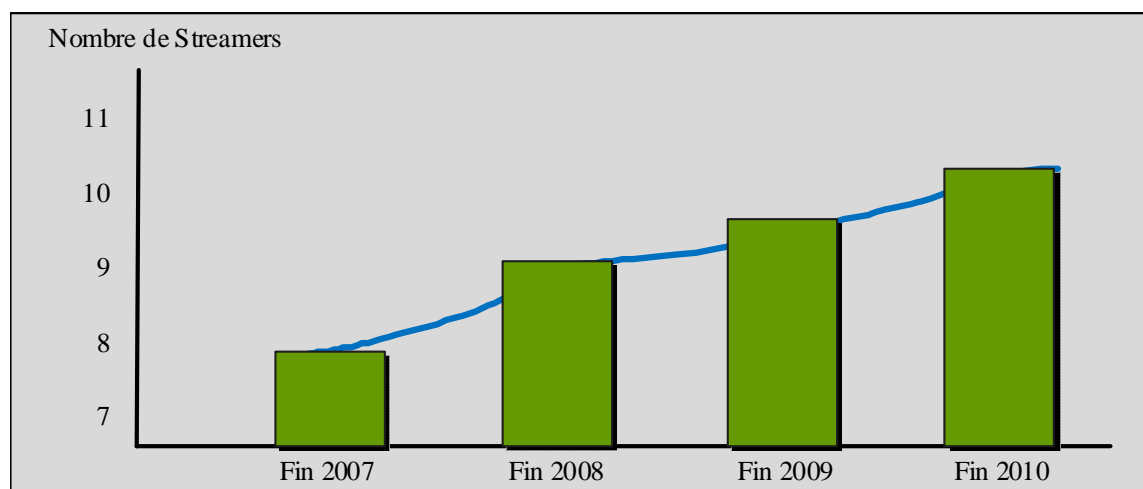
6.2. Equipements :

Les graphiques ci-dessous présentent l'âge moyen des navires et le nombre moyen de streamers par navire à fin 2010 :

Age moyen des navires



Nombre moyen de streamers par navire



6.3 Développements récents :

Le carnet de commandes du Groupe au 1^{er} octobre 2010 a été en hausse séquentielle de 9 %, s'élevant à 1,6 milliard de dollars U.S. et incluant des contrats long terme importants.

Le 16 décembre 2010, la Société a présenté au cours d'une journée investisseurs, un plan consistant notamment pour la division Marine en une série d'initiatives nouvelles qui permettront d'accroître sa rentabilité par une meilleure utilisation des actifs maritimes, l'abaissement de la base de coûts et une gestion de projet renforcée.

Le plan couvre également la poursuite du repositionnement de la flotte vers le haut dans le segment des navires de 12 streamers. 3 navires seront mis en chantier au cours de l'année 2011 en vue d'augmenter leur configuration opérationnelle à 12 streamers et de les équiper d'un nouveau système de propulsion.

Les réductions globales de coûts et les améliorations de performances que générera l'application de ce plan en Marine mais également sur l'ensemble des autres activités du Groupe CGGVeritas, devraient avoir un impact positif sur le résultat opérationnel du groupe à hauteur de 150 millions de dollars U.S. d'ici à fin 2012, avec un premier effet de 75 millions de dollars U.S. dès 2011.

Les réductions de coûts, estimées à 75 millions de dollars U.S., procéderont essentiellement d'une rationalisation du fonctionnement (baisse des frais généraux et administratifs) et d'une diminution du coût des ventes (optimisation des achats et approvisionnements et réduction des coûts de non-qualité...).

L'amélioration de la performance opérationnelle dans toutes les branches d'activité aura un impact positif estimé à 75 millions de dollars U.S., incluant une contribution significative de la division Marine, et le résultat des efforts qui seront menés dans toutes les Divisions pour renforcer la différenciation commerciale et technologique.

Ce plan intègre un budget d'investissement de 600 millions de dollars U.S. pour 2011, dont 85 millions de dollars U.S. pour l'Oceanic Sirius, le nouveau navire sismique de 14 streamers.

L'objectif du plan, mis en œuvre avec une nouvelle organisation simplifiée autour de 5 divisions est de générer un flux de trésorerie positif, même en période de bas de cycle.

La mise en place de ce plan devrait se traduire au quatrième trimestre 2010 par des charges exceptionnelles de l'ordre de 130 millions de dollars U.S. Ces charges comprennent des ajustements de la valeur nette comptable de la bibliothèque de données Multi-clients pour environ 90 millions de dollars U.S. et des charges de restructuration estimées à 40 millions de dollars U.S.

CHAPITRE IX :

EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DU RESULTAT

Les renseignements concernant ce chapitre sont décrits dans le Document de Référence.

Ces renseignements restent, à la date du présent document, exacts et sont mis à jour par les informations figurant ci-dessous :

9.1. Rapport financier semestriel au 30 juin 2010

ATTESTATION DES RESPONSABLES DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

Nous attestons, à notre connaissance, que les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant en pages 24 à 35 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Le 30 juillet 2010

Jean-Georges MALCOR
Directeur Général

Stéphane-Paul FRYDMAN
Directeur Financier du Groupe

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2010

Période du 1^{er} janvier 2010 au 30 juin 2010

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code Monétaire et Financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés du groupe Compagnie Générale de Géophysique-Veritas, relatifs à la période du 1er janvier 2010 au 30 juin 2010, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration, dans un contexte de forte volatilité des marchés et de crise économique et financière, caractérisé par une difficulté certaine à appréhender les perspectives d'avenir, et qui prévalait déjà à la clôture de l'exercice au 31 décembre 2009. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Courbevoie et Neuilly-sur-Seine, le 29 juillet 2010

Les commissaires aux comptes

**ERNST & YOUNG et
Autres**

PHILIPPE DIU

NICOLAS PFEUTY

MAZARS

XAVIER CHARTON

OLIVIER THIREAU

CONSIDERATIONS PROSPECTIVES

Ce document comprend des considérations prospectives. Ces considérations sont fondées sur la vision de la direction du Groupe et sur des hypothèses faites quant à la réalisation d'évènements futurs.

Ces considérations prospectives sont dépendantes de risques, d'incertitudes et d'hypothèses qui concernent notamment :

- L'impact du contexte économique et de crédit ;
- Les risques sociaux, politiques et économiques liés aux opérations de CGGVeritas ;
- La capacité à développer une stratégie intégrée pour CGGVeritas ;
- Les possibles difficultés et délais à réaliser les synergies et à maîtriser les coûts ;
- La capacité à intégrer avec succès les activités ou les actifs acquis ;
- La dépréciation des écarts d'acquisition ;
- La capacité à vendre nos données de la librairie multi-clients ;
- L'exposition au risque de marché des changes ;
- La capacité de financer les opérations dans des conditions satisfaisantes ;
- L'exposition au risque de crédit-clients ;
- Le développement et l'acceptation des nouveaux équipements et services de CGGVeritas ;
- Les risques opérationnels courants et notre capacité d'avoir les assurances adéquates ;
- Les difficultés et coûts engendrés par la protection des droits de propriété intellectuelle et l'exposition au risque de plaintes d'autres opérateurs ;
- Les difficultés liées de façon temporaire ou permanente à la réduction de capacité de notre flotte ;
- La possibilité de mettre fin de façon unilatérale à certain des contrats en carnet de commande par nos clients;
- Les effets de la concurrence ;
- Le niveau de dépenses de l'industrie du pétrole et du gaz et les fluctuations de la demande pour les services et équipements sismiques ;
- L'aspect saisonnier de nos revenus ;
- Les coûts de conformité aux réglementations sur l'environnement, la santé et la sécurité ;
- Le montant substantiel de l'endettement de CGGVeritas et des ratios financiers à respecter ;
- La capacité à accéder aux marchés d'endettement et d'instruments financiers durant la période couverte par ces considérations prospectives qui dépendra des conditions générales de marché et de la notation de l'endettement de CGGVeritas ;
- L'exposition au risque de taux d'intérêt ;
- Le succès dans la gestion des risques courants.

Il n'est pas pris ici l'engagement d'actualiser ou de réviser ces considérations prospectives en fonction de telle ou telle nouvelle information et de l'occurrence de tel ou tel événement. Par ailleurs, les considérations prospectives relatives aux divers risques, incertitudes et hypothèses évoqués dans le présent document peuvent ne pas se réaliser.

Certains de ces risques sont décrits de manière détaillée dans le rapport annuel « Document de Référence » pour l'exercice clos le 31 décembre 2009 et qui a été déposé à l'Autorité des Marchés Financiers le 23 avril 2010. Ce document est disponible sur le site internet www.cggveritas.com. Une copie de ce document, qui inclut un jeu complet d'états financiers consolidés audités, peut être demandée en contactant le Service Relations Investisseurs au +33 1 64 47 38 31 ou en envoyant un mail à invrelparis@cggveritas.com ou invrelhouston@cggveritas.com ou en écrivant à l'adresse suivante : CGG Veritas – Service Relations Investisseurs – Tour Maine Montparnasse 33 avenue du Maine – 75015 PARIS – France.

PARTIE 1 : COMPTES CONSOLIDES

BILANS CONSOLIDES

	30 juin 2010		31 décembre 2009	
	(non audité)			
Montants en millions de	€	US\$ (1)	€	US\$ (2)
ACTIF				
Disponibilités et titres de placement à court terme	360,1	441,9	480,3	691,9
Clients et comptes rattachés	598,9	734,9	564,1	812,7
Stocks et travaux en cours	248,6	305,1	223,8	322,4
Actifs d'impôt.....	75,3	92,4	66,3	95,5
Autres actifs courants	117,9	144,7	89,5	129,0
Actifs destinés à la vente	77,5	95,1	13,3	19,1
Total actif courant	1 478,3	1 814,1	1 437,3	2 070,6
Impôts différés actif.....	100,4	123,2	74,3	107,0
Participations et autres immobilisations financières.....	36,6	44,9	35,9	51,7
Sociétés mises en équivalence	75,2	92,3	99,0	142,7
Immobilisations corporelles, nettes	759,8	932,4	677,7	976,3
Immobilisations incorporelles, nettes	887,1	1 088,5	728,9	1 050,1
Ecarts d'acquisition des sociétés consolidées	2 184,4	2 680,5	1 868,1	2 691,2
Total actif non-courant	4 043,5	4 961,8	3 483,9	5 019,0
TOTAL ACTIF	5 521,8	6 775,9	4 921,2	7 089,6
PASSIF				
Concours bancaires court terme.....	5,1	6,3	2,7	3,9
Dettes financières – part court terme	56,0	68,7	113,5	163,5
Fournisseurs et comptes rattachés	254,0	311,6	179,8	259,0
Dettes sociales	112,9	138,6	118,5	170,7
Impôts sur les bénéficiaires à payer	28,9	35,5	42,5	61,2
Acomptes clients	18,5	22,7	23,8	34,3
Provisions – part court terme.....	25,5	31,3	40,2	58,0
Autres passifs courants	173,0	212,4	158,7	228,5
Total passif courant	673,9	827,1	679,7	979,2
Impôts différés passif	132,1	162,1	120,7	173,9
Provisions – part long terme.....	91,6	112,4	104,6	150,7
Dettes financières long terme	1 482,0	1 818,5	1 282,8	1 848,0
Autres passifs non courants	32,5	39,9	31,9	46,0
Total dettes et provisions non-courantes	1 738,2	2 132,9	1 540,0	2 218,6
Capital social : 215 096 351 actions autorisées et 151 409 611 émises au nominal de 0,40 € au 30 juin 2010 et 151 146 594 au 31 décembre 2009	60,6	74,3	60,5	87,1
Primes d'émission et d'apport	1 967,5	2 414,3	1 965,9	2 832,1
Réserves consolidées	879,1	1 078,8	1 136,0	1 636,5
Titres d'autocontrôle	(16,7)	(20,5)	(13,5)	(19,4)
Résultat de la période attribué aux actionnaires de la société mère.....	(0,4)	(0,5)	(264,3)	(380,7)
Résultats comptabilisés directement en capitaux propres	(10,5)	(12,9)	0,9	1,2
Ecarts de conversion.....	180,4	221,4	(224,2)	(323,0)
Capitaux propres attribués aux actionnaires de la société mère	3 060,0	3 754,9	2 661,3	3 833,8
Participations ne donnant pas le contrôle.....	49,7	61,0	40,2	58,0
Total capitaux propres	3 109,7	3 815,9	2 701,5	3 891,8
TOTAL PASSIF	5 521,8	6 775,9	4 921,2	7 089,6

(1) Les montants en dollar US représentent les montants en Euro convertis au taux de clôture de 1,227 US\$ pour 1 €

(2) Les montants en dollar US représentent les montants en Euro convertis au taux de clôture de 1,441 US\$ pour 1 €

COMPTES DE RESULTAT CONSOLIDES NON AUDITES

2^{ème} trimestre

Excepté pour les données par action, en millions de	2010		2009	
	€	US\$ (1)	€	US\$ (1)
Chiffre d'affaires	498,0	646,9	572,6	778,9
Autres produits des activités ordinaires	0,7	0,9	0,8	1,2
Total produits des activités ordinaires	498,7	647,8	573,4	780,1
Coût des ventes.....	(398,9)	(518,4)	(453,8)	(615,9)
Marge brute	99,8	129,4	119,6	164,2
Coûts nets de recherche et développement	(15,5)	(20,2)	(13,8)	(18,8)
Frais généraux et administratifs.....	(47,2)	(61,2)	(47,0)	(63,9)
Frais commerciaux	(13,4)	(17,3)	(14,0)	(19,0)
Autres produits et charges, nets.....	4,8	6,4	(61,3)	(82,1)
Résultat d'exploitation.....	28,5	37,1	(16,5)	(19,6)
Coût de l'endettement financier brut	(26,5)	(34,5)	(25,7)	(34,9)
Produits financiers sur la trésorerie	0,7	0,9	0,4	0,6
Coût de l'endettement financier net.....	(25,8)	(33,6)	(25,3)	(34,3)
Autres produits (charges) financiers.....	7,9	10,3	(5,3)	(7,0)
Résultat courant des entreprises intégrées	10,6	13,8	(47,1)	(60,9)
Impôts différés sur les variations de change	0,2	0,4	5,4	7,2
Autres impôts sur les bénéfices	(2,2)	(2,7)	14,2	18,5
Total impôts sur les bénéfices	(2,0)	(2,3)	19,6	25,7
Résultat net des entreprises intégrées	8,6	11,5	(27,5)	(35,2)
Résultat des sociétés mises en équivalence	(2,3)	(3,2)	2,0	2,7
Résultat net de l'ensemble consolidé.....	6,3	8,3	(25,5)	(32,5)
<i>Attribué aux :</i>				
Actionnaires de la société mère.....	2,2	2,9	(27,9)	(35,8)
Participations ne donnant pas le contrôle	4,1	5,4	2,4	3,3
Nombre moyen pondéré d'actions émises	151 358 044	151 358 044	150 793 834	150 793 834
Nombre moyen d'actions liées aux stock-options ..	410 970	410 970	336 593	336 593
Nombre moyen d'actions liées aux attributions d'actions gratuites	314 773	314 773	806 500	806 500
Nombre moyen ajusté d'actions après prise en compte des actions potentiellement dilutives	152 083 787	152 083 787	151 936 927	151 936 927
Résultat net attribuable aux actionnaires de la société mère				
Base	0,01	0,02	(0,18)	(0,24)
Dilué.....	0,01	0,02	(0,18)	(0,24)

(1) Correspond à la différence entre le semestre en dollars US\$ et le premier trimestre en US\$

COMPTES DE RESULTAT CONSOLIDES NON AUDITES

6 mois clos le 30 juin

Excepté pour les données par action, en millions de	2010		2009	
	€	US\$ (1)	€	US\$ (2)
Chiffre d'affaires	996,0	1 343,0	1 221,1	1 630,1
Autres produits des activités ordinaires	1,6	2,1	1,6	2,1
Total produits des activités ordinaires	997,6	1 345,1	1 222,7	1 632,2
Coût des ventes.....	(791,8)	(1 067,7)	(907,8)	(1 211,8)
Marge brute	205,8	277,4	314,9	420,4
Coûts nets de recherche et développement	(28,8)	(38,8)	(30,0)	(40,0)
Frais généraux et administratifs.....	(96,5)	(130,2)	(98,8)	(131,8)
Frais commerciaux	(30,1)	(40,5)	(28,9)	(38,6)
Autres produits et charges, nets	4,4	5,9	(73,5)	(98,2)
Résultat d'exploitation	54,8	73,8	83,7	111,8
Coût de l'endettement financier brut	(51,7)	(69,7)	(52,7)	(70,4)
Produits financiers sur la trésorerie	1,4	1,9	1,4	1,8
Coût de l'endettement financier net	(50,3)	(67,8)	(51,3)	(68,6)
Autres produits (charges) financiers	15,3	20,7	(2,9)	(3,9)
Résultat courant des entreprises intégrées	19,8	26,7	29,5	39,3
Impôts différés sur les variations de change	(2,5)	(3,4)	5,7	7,6
Autres impôts sur les bénéfices	(8,6)	(11,7)	(9,0)	(12,0)
Total impôts sur les bénéfices	(11,1)	(15,1)	(3,3)	(4,4)
Résultat net des entreprises intégrées	8,7	11,6	26,2	34,9
Résultat des sociétés mises en équivalence	(2,1)	(2,8)	2,4	3,3
Résultat net de l'ensemble consolidé	6,6	8,8	28,6	38,2
<i>Attribué aux :</i>				
Actionnaires de la société mère.....	(0,4)	(0,6)	24,9	33,3
Participations ne donnant pas le contrôle	7,0	9,4	3,7	4,9
Nombre moyen pondéré d'actions émises	151 275 968	151 275 968	150 705 772	150 705 772
Nombre moyen d'actions liées aux stock-options ..	403 108	403 108	308 688	308 688
Nombre moyen d'actions liées aux attributions d'actions gratuites	314 773	314 773	806 500	806 500
Nombre moyen ajusté d'actions après prise en compte des actions potentiellement dilutives	151 993 849	151 993 849	151 820 960	151 820 960
Résultat net attribuable aux actionnaires de la société mère				
Base	-	-	0,17	0,22
Dilué.....	-	-	0,16	0,22

(1) Les montants en dollar US représentent les montants en Euro convertis au taux moyen de 1,348 US\$ pour 1€ sur la période

(2) Les montants en dollar US représentent les montants en Euro convertis au taux moyen de 1,335 US\$ pour 1€ sur la période

COMPTES DE RESULTAT ETENDUS CONSOLIDES NON AUDITES

en millions d'euros	Au 30 juin	
	2010	2009
Résultat net de l'ensemble consolidé	6,6	28,6
Produits (charges) sur couverture des flux de trésorerie	(4,7)	9,9
Impôts	1,6	(3,4)
Produits (charges) nets sur couverture des flux de trésorerie	(3,1)	6,5
Produits (charges) sur les titres disponibles à la vente	-	-
Impôts	-	-
Produits (charges) nets sur les titres disponibles à la vente	-	-
Produits (charges) sur écarts actuariels des plans de retraite.....	-	(0,1)
Impôts	-	-
Produits (charges) nets sur écarts actuariels des plans de retraite	-	(0,1)
Variation de l'écart de conversion	409,7	(26,8)
Quote-part de variation du résultat global des sociétés mises en équivalence	(8,3)	-
Autres produits (charges) étendus de la période nets d'impôts	398,3	(20,4)
Résultat net étendu de la période.....	404,9	8,2
<i>Attribué aux :</i>		
<i>Actionnaires de la société mère</i>	<i>392,8</i>	<i>4,9</i>
<i>Participations ne donnant pas le contrôle</i>	<i>12,1</i>	<i>3,3</i>

TABLEAUX DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES NON AUDITES
Au 30 juin

	2010		2009	
	€	US\$ (1)	€	US\$ (2)
Montants en millions de				
EXPLOITATION				
Résultat net (intérêts minoritaires inclus).....	6,6	8,9	28,6	38,2
Amortissements et dépréciations.....	111,4	150,2	159,6	213,0
Dépréciation des études multi-clients	80,2	108,1	89,0	118,8
Augmentation (diminution) des provisions.....	(48,6)	(65,5)	44,7	59,6
Annulation des charges liées aux stock-options.....	7,2	9,7	10,6	14,1
(Plus) et moins values de cessions d'actif.....	0,2	0,3	1,8	2,4
Résultat des mises en équivalence	2,1	2,8	(2,4)	(3,3)
Dividendes reçus.....	2,2	3,0		
Autres éléments sans impact sur les flux de trésorerie.....	(10,3)	(13,9)	(5,1)	(6,8)
Flux de trésorerie net incluant le coût de la dette.....	151,0	203,6	326,8	436,0
Annulation du coût de la dette financière nette.....	50,3	67,8	51,3	68,6
Annulation de la charge d'impôt.....	11,2	15,1	3,3	4,4
Flux de trésorerie net hors coût de la dette.....	212,5	286,5	381,4	509,0
Impôt décaissé	(47,5)	(64,0)	(41,8)	(55,8)
Flux de trésorerie net avant variation du besoin en fonds de roulement.....	165,0	222,5	339,6	453,2
<i>Variation des actifs et passifs circulants :</i>				
- (augmentation) diminution des clients et comptes rattachés.....	31,6	42,6	8,6	11,5
- (augmentation) diminution des stocks et travaux en cours	(3,5)	(4,7)	39,2	52,3
- (augmentation) diminution des autres actifs circulants.....	(28,5)	(38,4)	(7,5)	(10,0)
- augmentation (diminution) des fournisseurs et comptes rattachés.....	15,2	20,5	(65,1)	(86,9)
- augmentation (diminution) des autres passifs circulants.....	(30,2)	(40,7)	(43,6)	(58,3)
- impact du change sur les actifs et passifs financiers	23,1	31,1	(16,2)	(21,5)
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation.....	172,7	232,9	255,0	340,3
INVESTISSEMENT				
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles, net des variations de fournisseurs d'immobilisations.....	(86,4)	(116,5)	(75,0)	(100,1)
Investissements dans études multi-clients.....	(128,0)	(172,6)	(144,5)	(192,9)
Valeurs de cession des immobilisations corporelles et incorporelles.....	3,3	4,4	2,6	3,5
Plus ou moins value sur immobilisations financières.....	1,3	1,8	-	-
Acquisition de titres consolidés nette de trésorerie acquise	(1,2)	(1,6)	(65,0)	(86,7)
Variation de périmètre	-	-	(2,0)	(2,7)
Variation des avances reçues	(0,4)	(0,5)	(4,0)	(5,3)
Variation des subventions	0,8	1,1	(0,1)	(0,1)
Variation des autres actifs financiers	(1,4)	(1,9)	(0,9)	(1,2)
Flux de trésorerie affectés aux investissements	(212,0)	(285,8)	(288,9)	(385,5)
FINANCEMENT				
Remboursement d'emprunts.....	(42,3)	(57,0)	(137,7)	(183,8)
Nouveaux emprunts	2,2	3,0	241,5	322,3
Paiement du principal des contrats de crédit-bail.....	(44,6)	(60,1)	(14,7)	(19,6)
Augmentation (diminution) nette des découverts bancaires.....	2,4	3,2	2,5	3,3
Charges d'intérêt payées	(47,8)	(64,4)	(58,8)	(78,5)
<i>Augmentation de capital :</i>				
- par les actionnaires de la société mère.....	1,7	2,3	-	-
- par les participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-
Dividende versé aux participations ne donnant pas le contrôle.....	(3,0)	(4,0)	(2,5)	(3,3)
Acquisition et cession des titres d'auto détention	(3,2)	(4,3)	1,6	2,1
Flux de trésorerie provenant (affectés à) des opérations de financement	(134,6)	(181,5)	31,9	42,5
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie	53,7	(15,6)	0,6	11,9
Variation de trésorerie	(120,2)	(250,0)	(1,4)	9,2
Trésorerie à l'ouverture	480,3	691,9	516,9	719,4
Trésorerie à la clôture	360,1	441,9	515,5	728,6

(1) Les montants en dollar US représentent les montants en Euro convertis au taux moyen de 1,348 US\$ pour 1 € sur la période (excepté la trésorerie convertie au taux de clôture de 1,227 US\$ pour 1 € au 30 juin 2010 et de 1,441 US\$ pour 1 € au 31 décembre 2009).

(2) Les montants en dollar US représentent les montants en Euro convertis au taux moyen de 1,335 US\$ pour 1 € sur la période (excepté la trésorerie convertie au taux de clôture de 1,413 US\$ pour 1 € au 30 juin 2009 et de 1,392 US\$ pour 1 € au 31 décembre 2008).

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES NON AUDITES

(montants en millions d'euros)

	Nombre d'actions émises	Capital social	Primes d'émission Et d'apport	Réserves	Actions propres	Résultats directement Enregistré en Capitaux propres	Ecart de Conversion	Capitaux propres attribués aux actionnaires de la société mère	Participations ne donnant pas le contrôle	Total Capitaux propres
Au 1(er) janvier 2009	150 617 709	60,2	1 964,7	1 132,2	(18,1)	(2,5)	(176,4)	2 960,1	38,5	2 998,6
Augmentations de capital	352 250	0,2						0,2		0,2
Résultat net				24,9				24,9	3,7	28,6
Paiements fondés sur des actions				10,6				10,6	(2,5)	8,1
Actions propres.....					1,6			1,6		1,6
<i>Produits (charges) nets sur écarts actuariels des plans de retraite (1) .</i>						(0,1)		(0,1)		(0,1)
<i>Produits (charges) nets sur couverture des flux de trésorerie (2)</i>						6,5		6,5		6,5
<i>Variation de l'écart de conversion (3)</i>							(26,4)	(26,4)	(0,4)	(26,8)
Autres éléments du résultat global consolidé (1)+(2)+(3)						6,4	(26,4)	(20,0)	(0,4)	(20,4)
Variation de périmètre et autres				0,3				0,3		0,3
Au 30 juin 2009	150 969 959	60,4	1 964,7	1 168,0	(16,5)	3,9	(202,8)	2 977,7	39,3	3 017,0

(montants en millions d'euros)

	Nombre d'actions émises	Capital social	Primes d'émission Et d'apport	Réserves	Actions propres	Résultats directement Enregistré en Capitaux propres	Ecart de Conversion	Capitaux propres attribués aux actionnaires de la société mère	Participations ne donnant pas le contrôle	Total Capitaux propres
Au 1(er) janvier 2010	151 146 594	60,5	1 965,9	871,7	(13,5)	0,9	(224,2)	2 661,3	40,2	2 701,5
Augmentations de capital	263 017	0,1	1,6					1,7		1,7
Résultat net				(0,4)				(0,4)	7,0	6,6
Paiements fondés sur des actions				7,2				7,2	(3,0)	4,2
Actions propres.....					(3,2)			(3,2)		(3,2)
<i>Produits (charges) nets sur écarts actuariels des plans de retraite (1) .</i>										-
<i>Produits (charges) nets sur couverture des flux de trésorerie (2)</i>						(11,4)		(11,4)		(11,4)
<i>Variation de l'écart de conversion (3)</i>							404,6	404,6	5,1	409,7
Autres éléments du résultat global consolidé (1)+(2)+(3)						(11,4)	404,6	393,2	5,1	398,3
Variation de périmètre et autres				0,2				0,2	0,4	0,6
Au 30 juin 2010	151 409 611	60,6	1 967,5	878,7	(16,7)	(10,5)	180,4	3 060,0	49,7	3 109,7

Voir ci-après les notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires non audités

NOTES AUX COMPTES CONSOLIDES (NON AUDITEES)

NOTE 1 - PRINCIPES COMPTABLES

La Compagnie Générale de Géophysique Veritas, S.A. (« la Compagnie ») et ses filiales (constituant ensemble « le Groupe ») est un acteur dans l'industrie des services géophysiques et la fabrication d'équipements géophysiques, fournissant une large gamme de services pour l'acquisition, le traitement et l'interprétation de données sismiques ainsi que les logiciels de traitement et d'interprétation des données principalement aux clients du secteur de la production et de l'exploration du gaz et du pétrole.

Du fait de sa cotation dans un pays de l'Union Européenne et conformément au règlement CE n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés intermédiaires du Groupe sont établis conformément à la norme internationale IAS34 publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB) et adoptées par la Commission Européenne.

Les comptes consolidés intermédiaires ont été autorisés par le Conseil d'administration du 28 juillet 2010 pour publication.

Pour établir les Etats Financiers consolidés conformément au référentiel IFRS, certains éléments du bilan, du compte de résultat et des informations annexes sont déterminés par la Direction du Groupe à partir de jugements et d'estimations et sur la base d'hypothèses. Les chiffres réels peuvent donc différer de façon significative des données estimées en raison de changement des conditions économiques, de modification des lois et règlements, de changement de stratégie et de l'imprécision inhérente à l'utilisation de données estimées.

Les Etats Financiers ont été préparés selon la méthode du coût historique, excepté pour certains éléments de l'actif et du passif évalués à la juste valeur.

Principaux principes comptables

Ces principes comptables sont identiques à ceux qui ont été retenus pour la préparation des comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2009, décrits dans le rapport annuel 20-F pour l'exercice 2009 déposé auprès de la SEC le 23 avril 2010 et le Document de Référence déposé auprès de l'AMF le même jour, à l'exception des normes et interprétations nouvellement adoptées :

- IFRIC 12— Accords de concessions de services publics – adopté par l'Union Européenne en juin 2009 et applicable au 1^{er} janvier 2010
- IFRIC 16 — Couvertures d'un investissement net dans une activité à l'étranger – adopté par l'Union Européenne en juin 2009 et applicable au 1^{er} janvier 2010
- Amendement d'IAS 27 — États financiers consolidés et individuels – adopté par l'Union Européenne en juin 2009 et applicable au 1^{er} janvier 2010
- IFRS3 (Révisée) — Regroupements d'entreprises – adopté par l'Union Européenne en juin 2009 et applicable au 1^{er} janvier 2010
- IFRIC 15 — Accords de construction de biens immobiliers – adopté par l'Union Européenne en juillet 2009 et applicable au 1^{er} janvier 2010
- Amendement d'IAS 39 — Eléments éligibles à la couverture ; reclassement d'actifs financiers – adopté par l'Union Européenne en septembre 2009 et applicable au 1^{er} janvier 2010
- IFRIC 17 — Distributions en nature aux propriétaires – adopté par l'Union Européenne en novembre 2009 et applicable au 1^{er} janvier 2010
- IFRIC 18 – Transferts d'actifs des clients – adopté par l'Union Européenne en novembre 2009 et applicable au 1^{er} janvier 2010
- Améliorations annuelles (2006-2008) d'IFRS 5– adopté par l'Union Européenne en 2009 et applicable au 1^{er} janvier 2010
- Améliorations annuelles (2007-2009) des IFRS – adopté par l'Union Européenne en mars 2010 et applicable au 1^{er} janvier 2010
- Amendement d'IFRS 2 — Transactions intra-groupe dont le fondement est fondé sur des actions et qui sont réglées en trésorerie– adopté par l'Union Européenne en mars 2010 et applicable au 1^{er} janvier 2010

L'adoption de ces normes et interprétations n'a pas eu d'impact significatif sur les comptes consolidés intermédiaires au 30 juin 2010.

En outre, le groupe n'applique pas les textes suivants, qui n'ont pas été adoptés par l'Union Européenne:

- IFRS 9 — Instruments financiers : classification et évaluation des actifs financiers
- Amendement d'IFRIC 14 — Paiement anticipé des exigences de financement minimal
- IFRIC 19 — Extinction de passifs financiers au moyen d'instruments de capitaux propres
- Amendement d'IAS 32— Classement des droits de souscription émis – adopté par l'Union Européenne en décembre 2009 et applicable au 1^{er} janvier 2011.
- IAS 24 (Révisée) — Information relative aux parties liées – adopté par l'Union Européenne en juillet 2010 et applicable au 1^{er} janvier 2011.

La revue de ces normes, amendements et interprétations est en cours actuellement afin de mesurer l'impact potentiel sur les comptes consolidés. A ce stade, aucun impact significatif n'est identifié.

Utilisation d'estimations

Les principaux éléments comptables ayant recours à des estimations dans la préparation des Etats Financiers et qui peuvent avoir un impact matériel sur la valeur comptable des actifs et passifs au cours des prochaines périodes ou exercices sont relatifs :

- à l'amortissement des études multi-clients,
- à la dépréciation des actifs corporels et incorporels,
- aux coûts de développement,
- à l'évaluation des participations et immobilisations financières,
- à la valeur recouvrable des écarts d'acquisition et des actifs incorporels,
- aux impôts sur les sociétés,
- aux avantages postérieurs à l'emploi.

Jugements

Les principaux éléments comptables faisant l'objet de jugements de la part de la Direction du Groupe, lesquels peuvent avoir un impact matériel sur la valeur comptable des actifs et des dettes comptabilisée dans les Etats Financiers, sont relatifs:

- à la recouvrabilité des créances client,
- aux impôts différés actifs,
- à la juste valeur des actifs et passifs acquis dans le cadre des différentes allocations du prix d'acquisition,
- aux provisions pour risques, charges et litiges.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est reconnu lorsqu'il peut être estimé de manière fiable, lorsqu'il est probable que tous les avantages économiques associés à la transaction vont bénéficier au Groupe et lorsque les coûts associés à la transaction (supportés ou restant à supporter) peuvent être mesurés de manière fiable.

— Etudes multi-clients

Les études multi-clients représentent des études sismiques pour lesquelles une licence d'utilisation est cédée aux clients de façon non-exclusive. L'ensemble des coûts liés à l'acquisition, au traitement et à la finalisation des études est comptabilisé en immobilisations incorporelles. Les études multi-clients sont valorisées sur la base des coûts précédents moins les amortissements cumulés ou à leur juste valeur si cette dernière est inférieure. Le Groupe examine la librarie des études pour toute dépréciation potentielle des études indépendantes dans une logique de continuité d'exploitation.

Le chiffre d'affaires généré par les études multi-clients est composé des préfinancements et de la vente de licences d'utilisation après achèvement des études (« après-ventes »).

Préfinancements — d'une manière générale, le Groupe obtient des engagements d'achats de la part de clients avant l'achèvement même de l'étude sismique. Ces engagements couvrent tout ou partie des blocs de la zone d'étude. En contrepartie, le client est généralement habilité à intervenir directement dans la définition ou à participer aux spécifications du projet, et autorisé à accéder en priorité aux données acquises, le plus souvent à des conditions préférentielles d'achat. Les préfinancements sont reconnus en chiffre d'affaires selon la méthode à l'avancement, c'est à dire en fonction de l'avancement physique dudit projet. Le Groupe comptabilise les paiements qu'il reçoit durant les périodes de mobilisations comme des avances et ces paiements sont présentés dans le bilan en « Acomptes clients ».

Après-ventes — d'une manière générale, le Groupe accorde une licence d'utilisation permettant un accès non-exclusif à des données sismiques correctement formatées et dûment définies issues de la bibliothèque d'études multi-clients, en contrepartie d'un paiement fixe et déterminé. Le Groupe comptabilise le chiffre d'affaires à la signature du contrat et lorsque le client a accès aux données. Le client dispose d'un délai de 30 jours après signature et accès aux données pour exercer la garantie portant sur l'absence de défauts techniques du support sur lequel les données sont transmises (une bande magnétique). Si la garantie est exercée, le Groupe fournira les mêmes données sur une nouvelle bande magnétique. Le coût de la nouvelle bande est négligeable.

Après-ventes sur des contrats multi-blocs — le Groupe conclut des accords dans lesquels il octroie des licences d'accès pour un nombre déterminé de blocs de la bibliothèque d'études multi-clients. Ces contrats permettent au client de sélectionner des blocs spécifiques et d'accéder aux données sismiques correspondantes pour une durée limitée. Le Groupe comptabilise le chiffre d'affaires dès que le client a accès aux données et que le chiffre d'affaires peut être estimé de manière fiable. Le client dispose d'un délai de 30 jours après signature et accès aux données pour exercer la garantie portant sur l'absence de défauts techniques du support sur lequel les données sont transmises (une bande magnétique). Si la garantie est exercée, le Groupe fournira les mêmes données sur une nouvelle bande magnétique. Le coût de la nouvelle bande magnétique est négligeable.

— *Etudes exclusives*

Le Groupe réalise des services sismiques — acquisition, traitement, pour le compte de clients donnés. Le Groupe comptabilise le chiffre d'affaires lorsque ces services sont contractuellement exécutés selon la méthode à l'avancement, c'est-à-dire en fonction du taux d'exécution du contrat apprécié sur la base de coûts engagés en fonction de la réalisation effective de la prestation de services sur les coûts totaux estimés.

La facturation et les coûts relatifs aux transits des navires sismiques au démarrage de l'étude sont différés et reconnus sur la durée du contrat au rythme de l'avancement technique. Dans certains contrats d'études exclusives et dans un nombre limité d'études multi-clients, le Groupe s'engage à respecter certains objectifs. Le Groupe diffère la reconnaissance du chiffre d'affaires sur ces contrats jusqu'à ce que tous les objectifs, qui donnent au client un droit d'annulation ou de remboursement, soient atteints.

— *Vente de matériel*

Le chiffre d'affaires provenant de la vente de matériel est comptabilisé dans le compte de résultat quand le transfert à l'acheteur des risques et avantages significatifs liés à la propriété du matériel est effectif, lors de la livraison aux clients. Les acomptes et avances versés par les clients sont enregistrés en passifs courants.

— *Vente de logiciels et de matériel informatique*

Le chiffre d'affaires provenant de la vente de matériel informatique ou de logiciel est comptabilisé dans le compte de résultat quand le transfert à l'acheteur des risques et avantages significatifs liés à la propriété du matériel est effectif, lors de l'acceptation du produit par le client, dès lors que le Groupe n'a plus d'obligations résiduelles significatives. Les acomptes et avances versés par les clients sont enregistrés en passifs courants.

Si la vente d'un logiciel ou d'un matériel informatique nécessite un aménagement particulier qui entraîne une modification ou une adaptation du produit, l'ensemble est comptabilisé, comme pour un contrat de prestation classique selon la méthode à l'avancement.

Si le contrat comporte de multiples sections (par exemple mises à jour ou améliorations, support client post-contractuel telle la maintenance, ou des services), le revenu est décomposé et affecté aux différents éléments du contrat sur la base de leur juste valeur respective, qui peut être différente de la ventilation indiquée dans le contrat. Chaque élément est comptabilisé selon la règle applicable à chaque section.

Le chiffre d'affaires relatif à la maintenance concerne notamment des contrats « support-clients » post livraison et est enregistré en « acomptes clients » et rattaché en produits au compte de résultat de manière linéaire sur la durée du contrat.

— Autres prestations géophysiques

Le chiffre d'affaires provenant des autres prestations géophysiques est comptabilisé dans le compte de résultat lorsque les prestations géophysiques ont été réalisées et, dans le cadre de contrats long-terme, suivant la méthode à l'avancement à la date de clôture.

— Programmes de fidélisation des clients

Le Groupe peut octroyer des crédits de prestations à ses principaux clients. Ces crédits sont déterminés contractuellement sur la base des volumes d'affaires annuels réalisés auprès de ces clients et facturés, et sont utilisables sur des services futurs. Ces crédits sont considérés comme un élément séparé de la vente initiale. Le chiffre d'affaires relatif à ces crédits n'est reconnu que lorsque l'obligation a été remplie.

Ces crédits sont mesurés à leur juste valeur sur la base des taux contractuels et des volumes d'affaires annuels prévisionnels.

Etudes multi-clients

Les études multi-clients représentent des études sismiques pour lesquelles une licence d'utilisation est cédée aux clients de façon non-exclusive. L'ensemble des coûts liés à l'acquisition, au traitement et à la finalisation des études est comptabilisé en immobilisations incorporelles. Les études multi-clients sont valorisées sur la base des coûts précédents moins les amortissements cumulés ou à leur juste valeur si cette dernière est inférieure. L'éventualité de dépréciation à constater est réexaminée de manière courante et au niveau pertinent en matière de données multi-client (études indépendantes). Le Groupe examine à chaque clôture la librairie des études pour toute dépréciation éventuelle des études au niveau pertinent (études ou groupes d'études indépendants).

Les études multi-clients sont amorties sur la période attendue de commercialisation des données au prorata du chiffre d'affaires comptabilisé par rapport au chiffre d'affaires total estimé.

Le Groupe retient cinq taux d'amortissement différents selon les catégories d'études : 50 %, 65 %, 75 %, 80 % ou 83,3 % du chiffre d'affaires. Le taux de 65% a été appliqué aux études acquises lors de l'intégration Veritas.

Les études multi-clients sont classées dans une même catégorie lorsqu'elles sont situées dans une même zone géographique avec les mêmes perspectives de ventes; ces estimations étant généralement fondées sur les historiques de ventes.

Pour toute catégorie d'études et à compter de la date de livraison, un amortissement linéaire minimum sur une période de cinq ans est pratiqué lorsque le total cumulé d'amortissements déterminé à partir des ventes est inférieur à cet amortissement.

Les études multi-clients acquises dans le cadre de la fusion avec Veritas et ayant fait l'objet d'une révision de valeur nette comptable dans le cadre du processus d'allocation du prix d'acquisition sont amorties sur la base de 65 % du chiffre d'affaires et dépréciées étude par étude en cas d'indication de perte de valeur.

Dépenses de développement

Les dépenses de recherche et développement, engagées dans le but d'acquérir un savoir-faire technique ou scientifique, sont enregistrées en charges de l'exercice où elles sont encourues, dans le poste « Coûts nets de recherche et développement ».

Les dépenses de développement, si elles concernent la découverte ou l'amélioration d'un processus, sont capitalisées si les critères suivants sont réunis :

- le projet est clairement identifié et les coûts qui s'y rapportent sont individualisés et suivis de façon fiable,
- la faisabilité technique du projet est démontrée,
- les ressources nécessaires pour mener le projet à son terme sont disponibles,
- il est probable que l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs. Le groupe doit démontrer, entre autres choses, l'existence d'un marché pour la production issue de l'immobilisation incorporelle ou pour l'immobilisation incorporelle elle-même ou, si celle-ci doit être utilisée en interne, son utilité.

Les dépenses capitalisées comprennent le coût des matériels, les salaires directs, ainsi qu'un prorata approprié de charges indirectes. Toutes les autres dépenses de développement sont enregistrées en charges de l'exercice où elles sont encourues, dans le poste « Coûts nets de recherche et développement ».

Les dépenses de développement capitalisées sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeurs constatées.

Les coûts de développement capitalisés sont amortis sur 5 ans.

Les frais de recherche et de développement en compte de résultat représentent le coût net des dépenses de développement qui ne sont pas capitalisées, des dépenses de recherche et des subventions acquises au titre de la recherche et du développement.

NOTE 2 - ACQUISITIONS ET CESSIONS

Le 22 janvier 2010, le navire sismique *Harmattan* a été vendu pour 3,4 millions de dollars U.S.

Le 9 février 2010, le Groupe a exercé son option d'achat concernant le navire sismique *Geo Challenger* pour un montant de 250 millions de couronnes norvégiennes. A cette même date, une notification de résiliation du contrat d'affrètement relatif au navire sismique *Pacific Titan* a également été envoyée.

Le 30 juin 2010, le Groupe a conclu avec Norfield AS un accord lui permettant d'acquérir la propriété du navire sismique *Voyager* en échange de certains actifs, dans le cadre de la restructuration de Norfield AS. Cet accord fait l'objet de certaines conditions suspensives. Compte tenu de cet accord, 58,1 millions d'euros d'actifs à transférer ont été classés en « actifs destinés à la vente » dans le bilan au 30 juin 2010.

NOTE 3 - DETTES FINANCIERES

Le 26 février 2010, notre ligne de crédit renouvelable français de 35 M€a été remboursée.

La dette financière nette s'est élevée à 1 183,0 millions d'euros à fin juin 2010 comparée à 918,7 millions d'euros au 31 décembre 2009.

Au 30 juin 2010 le groupe disposait d'environ 11 millions d'euros de lignes de crédit court terme confirmées et non utilisées, et de 277 millions d'euros de lignes long terme non utilisées.

L'ensemble de nos ratios financiers étaient respectés au 30 juin 2010.

NOTE 4 – CAPITAL ET PLANS D'OPTIONS

Au 30 juin 2010, le capital social de la Société se composait de 151 409 611 actions de valeur nominale unitaire de 0,40 €

Nouveaux plans d'attribution de stock-options et d'actions gratuites sous conditions de performance

Le Conseil d'administration du 6 janvier 2010 a décidé d'attribuer 220 000 options de souscription d'actions à un bénéficiaire. Le prix de souscription a été fixé à 14,71 € Les options ont une durée de 8 ans, 110 000 de ces options de souscription d'actions sont acquises immédiatement, 55 000 seront acquises le 7 janvier 2011 et 55 000 le 7 janvier 2012.

Le Conseil d'administration du 22 mars 2010 a décidé d'attribuer :

- 1 348 150 options de souscription d'actions à 338 bénéficiaires, Le prix de souscription a été fixé à 19,44 € Les options ont une durée de 8 ans. Elles sont acquises par tiers sur les trois premières années du plan ;
- 509 925 actions gratuites sous conditions de performance à 332 bénéficiaires, dont 73 125 attribuées aux cadres dirigeants membres du Comité Exécutif (à l'exclusion du Président Directeur Général) ;
- 200 000 options de souscription d'actions au Président Directeur Général. Le prix d'exercice desdites options est de 19,44 € Les droits aux dites options seront acquis par tiers sur les trois premières années du plan d'une durée de 8 ans. Cette acquisition par tiers est soumise à des conditions de performance fondées sur la réalisation de l'un des trois objectifs suivants:
 - un objectif d'évolution du cours de bourse de l'action apprécié au regard de l'indice boursier SBF 120,

- un objectif d'évolution du cours de bourse de l'ADS apprécié au regard de l'indice boursier PHLX Oil Services SectorSM (OSXSM),
- un objectif d'indicateur financier d'EBITDAS, exprimé en US\$ et relié à l'objectif correspondant de la partie variable annuelle de la rémunération des Mandataires Sociaux.

Les autres conditions du plan sont celles du plan général mis en place pour les autres cadres dirigeants et salariés du groupe.

Le tableau qui suit résume l'information relative aux options non exercées au 30 juin 2010 :

Date de résolution du Conseil d'Administration	Options attribuées	Options non exercées au 30/06/10	Prix d'exercice par action	Juste valeur par action	Date d'expiration
15 mai 2003	849 500	243 600	€2,91	€2,23 (a)	14 mai 2011
11 mai 2006	1 012 500	951 845	€26,26	€14,97 (b)	10 mai 2014
23 mars 2007	1 308 750	1 190 750	€30,40	€12,65 (c)	22 mars 2015
14 mars 2008	1 188 500	1 116 500	€32,57	€12,06 (d)	14 mars 2016
16 mars 2009	1 327 000	1 176 868	€8,82	€4,63 (e)	15 mars 2017
6 janvier 2010	220 000	220 000	€14,71	€8,23 (f)	6 janvier 2018
22 mars 2010	1 548 150	1 546 350	€19,44	€10,10 (g)	22 mars 2018
Total	7 454 400	6 445 913			

- (a) Sur la base d'une volatilité de 57 % et d'un taux sans risque de 3,9 %,
 (b) Sur la base d'une volatilité de 35 % et d'un taux sans risque de 3,8 %,
 (c) Sur la base d'une volatilité de 36 % et d'un taux sans risque de 3,95 %,
 (d) Sur la base d'une volatilité de 39% et d'un taux sans risque de 3,47%,
 (e) Sur la base d'une volatilité de 50% et d'un taux sans risque de 2,88%,
 (f) Sur la base d'une volatilité de 52% et d'un taux sans risque de 2,78%,
 (g) Sur la base d'une volatilité de 52% et d'un taux sans risque de 2,44%,

Le prix d'exercice de chaque option est la valeur de marché moyenne de l'action établie durant les vingt jours de cotation se terminant le jour précédant la date d'attribution de l'option.

Selon IFRS 2, la juste valeur des plans de stock-options attribués depuis le 7 novembre 2002 (plans de mai 2003, de mai 2006, de mars 2007, 2008, 2009 et plans de 2010) est reconnue en charge sur la durée de vie du plan, ce qui a représenté une charge de 7,2 M€ au 1^{er} semestre clos le 30 juin 2010 (dont 3,7 M€ attribués aux dirigeants du Groupe) et une charge de 10,6 M€ au 30 juin 2009 (dont 3,5 M€ attribués aux dirigeants du Groupe).

Le tableau qui suit résume l'information relative à l'évolution des plans de stock-options :

(prix moyen d'exercice en euros)	30 juin 2010		30 juin 2009	
	Options	Prix moyen d'exercice	Options	Prix moyen d'exercice
Options non exercées en début de période.....	4 958 740	22,35	4 181 985	25,43
Attributions.....	1 768 150	18,85	1 327 000	8,82
	(242 87)			
Exercées.....	9)	6,70	(7 500)	4,60
	(38 09)			
Echues non exercées.....	8)	14,95	(294 860)	15,05
Options non exercées en fin de période.....,	6 445 913	14,23	5 206 625	21,81

NOTE 5 - ANALYSE PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ ET ZONE GEOGRAPHIQUE

L'information financière est présentée par secteur d'activité sur la base du système de reporting interne et de l'information segmentée interne utilisée pour piloter et mesurer la performance au sein du Groupe.

CGG Veritas a organisé ses opérations en deux secteurs d'activité opérationnels : les services géophysiques et les équipements géophysiques.

Le secteur des services géophysiques comprend :

- les contrats « Terrestre » : services d'acquisition terrestre, en zones de transition et en eaux peu profondes, menées par le Groupe pour le compte d'un client spécifique ;
- les contrats « Marine » : services d'acquisition marine menés par le Groupe pour le compte d'un client spécifique ;
- les contrats « Multi-clients » terrestre et marine : acquisitions de données sismiques menées par le Groupe et vendues à plusieurs clients sur une base non-exclusive ;
- le « Traitement et Imagerie » : services de traitement et d'interprétation de données géophysiques et d'études de réservoir pour des tiers, au travers de centres ouverts (non-exclusifs) ou dédiés (à un client).

Le secteur des Équipements géophysiques, opéré à travers Sercel Holding SA et ses filiales, est chargé de la fabrication et de la commercialisation des matériels et des équipements sismiques d'acquisition de données, pour les activités Terrestre et Marine.

Les ventes internes entre les deux secteurs d'activité sont effectuées à des prix proches de ceux du marché et concernent principalement des ventes de matériels effectuées par le secteur équipements géophysiques au secteur Services géophysiques. Les ventes inter-secteurs et le résultat opérationnel en découlant, reconnus par le secteur des Equipements, sont éliminés en consolidation, et présentés dans la colonne « Éliminations et ajustements » dans les tableaux qui suivent.

Le résultat opérationnel présenté inclut des éléments exceptionnels qui sont mentionnés s'ils sont significatifs. Les frais de siège qui couvrent principalement les activités de direction, de financement et d'administration juridique et fiscale sont inclus dans la colonne "Éliminations et ajustements" dans les tableaux qui suivent. Le Groupe ne présente pas d'éléments du résultat financier par secteur d'activité dans la mesure où ces indicateurs ne sont pas suivis par secteur et la gestion des financements et placements est principalement effectuée au niveau de la société-mère.

Les actifs identifiables sont ceux utilisés dans l'activité de chaque secteur d'activité et zone géographique. Les actifs non affectés aux activités et ceux du siège sont relatifs aux actifs financiers et disponibilités.

Les tableaux ci-après présentent le chiffre d'affaires, le résultat opérationnel et les actifs identifiables par secteur d'activité, ainsi que le chiffre d'affaires par destination et zone géographique.

Analyse par Secteur d'activité

(en millions d'euros)	Pour le trimestre clos le 30 juin 2010				Pour le trimestre clos le 30 juin 2009			
	Services	Equipements	Eliminations et Ajustements	Total Consolidé	Services (a)	Equipements	Eliminations et Ajustements (a)	Total Consolidé
Chiffre d'affaires tiers	353,3	144,7	-	498,0	409,3	163,3	-	572,6
Chiffre d'affaires inter activités ..	-	45,9	(45,9)	-	0,2	11,9	(12,1)	-
Chiffre d'affaires total	353,3	190,6	(45,9)	498,0	409,5	175,2	(12,1)	572,6
Autres produits des activités ordinaires	-	0,7	-	0,7	-	0,8	-	0,8
Total produits des activités ordinaires	353,3	191,3	(45,9)	498,7	409,5	176,0	(12,1)	573,4
Résultat d'Exploitation	4,1	50,5	(26,1)^(b)	28,5	(39,3)	41,9	(19,1)^(a)	(16,5)
Résultat des sociétés mises en équivalence	(2,3)	-	-	(2,3)	2,0	-	-	2,0
Acquisition d'immobilisations (c).....	112,9	9,6	-	122,5	103,9	3,7	0,3	107,9
Dotation aux amortissements (d).....	86,8	8,8	0,4	96,0	133,0	6,9	0,4	140,3
Investissements dans les sociétés mises en équivalence.....	1,2	-	-	1,2	-	-	-	-

(a) l'information relative au segment Services pour le trimestre clos le 30 juin 2009 a été retraitée pour refléter les changements intervenus au sein de notre reporting financier interne en 2010 : (i) le résultat d'exploitation du segment Services est présenté après élimination des charges d'amortissement relatives aux investissements antérieurs réalisés par le segment Services auprès du segment Equipements (ii) les investissements de

l'exercice du segment Services sont présentés après élimination de la marge inter-segment. Ces éliminations étaient auparavant présentées dans la colonne « Eliminations et Ajustements ».

- (b) y compris des frais de siège s'élevant à 9,6 M€ pour le 2^{ème} trimestre 2010 contre 11,5 M€ pour le 2^{ème} trimestre 2009.
- (c) y compris des acquisitions d'études multi-clients pour un montant de 65,8 M€ pour le 2^{ème} trimestre 2010 contre 75,0 M€ pour le 2^{ème} trimestre 2009, et des coûts de développement capitalisés pour un montant de 3,5 M€ pour le 2^{ème} trimestre 2010 contre 3,1 M€ pour le 2^{ème} trimestre 2009 pour le secteur des Services. Les coûts de développement capitalisés pour le secteur des Equipements s'élèvent à 0,7 M€ pour le 2^{ème} trimestre 2010 contre 0,4 M€ pour le 2^{ème} trimestre 2009.
- (d) y compris l'amortissement d'études multi-clients pour un montant de 40,3 M€ pour le 2^{ème} trimestre 2009 contre 48,6 M€ pour le 2^{ème} trimestre 2009.

(en millions de US\$)	Pour le trimestre clos le 30 juin 2010 (1)				Pour le trimestre clos le 30 juin 2009 (1)			
	Services	Equipe- ments	Éliminations et ajustements	Total Consolidé	Services	Equipe- ments	Éliminations et ajustements	Total Consolidé
Chiffre d'affaires tiers	459,9	187,0	-	646,9	557,6	223,6	(2,3)	778,9
Chiffre d'affaires inter secteurs	-	60,1	(60,1)	-	0,3	15,1	(15,4)	-
Chiffre d'affaires total	459,9	247,1	(60,1)	646,9	557,9	238,7	(17,7)	778,9
Autres produits des activités ordinaires	-	0,9	-	0,9	-	1,2	-	1,2
Produits des activités ordinaires	459,9	248,0	(60,1)	647,8	557,9	239,9	(17,7)	780,1
Résultat opérationnel	5,1	65,8	(33,8)	37,1	(50,7)	56,7	(25,6)	(19,6)

(1) Correspond à la différence entre le semestre en dollars US\$ et le premier trimestre en US\$

(en millions d'euros)	Pour le semestre clos le 30 juin 2010				Pour le semestre clos le 30 juin 2009			
	Services	Equipements	Eliminations et Ajustements	Total Consolidé	Services (a)	Equipements	Eliminations et Ajustements (a)	Total Consolidé
Chiffre d'affaires tiers	718,8	277,2	-	996,0	933,6	287,5	-	1 221,1
Chiffre d'affaires inter activités ..	0,2	72,3	(72,5)	-	0,6	41,5	(42,1)	-
Chiffre d'affaires total	719,0	349,5	(72,5)	996,0	934,2	329,0	(42,1)	1 221,1
Autres produits des activités ordinaires	-	1,6	-	1,6	-	1,6	-	1,6
Total produits des activités ordinaires	719,0	351,1	(72,5)	997,6	934,2	330,6	(42,1)	1 222,7
Résultat d'Exploitation	14,2	86,0	(45,4) ^(b)	54,8	41,4	83,0	(40,7) ^(a)	83,7
Résultat des sociétés mises en équivalence	(2,1)	-	-	(2,1)	2,4	-	-	2,4
Acquisition d'immobilisations (c).....	211,7	12,3	-	224,0	232,0	8,9	0,3	241,2
Dotation aux amortissements (d).....	173,7	17,1	0,8	191,6	234,1	13,7	0,8	248,6
Investissements dans les sociétés mises en équivalence	1,2	-	-	1,2	-	4,0	-	4,0
Actifs identifiables	4 570,7	797,0	(286,5)	5 081,2	4 404,3	732,3	(209,4)	4 927,2
Actifs non affectés aux activités .				440,6				599,1
Total des Actifs				5 521,8				5 526,3

(a) l'information relative au segment Services pour le trimestre clos le 30 juin 2009 a été retraitée pour refléter les changements intervenus au sein de notre reporting financier interne en 2010 : (i) le résultat d'exploitation du segment Services est présenté après élimination des charges d'amortissement relatives aux investissements antérieurs réalisés par le segment Services auprès du segment Equipements (ii) les investissements de l'exercice du segment Services sont présentés après élimination de la marge inter-segment. Ces éliminations étaient auparavant présentées dans la colonne « Eliminations et Ajustements ».

(b) y compris des frais de siège s'élevant à 21,7 M€ pour le 1^{er} semestre 2010 contre 20,3 M€ pour le 1^{er} semestre 2009.

(c) y compris des acquisitions d'études multi-clients pour un montant de 128,0 M€ pour le 1^{er} semestre 2010 contre 144,5 M€ pour le 1^{er} semestre 2009, et des coûts de développement capitalisés pour un montant de 6,8 M€ pour le 1^{er} semestre 2010 contre 6,4 M€ pour le 1^{er} semestre 2009 pour le secteur des Services, et aucune immobilisation acquise en crédit bail pour le 1^{er} semestre 2010, 22,8 M€ pour le 1^{er} semestre 2009 pour le secteur des Services. Les coûts de développement capitalisés pour le secteur des Equipements s'élèvent à 1,4 M€ pour le 1^{er} semestre 2010 contre 1,0 M€ pour le 1^{er} semestre 2009.

(d) y compris l'amortissement d'études multi-clients pour un montant de 80,2 M€ pour le 1^{er} semestre 2010 contre 89,0 M€ pour le 1^{er} semestre 2009.

(en millions de US\$)	Pour le semestre clos le 30 juin 2010(a)				Pour le semestre clos le 30 juin 2009			
	Services (a)	Equipe- ments (b)	Éliminations et ajustements	Total Consolidé (c)	Services (a)	Equipe- ments (b)	Éliminations et ajustements	Total Consolidé (c)
Chiffre d'affaires tiers	971,0	372,0	-	1 343,0	1 245,8	384,3	-	1 630,1
Chiffre d'affaires inter secteurs	0,2	97,0	(97,2)	-	0,8	55,5	(56,3)	-
Chiffre d'affaires total	971,2	469,0	(97,2)	1 343,0	1 246,6	439,8	(56,3)	1 630,1
Autres produits des activités ordinaires	-	2,1	-	2,1	-	2,1	-	2,1
Produits des activités ordinaires	971,2	471,1	(97,2)	1 345,1	1 246,6	441,9	(56,3)	1 632,2
Résultat opérationnel	19,2	115,4	(60,8)	73,8	55,3	111,0	(54,4)	111,8

(a) Les montants en dollar US représentent les montant en Euro convertis au taux moyen de 1,351US\$ pour 1 euro en 2010 et au taux moyen de 1,334 US\$ pour 1 euro en 2009.

(b) Les montants en dollar US pour le secteur équipements sont convertis au taux moyen de 1,342 US\$ pour 1 euro en 2010 et au taux moyen de 1,337 en 2009.

(c) Le montant total consolidé en dollar US est converti au taux moyen de 1,348 US\$ pour 1 euro en 2010, et de 1,335 US\$ pour 1 euro en 2009 qui correspond au taux moyen pondéré du chiffre d'affaires de chaque segment.

Chiffre d'affaires par zone géographique

Les tableaux ci-après présentent les chiffres d'affaires consolidés par destination géographique et leur poids par rapport au chiffre d'affaires consolidé total, respectivement pour chacune des périodes sous revue :

Exceptés les pourcentages, en millions de	2 ^{ème} trimestre clos le 30 juin					
	2010			2009		
	€	US\$ (a)		€	US\$ (a)	
Amérique du nord.....	126,1	163,9	25%	113,2	154,0	20%
Amérique latine	41,9	52,9	9%	35,6	48,4	6%
Europe, Afrique et Moyen Orient ..	224,4	293,2	45%	267,7	363,6	47%
Asie Pacifique.....	105,6	136,9	21%	156,1	212,9	27%
Total	498,0	646,9	100%	572,6	778,9	100%

(a) Correspond à la différence entre le semestre en dollars US\$ et le premier trimestre en US\$

Exceptés les pourcentages, en millions de	1 ^{er} semestre clos le 30 juin					
	2010			2009		
	€	US\$ (a)		€	US\$ (a)	
Amérique du nord.....	252,7	340,8	25 %	242,8	324,1	20%
Amérique latine	115,7	156,0	12%	71,7	95,8	6%
Europe, Afrique et Moyen Orient ..	413,3	557,3	41%	542,8	724,6	44%
Asie Pacifique.....	214,3	288,9	22%	363,8	485,6	30%
Total	996,0	1 343,0	100%	1 221,1	1 630,1	100%

(a) Les montants en dollar US représentent les montants en euro convertis au taux moyen de 1,348 US\$ pour 1 euro en 2010 et au taux moyen de 1,355 US\$ pour 1 euro en 2009

NOTE 6 – AUTRES PRODUITS ET CHARGES

Plan de restructuration marine

Au cours du premier semestre 2010, le Groupe a décaissé environ 25 millions de dollars US au titre du plan de restructuration marine de 2009. Ces coûts ont été compensés par les reprises de provisions correspondantes.

NOTE 7 – ENGAGEMENTS ET LITIGES

Obligations contractuelles et engagements hors bilan

Le 5 mars 2010, le Groupe a étendu la durée du contrat d'affrètement du navire sismique *Vanquish* jusqu'à Novembre 2020. A l'issue de cette période d'extension, soit deux périodes complémentaires de 5 ans ou une option d'achat pour MUS\$44 pourront être exercées.

Le 17 juin 2010, le Groupe a étendu la durée du contrat d'affrètement « coque nue » du navire sismique *Endeavour* jusqu'en mars 2018 pour un engagement additionnel de 30 MUS\$, avec deux options d'extension de 5 ans complémentaires.

Litiges et autres risques

Le 29 janvier 2010, le jury populaire de Texarkana, Texas a déclaré que la société Sercel Inc avait contrefait le brevet américain n°5 852 242 et que le plaignant, la société ION, avait droit à 25,2 millions de dollars U.S. de dédommagement pour les pertes de profit subies. Sercel Inc a demandé au tribunal d'infirmier ces conclusions dans la mesure où la société ION n'est pas en mesure de prouver que le brevet a été contrefait. De plus, Sercel Inc invoque la nullité du brevet. Les parties attendent maintenant que le jugement final soit rendu par le Tribunal avant toute nouvelle action. Le Tribunal avait déjà déclaré que trois des sept revendications étaient invalides pour imprécision et qu'une autre revendication n'était pas enfreinte. Sercel estime ne pas contrefaire le brevet en cause et conteste le bien fondé de ces demandes.

Il est estimé que cette action en justice n'est pas de nature à avoir des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité du groupe. En conséquence, il n'a été fait l'objet d'aucune provision dans les comptes, en dehors des frais inhérents à la préparation de la défense.

NOTE 8 - TRANSACTIONS AVEC DES SOCIETES LIEES

Le Groupe fournit des services à certaines sociétés liées dans le cadre de contrats conclus aux conditions de marché. De même, il reçoit des prestations en provenance d'une ou plusieurs de ces sociétés.

	<u>Au 30 juin</u>	
	<u>2010</u>	<u>2009</u>
	<u>(en millions d'euros)</u>	
<u>Résultat d'exploitation</u>		
Ventes de matériel géophysique à Argas	24,5	27,2
Revenus d'affrètement de l' <i>Alizé</i> perçus de LDA	7,0	5,9
Prestation de conseil technique / location d'équipements à Argas	8,5	5,6
Ventes de matériel géophysique à JV Xian Peic.....	<u>3,4</u>	<u>0,1</u>
Produits	<u>43,4</u>	<u>38,8</u>
Charges d'affrètement réglées à Norwegian Oilfield Services AS	15,8	18,4
Location d'équipement d'Argas	8,5	-
Achats de matériel géophysique à Tronic's	2,3	1,9
Charges pour gestion de l' <i>Alizé</i> réglées à LDA	6,9	4,0
Achats de matériel géophysique à Cybernetix	4,8	3,7
Coût des services rendus par JV Xian Peic.....	<u>0,2</u>	-
Charges	<u>38,5</u>	<u>28,0</u>

Au 30 juin

	2010	2009
	(en millions d'euros)	
<u>Créances et dettes fournisseurs</u>		
Créance commerciale sur LDA.....	5,5	—
Créance commerciale sur Argas	5,3	
Créance vis-à-vis de Norwegian Oilfield Services AS	<u>7,5</u>	<u>8,2</u>
Clients et comptes rattachés.....	<u>18,3</u>	<u>8,2</u>
Dettes commerciales vis-à-vis de LDA	1,8	5,8
Dettes commerciales vis-à-vis de Cybernetix	0,2	-
Dettes commerciales vis-à-vis de Argas	<u>4,9</u>	-
Fournisseurs et comptes rattachés	<u>6,9</u>	<u>5,8</u>
Prêt à Eidesvik Seismic Vessel AS.....	5,9	-
Actifs financiers	<u>5,9</u>	-

Engagements

Engagements des loyers futurs vis-à-vis de LDA.....	43,7	41,5
Engagements des loyers futurs vis-à-vis de Norwegian Oilfield Services AS.....	150,9	184,0
Engagements des loyers futurs vis-à-vis de Eidesvik Seismic Vessel AS.....	<u>436,1</u>	-
Engagements hors-bilan.....	<u>630,7</u>	<u>225,5</u>

LDA fournit des services de gestion de flotte marine au Groupe. Par ailleurs, LDA est, avec CGGVeritas, actionnaire de Geomar, qui détient elle-même le navire sismique *Alizé*. Geomar fournit des services d'affrètement de navire à LDA.

Argas, JV Xian Peic, Cybernetix, Norwegian Oilfield Services AS, Eidesvik Seismic Vessel AS et Oceanic Seismic Vessel AS sont des sociétés consolidées par mise en équivalence.

Le groupe détient une participation financière de 16% dans Tronic's.

NOTE 9 – EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Le 1er juillet 2010, le Groupe a pris livraison de l'*Oceanic Vega*, son nouveau navire sismique.

Le 15 juillet 2010, nos facilités de crédit senior « Term Loan B » ont fait l'objet d'un avenant. Cet avenant a étendu la maturité de 340 MUS\$ des 515 MUS\$ restants dus au 30 juin 2010, de janvier 2014 à janvier 2016, et assoupli la plage de ratios financiers (covenants) à respecter.

En contrepartie, les taux d'intérêts applicables à l'ensemble des facilités de crédit senior ont augmenté de 1% pour les montants dont la maturité a été étendue.

La tranche dont la maturité a été étendue à 2016 verra sa maturité accélérée à février 2015 si les obligations à haut rendement à échéance de mai 2015 ne sont pas refinancées en février 2015.

L'avenant modifie les ratios financiers à respecter de la façon suivante :

- le seuil maximal de ratio EBITDAS/dette financière nette par trimestre et sur douze mois glissants : 2,75 jusqu'à fin 2011, 2,50 en 2012, 2,25 en 2013, 2 en 2014 et 1,75 en 2015 ;
- le seuil minimal de ratio EDITDAS rapporté aux charges financières par trimestre et sur douze mois glissants : 3,50 jusqu'à fin 2012, 4 en 2013, 4,50 en 2014 et 5 en 2015.

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITES

PARTIE 2 : PRESENTATION ET ANALYSE DU CONTEXTE ET DES RESULTATS DES OPERATIONS

Organisation du Groupe

L'information financière est présentée par secteur d'activité sur la base du système de reporting interne et de l'information segmentée interne utilisée pour piloter et mesurer la performance au sein du Groupe,

CGG Veritas a organisé ses opérations en deux secteurs d'activité opérationnels : les services géophysiques et les équipements géophysiques,

Le secteur des services géophysiques comprend :

- les contrats « Terrestre » : services d'acquisition terrestre, en zones de transition et en eaux peu profondes, menées par le Groupe pour le compte d'un client spécifique ;
- les contrats « Marine » : services d'acquisition marine menés par le Groupe pour le compte d'un client spécifique ;
- les contrats « Multi-clients » : acquisitions de données sismiques menées par le Groupe et vendues à plusieurs clients sur une base non-exclusive ;
- le « Traitement et Imagerie » : services de traitement et d'interprétation de données géophysiques et d'études de réservoir pour des tiers, au travers de centres ouverts (non-exclusifs) ou dédiés (à un client),

Le secteur des Équipements, opéré à travers Sercel Holding SA et ses filiales, est chargé de la fabrication et de la commercialisation des matériels et des équipements sismiques d'acquisition de données, pour les activités Terrestre et Marine.

Facteurs affectant les résultats des opérations

Environnement de marché des activités géophysiques

La demande globale des services géophysiques est dépendante des dépenses des sociétés pétrolières et gazières en matière d'exploration, de production, de développement et de gestion des champs pétroliers. Nous estimons que le montant des dépenses de ces sociétés dépend de l'estimation qu'elles font de leur capacité à fournir le marché du pétrole et du gaz de manière efficiente à l'avenir, et de la balance actuelle de l'offre et de la demande d'hydrocarbures.

Le marché de l'activité géophysique a été historiquement cyclique. Nous pensons que plusieurs facteurs contribuent à la volatilité du marché, comme les incertitudes géopolitiques qui peuvent durablement affecter la confiance et la visibilité de ses clients, essentielles dans leur processus d'investissements à long terme, les prévisions à moyen-long terme concernant l'offre et la demande de pétrole et de gaz. Au cours du 4^{ième} trimestre 2009, les écarts d'acquisition de l'activité marine ont fait l'objet d'une dépréciation de 216 M€ résultant des conditions de marché.

La demande en équipements sismiques en 2010 est tirée par les besoins technologiques, et plus particulièrement par les technologies différenciantes. Pour les services géophysiques, l'activité commerciale est soutenue par de nouvelles opportunités dans la plupart des régions, et tout particulièrement pour les technologies avancées, adaptées aux environnements difficiles et aux études non conventionnelles. D'une façon plus générale, les services géophysiques en 2010 seront dépendants de l'impact des événements dans le Golfe du Mexique sur les ventes multi clients et les contrats marine, qui à ce stade demeurent incertains.

Fluctuations des monnaies étrangères

Le Groupe réalise une partie substantielle de son chiffre d'affaires à l'international, et se trouve, dans ces conditions, exposé aux risques de variations des cours des devises étrangères.

Dans la mesure où certaines tendances de l'activité peuvent être altérées par des variations de cours des devises, certains chiffres en euros ont été convertis en dollars U.S. dans cette Présentation et Analyse du Contexte et des Résultats des Opérations. Pour plus d'informations, voir le paragraphe « Informations conjoncturelles – Variation du cours des devises ».

Sauf indication particulière, les informations bilantielles exprimées en dollars US sont converties de l'euro au dollar US en utilisant le taux en vigueur à la date de clôture, et les informations du compte de résultat exprimées en dollars US sont converties de l'euro au dollar en utilisant le taux moyen de la période concernée. Les taux de change au 31 décembre 2009 et au 30 juin 2010 étaient respectivement de 1,441 US\$ pour 1 € et 1,227 US\$ pour 1 € et les taux moyens pour le 1^{er} semestre 2009 et le 1^{er} semestre 2010 étaient respectivement de 1,335 US\$ pour 1 € et de 1,348 US\$ pour 1 €.

Acquisitions et cessions

Le 22 janvier 2010, le navire sismique *Harmattan* a été vendu pour 3,4 millions de dollars U.S.

Le 9 février 2010, le Groupe a exercé de manière anticipée son option d'achat concernant le navire sismique *Geo Challenger* pour un montant de 250 millions de couronnes norvégiennes. A cette même date, une notification de résiliation du contrat d'affrètement relatif au navire sismique *Pacific Titan* a également été envoyée.

Le 30 juin 2010, le Groupe a conclu avec Norfield AS un accord lui permettant d'acquérir la propriété du navire sismique *Voyager* en échange de certains actifs, dans le cadre de la restructuration de Norfield AS. Cet accord fait l'objet de certaines conditions suspensives. Compte tenu de cet accord, 58,1 millions d'euros d'actifs à transférer ont été classés en « actifs destinés à la vente » dans le bilan au 30 juin 2010.

Le 1^{er} juillet 2010, le Groupe a pris livraison de l'*Oceanic Vega*, son nouveau navire sismique.

Endettement

Le 26 février 2010, notre ligne de crédit renouvelable français de 35 M€ a été remboursée.

Le 15 juillet 2010, nos facilités de crédit senior « Term Loan B » ont fait l'objet d'un avenant. Cet avenant a étendu la maturité de 340 MUS\$ des 515 MUS\$ restants dus au 30 juin 2010, de janvier 2014 à janvier 2016, et assoupli la plage de ratios financiers (covenants) à respecter.

En contrepartie, les taux d'intérêts applicables à l'ensemble des facilités de crédit senior ont augmenté de 1% pour les montants dont la maturité a été étendue.

La tranche dont la maturité a été étendue à 2016 verra sa maturité accélérée à février 2015 si les obligations à haut rendement à échéance de mai 2015 ne sont pas refinancées en février 2015.

L'avenant modifie les ratios financiers à respecter de la façon suivante :

- le seuil maximal de ratio EBITDAS/dette financière nette par trimestre et sur douze mois glissants : 2,75 jusqu'à fin 2011, 2,50 en 2012, 2,25 en 2013, 2 en 2014 et 1,75 en 2015 ;
- le seuil minimal de ratio EDITDAS rapporté aux charges financières par trimestre et sur douze mois glissants : 3,50 jusqu'à fin 2012, 4 en 2013, 4,50 en 2014 et 5 en 2015.

Nouveaux plans d'attribution de stock options et d'actions gratuites sous condition de performance

Le Conseil d'administration du 6 janvier 2010 a décidé d'attribuer 220 000 options de souscription d'actions à un bénéficiaire. Le prix de souscription a été fixé à 14,71 €. Les options ont une durée de 8 ans. 110 000 de ces options de souscription d'actions sont acquises immédiatement, 55 000 seront acquises le 7 janvier 2011 et 55 000 le 7 janvier 2012.

Le Conseil d'administration du 22 mars 2010 a décidé d'attribuer :

- 1 348 150 options de souscription d'actions à 338 bénéficiaires. Le prix de souscription a été fixé à 19,44 €. Les options ont une durée de 8 ans. Elles sont acquises par tiers sur les trois premières années du plan ;
- 509 925 actions gratuites sous conditions de performance à 332 bénéficiaires, dont 73 125 attribuées aux cadres dirigeants membres du Comité Exécutif (à l'exclusion du Président Directeur Général) ;
- 200 000 options de souscription d'actions au Président Directeur Général. Le prix d'exercice desdites options est de 19,44 €. Les droits aux dites options seront acquis par tiers sur les trois premières années du plan d'une durée de 8 ans. Cette acquisition par tiers est soumise à des conditions de performance fondées sur la réalisation de l'un des trois objectifs suivants :
 - un objectif d'évolution du cours de bourse de l'action apprécié au regard de l'indice boursier SBF 120,
 - un objectif d'évolution du cours de bourse de l'ADS apprécié au regard de l'indice boursier PHLX Oil Services SectorSM (OSXSM),
 - un objectif d'indicateur financier d'EBITDAS, exprimé en US\$ et relié à l'objectif correspondant de la partie variable annuelle de la rémunération des Mandataires Sociaux.

Les autres conditions du plan sont celles du plan général mis en place pour les autres cadres dirigeants et salariés du groupe.

Litiges et autres risques

Le 29 janvier 2010, le jury populaire de Texarkana, Texas a déclaré que la société Sercel Inc avait contrefait le brevet américain n°5 852 242 et que le plaignant, la société ION, avait droit à 25,2 millions de dollars U.S. de dédommagement pour les pertes de profit subies. Sercel Inc a demandé au tribunal d'infirmes ces conclusions dans la mesure où la société ION n'est pas en mesure de prouver que le brevet a été contrefait. De plus, Sercel Inc invoque la nullité du brevet. Les parties attendent maintenant que le jugement final soit rendu par le Tribunal avant toute nouvelle action. Le Tribunal avait déjà déclaré que trois des sept revendications étaient invalides pour imprécision et qu'une autre revendication n'était pas enfreinte. Sercel estime ne pas contrefaire le brevet en cause et conteste le bien fondé de ces demandes.

Il est estimé que cette action en justice n'est pas de nature à avoir des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité du groupe. En conséquence, il n'a été fait l'objet d'aucune provision dans les comptes, en dehors des frais inhérents à la préparation de la défense.

Carnet de commandes

Le carnet de commandes du Groupe au 1^{er} juillet 2010 s'élevait à 1,5 Mds de dollar US, Les contrats de services peuvent occasionnellement être modifiés par consentement mutuel, et dans certains cas peuvent être annulés par le client avec un préavis très court et sans pénalité, En conséquence, le carnet de commande à une date donnée peut ne pas représenter le résultat opérationnel réel d'une période à venir,

Comparaison entre le 2^{ème} trimestre 2010 et le 2^{ème} trimestre 2009

Chiffre d'affaires

Le tableau ci-après présente les chiffres d'affaires consolidés par Lignes de produit et leur poids par rapport au chiffre d'affaires consolidé total, respectivement pour chacune des périodes sous revue :

Exceptés les pourcentages, en millions de	2 ^{ème} trimestre					
	2010			2009		
	€	US\$ (a)		€	US\$ (a)	
Terrestre	86,1	111,5	17%	70,1	95,9	12%
Marine.....	195,5	254,7	40%	267,7	364,4	47%
Traitement et Imagerie	71,7	93,7	14%	71,5	97,3	12%
Total Services.....	353,3	459,9	71%	409,3	557,6	71%
Equipements.....	144,7	187,0	29%	163,3	221,3	28%
Total.....	498,0	646,9	100%	572,6	778,9	100%

(a) Correspond à la différence entre le semestre en dollars US\$ et le premier trimestre en US\$

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe du 2^{ème} trimestre 2009 est en baisse de 13% à 498,0 M€ par rapport à 572,6 M€ de la période 2009 comparable. Exprimé en dollar US, le chiffre d'affaires consolidé trimestriel du Groupe a diminué de 17% d'une année sur l'autre en passant de 778,9 M\$ au 2^{ème} trimestre 2009 à 646,9 M\$ au 2^{ème} trimestre 2010. Cette diminution est attribuable au secteur Services.

Services

Le chiffre d'affaires des Services (à l'exclusion des ventes intra-groupe) a diminué de 14% au 2^{ème} trimestre 2010 à 353,3 M€ par rapport à celui de la période comparable en 2009, soit 409,3 M€. Exprimé en dollar US, le chiffre d'affaires des Services a baissé de 18% principalement en raison de l'ajustement de notre capacité marine et du faible niveau des ventes multi-client.

Marine

Le chiffre d'affaires de l'activité Marine au 2^{ème} trimestre 2010 est en baisse de 27% à 195,5 M€ par rapport à 267,6 M€ de la période 2009 comparable, et en baisse de 30% en US\$.

Les revenus des contrats Marine, en diminution de 22%, s'élèvent à 149,5 M€ au 2^{ème} trimestre 2010 par rapport à la période 2009 comparable, soit 191,2 M€ (la baisse en US\$ étant de 25%). Cette baisse est principalement due au programme d'ajustement de notre flotte. Les 9 navires de faible capacité ont été retirés de nos opérations. Au cours du 2^{ème} trimestre 2010, 73% de notre flotte 3D haut de gamme étaient dédiés aux contrats exclusifs. Au 2^{ème} trimestre 2010, les taux de disponibilité et de production des navires étaient de 92%. Les revenus des contrats Marine représentaient 76% des ventes de l'activité Marine au 2^{ème} trimestre 2010, contre 71% au 2^{ème} trimestre 2009.

Les revenus de la librairie de données multi-clients marine ont diminué de 40% à 46,0 M€ au 2^{ème} trimestre 2010 par rapport à la période 2009 comparable, soit 76,4 M€ (la diminution en US\$ étant de 42%), principalement dus à une réduction générale de la demande. Les préfinancements, en diminution de 9%, s'élevaient à 32,0 M€ au 2^{ème} trimestre 2010 contre 35,4 M€ pour la période comparable 2009 (la baisse étant de 12% en US\$). Les après-ventes, en baisse de 66%, s'élevaient à 14,0 M€ au 2^{ème} trimestre 2010 comparé à 41,0 M€ en 2009 (l'augmentation en US\$ étant de 68%). Cette baisse est essentiellement due à la situation dans le Golfe du Mexique et au retard de publication de la nouvelle loi sur les zones pré-sel au Brésil.

Terrestre

Le chiffre d'affaires de l'activité Terrestre s'est élevé au 2^{ème} trimestre 2010 à 86,1 M€ en hausse de 23% par rapport à celui de la période 2009 comparable, soit 70,1 M€ (la hausse en US\$ étant de 16%).

Les revenus des contrats Terrestre ont augmenté légèrement de 2% à 61,7 M€ au 2^{ème} trimestre 2010, contre 60,6 M€ pour la période 2009 comparable (et en baisse de 4% en US\$). 13 équipes ont opéré au cours du 2^{ème} trimestre 2010 contre 12 au 2^{ème} trimestre 2009. La demande au Moyen-Orient reste élevée et tend à se renforcer avec la mobilisation de nouvelles équipes d'acquisition de fond de mer. Les revenus des contrats représentaient 72% des revenus de l'activité Terrestre au 2^{ème} trimestre 2010 et 86% pour la période 2009 comparable.

Les préfinancements de la librairie de données multi-clients terrestre, avec un taux de préfinancement de 112%, ont augmenté de façon significative à 11,9 M€ pour le 2^{ème} trimestre 2010 par rapport à la période 2009 comparable, soit 1,1 M€. La hausse est due à l'intérêt porté à nos données sismiques aux Etats-Unis, notamment celles provenant de notre étude « shale gaz » du bassin de Haynesville terminée en mai 2010, et du nouveau programme Marcellus. Les après-ventes étaient également en progression de 49% à 12,5 M€ au 2^{ème} trimestre 2010 comparé à 8,4 M€ pour la période comparable 2009 (la hausse en US\$ étant de 45%).

Traitement et Imagerie

Le chiffre d'affaires du Traitement et Imagerie est resté stable au 2^{ème} trimestre 2010 à 71,7 M€ par rapport à la période 2009 comparable (et diminué de 4% en dollars) grâce à une demande toujours forte pour nos technologies de traitement profondeur de haut de gamme.

Equipements

Le chiffre d'affaires du secteur Equipements (avant élimination des 24% de ventes intra-groupe) était en progression de 9% à 190,6 M€ contre à 175,2 M€ au 2^{ème} trimestre 2009. En dollars US, le chiffre d'affaires progressait de 4% à 247,1 MUS\$ au 2^{ème} trimestre 2010 contre 238,7 MUS\$ pour la période 2009 comparable, confirmant la reprise du marché des équipements sismiques. Les ventes d'équipements ont été élevées ce trimestre grâce à une demande croissante en streamers solides Sentinel destinés à équiper de nouveaux navires et au bon niveau des ventes d'équipements terrestres.

Le chiffre d'affaires, à l'exclusion des ventes intra-groupe, a diminué d'une année sur l'autre de 11%, en passant de 163,3 M€ sur le 2^{ème} trimestre 2009 à 144,7 M€ au 2^{ème} trimestre 2010 (en diminution de 15% en US\$).

Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation, y compris les amortissements et dépréciations, sont en recul de 12% à 398,9 M€ au 2^{ème} trimestre 2010 par rapport à 453,8 M€ lors la période comparable de 2009, principalement due à la baisse de l'activité en marine, et à l'impact du plan de restructuration marine et la réduction de certaines dettes. Exprimées en pourcentage du chiffre d'affaires consolidé, les charges d'exploitation s'élevaient à 80% au 2^{ème} trimestre 2010, comparé à 79% pour la période comparable 2009. La marge brute d'exploitation a diminué de 17% à 99,8 M€ au 2^{ème} trimestre 2010 comparé à 119,6 M€ au 2^{ème} trimestre 2009, représentant respectivement 20% et 21% du chiffre d'affaires consolidé.

Les dépenses de recherche et de développement ont augmenté de 12% à 15,5 M€ au 2^{ème} trimestre 2010, correspondant à 3% du chiffre d'affaires trimestriel, alors qu'elles s'élevaient à 13,8 M€ au 2^{ème} trimestre 2009, soit 2% du chiffre d'affaires trimestriel.

Les dépenses administratives et générales sont restées stables au 2^{ème} trimestre 2010 à 47,2 M€ par rapport à la période comparable de 2009.

Les dépenses marketing et commerciales se sont élevées au 2^{ème} trimestre 2010 à 13,4 M€, en diminution de 4%, contre 14,0 M€ pour la période comparable en 2009.

Les autres revenus d'exploitation se sont élevés à 4,8 M€ au 2^{ème} trimestre 2010, principalement en raison de cessions d'actifs. Les autres charges de 61,3 M€ au 2^{ème} trimestre 2009 incluaient essentiellement une provision pour restructuration marine.

Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation au 2^{ème} trimestre 2010 s'est élevé à 28,5 M€ contre une perte de 16,5 M€ pour la période 2009 comparable pour les raisons décrites plus haut. Avant coûts de restructuration, le résultat d'exploitation au 2^{ème} trimestre 2009 était un profit de 48,4 M€

Le résultat d'exploitation des Services au 2^{ème} trimestre 2010 s'est élevé à 4,1 M€ à comparer à une perte d'exploitation de 39,3 M€ pour la période 2009 comparable. Avant coûts de restructuration, le résultat d'exploitation au 2^{ème} trimestre 2009 était un profit de 25,5 M€

Le résultat d'exploitation des Equipements au 2^{ème} trimestre 2010 a augmenté de 21% à 50,5 M€ à comparer à un résultat de 41,9 M€ pour la période 2009 comparable (soit une augmentation de 16% en US\$).

Résultat financier et charges financières

Le coût net de l'endettement financier est resté stable à 25,8 M€ au 2^{ème} trimestre 2010 comparé à la même période de 2009.

Les autres produits financiers au 2^{ème} trimestre 2010 se sont élevés à 8,0 M€ à comparer à une charge de 5,3 M€ pour la période 2009 comparable en raison de l'effet de variations de change.

Impôts

Les charges d'impôts se sont élevées à 2,0 M€ au 2^{ème} trimestre 2010 contre un produit d'impôt de 19,6 M€ au 2^{ème} trimestre 2009. Avant impôts différés sur les variations de change, le taux effectif d'impôt est de 21% au 2^{ème} trimestre 2010 contre 30% pour la période comparable en 2009.

Sociétés mises en équivalence

Le résultat des sociétés mises en équivalence s'est traduit par une perte de 2,3 M€ au 2^{ème} trimestre 2010 contre un profit de 2,0 M€ au 2^{ème} trimestre 2009. Cette baisse est principalement attribuable à Argas, la joint venture du Groupe en Arabie Saoudite.

Résultat net

Le résultat net au 2^{ème} trimestre 2010 était de 6,3 M€ à comparer à une perte de 25,5 M€ pour la période comparable en 2009, résultant de l'ensemble des facteurs présentés ci-dessus.

Comparaison entre le 1^{er} semestre 2010 et le 1^{er} semestre 2009

Chiffre d'affaires

Le tableau ci-après présente les chiffres d'affaires consolidés par Lignes de produit et leur poids par rapport au chiffre d'affaires consolidé total, respectivement pour chacune des périodes sous revue :

	Au 30 juin					
	2010			2009		
	€	US\$ (a)		€	US\$ (a)	
Exceptés les pourcentages, en millions de						
Terrestre	186,5	252,0	19%	179,9	240,1	15%
Marine.....	393,7	531,7	39%	605,0	807,3	50%
Traitement et Imagerie	138,6	187,3	14%	148,7	198,4	12%
Total Services.....	718,8	971,0	72%	933,6	1.245,8	76%
Equipements.....	277,2	372,0	28%	287,5	384,3	24%
Total.....	996,0	1.343,0	100%	1 221,1	1 630,1	100%

(a) Les montants en dollar US représentent les montants en Euro convertis au taux moyen respectivement de 1,348 US\$, 1,351 US\$, 1,342 US\$ pour 1 euro en 2010 pour le Groupe, les secteurs Services et Equipements et au taux moyen de 1,335 US\$, 1,334 US\$ et 1,337 US\$ pour 1 euro en 2009 pour le Groupe, les secteurs Services et Equipements en 2009.

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe du 1^{er} semestre 2010 s'est élevé à 996,0 M€ en recul de 18% par rapport à celui de la période 2009 comparable, soit 1 221,1 M€. Exprimé en dollar US, le chiffre d'affaires consolidé semestriel du Groupe a diminué également de 18% d'une année sur l'autre, en passant de 1 630,1 M\$ au 1^{er} semestre 2009 à 1 343,0 M\$ au 1^{er} semestre 2010. Cette baisse est principalement due au secteur Services.

Services

Le chiffre d'affaires des Services (à l'exclusion des ventes intra-groupe) a baissé de 23% au 1^{er} semestre 2010 à 718,8 M€ par rapport à celui de la période comparable en 2009, soit 933,6 M€ représentant une diminution de 22% en US\$, reflétant le faible niveau de prix des contrats attribués au cours du second semestre 2009.

Marine

Le chiffre d'affaires de l'activité Marine s'est élevé au 1^{er} semestre 2010 à 393,7 M€ en baisse de 35% par rapport à celui de la période 2009 comparable, soit 605,0 M€ (la baisse en US\$ étant de 34%).

Les revenus des contrats Marine s'élèvent à 294,7 M€ au 1^{er} semestre 2010, soit une diminution de 38% par rapport à la période 2009 comparable, soit 475,2 M€ (la diminution en US\$ étant de 37%), principalement due à des prix de marché plus bas et à l'ajustement de notre flotte initiée l'an dernier. Les revenus des contrats Marine ont représenté 75% des ventes de l'activité Marine au 1^{er} semestre 2010 contre 79% au cours du 1^{er} semestre 2009.

Les revenus de la librairie de données multi-clients marine ont diminué de 24% à 98,9 M€ au 1^{er} semestre 2010 par rapport à la période 2009 comparable, soit 129,8 M€ (la diminution en US\$ étant de 23%). Cette diminution est principalement due à une réduction générale de la demande. Les préfinancements, avec un taux de 51%, sont en diminution de 29% à 54,8 M€ au 1^{er} semestre 2010 contre 77,5 M€ pour la période comparable 2009 (la diminution en US\$ étant de 28%). Les après-ventes à 44,1 M€ au 1^{er} semestre 2010 sont en baisse de 17% comparé à 52,3 M€ au 1^{er} semestre 2009 (et en diminution de 15% en dollar US) avec globalement une faible activité, conséquence des conditions économiques et de la situation dans le Golfe du Mexique.

Terrestre

Le chiffre d'affaires de l'activité Terrestre s'est élevé au 1^{er} semestre 2010 à 186,5 M€ en hausse de 4% par rapport à celui de la période 2009 comparable, soit 179,9 M€ (la hausse en US\$ étant de 5%).

Les revenus des contrats Terrestre ont diminué de 11% à 143,2 M€ au 1^{er} semestre 2010, à comparer à 161,3 M€ pour la période 2009 comparable (la baisse en US\$ étant de 10%). 14 équipes ont opéré en moyenne au cours du 1^{er} semestre 2010 contre 15 au 1^{er} semestre 2009. Les revenus des contrats ont représenté 77% des revenus de l'activité Terrestre au 1^{er} semestre 2010 contre 89% au 1^{er} semestre 2009.

Les préfinancements de la librairie de données multi-clients terrestre, avec un taux de préfinancement de 114%, ont augmenté significativement à 24,0 M€ au 1^{er} semestre 2010 par rapport à 4,5 M€ pour la période 2009 comparable en raison du fort intérêt généré pour notre librairie de données aux Etats-Unis. Les après-ventes, en progression de 37%, étaient de 19,3 M€ au 1^{er} semestre 2010 contre 14,1 M€ pour la période comparable 2009 (l'augmentation en US\$ étant de 38%).

Traitement et Imagerie

Le chiffre d'affaires du Traitement et Imagerie a reculé de 7% au 1^{er} semestre 2010 à 138,6 M€ contre 148,7 M€ pour la période 2009 comparable (et diminué de 6% en dollar US).

Equipements

Le chiffre d'affaires du secteur Equipements, incluant les ventes intra-groupe, a progressé de 6% à 349,5 M€ au 1^{er} semestre 2010 comparé à 329,0 M€ pour la période comparable 2009. En dollar US, le chiffre d'affaires a augmenté de 7% à 469,0 MUS\$ au 1^{er} semestre 2010, comparé à 439,8 MUS\$ pour la période 2009 comparable en raison de l'augmentation de la demande en marine.

Le chiffre d'affaires, à l'exclusion des ventes intra-groupe, a diminué d'une année sur l'autre de 4% en passant de 287,5 M€ au 1^{er} semestre 2009 à 277,2 M€ au 1^{er} semestre 2009 (et diminué de 3% en US\$).

Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation, y compris les amortissements et dépréciations, sont en diminution de 13% à 791,8 M€ au 1^{er} semestre 2010 par rapport à 907,8 M€ de la période comparable de 2009 principalement due à la baisse d'activité en marine. Exprimées en pourcentage du chiffre d'affaires consolidé, les charges d'exploitation s'élevaient à 79% au 1^{er} semestre 2010 contre 74% pour la période comparable 2009. La marge brute d'exploitation a diminué de 35% à 205,8 M€ au 1^{er} semestre 2010 comparé à 314,9 M€ au 1^{er} semestre 2009, représentant respectivement 21% et 26% du chiffre d'affaires consolidé.

Les dépenses de recherche et de développement, ont baissé de 4%, s'élevant au 1^{er} semestre 2010 à 28,8 M€ contre 30,0 M€ au 1^{er} semestre 2009, soit 3% et 2% des chiffres d'affaires semestriels de 2010 et 2009.

Les dépenses administratives et générales, en diminution de 2%, se sont élevées au 1^{er} semestre 2010 à 96,5 M€ contre 98,8 M€ pour la période 2009 comparable.

Les dépenses marketing et commerciales se sont élevées au 1^{er} semestre 2010 à 30,1 M€, en augmentation de 4%, contre 28,9 M€ pour la période 2009 comparable.

Les autres produits d'exploitation se sont élevés à 4,4 M€ au 1^{er} semestre 2010 contre des autres charges de 73,5 M€ au 1^{er} semestre 2009 qui comprenaient une provision pour restructuration marine.

Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation au 1^{er} semestre 2010 a baissé de 35% à 54,8 M€ contre 83,7 M€ pour la période 2009 comparable (soit une diminution de 34% en US\$) pour les raisons décrites ci-dessus.

Le résultat d'exploitation des Services au 1^{er} semestre 2010 a diminué de 66% à 14,2 M€ à comparer à un résultat de 41,4 M€ pour la période 2009 comparable (soit une diminution de 65% en US\$). Avant coûts de restructuration marine, le résultat d'exploitation pour le 1^{er} semestre 2009 s'était élevé à 95,2 M€.

Le résultat d'exploitation des Equipements au 1^{er} semestre 2010 a augmenté de 4% à 86,0 M€ à comparer à un résultat de 83,0 M€ pour la période 2009 comparable (soit une augmentation de 4% en US\$).

Résultat financier et charges financières

Le coût net de l'endettement financier s'est élevé à 50,3 M€ au 1^{er} semestre 2010 contre 51,3 M€ au 1^{er} semestre 2009, soit une diminution de 2% (et une augmentation de 1% en US\$).

Impôts

Les charges d'impôts se sont élevées à 11,1 M€ au 1^{er} semestre 2010 contre 3,3 M€ au 1^{er} semestre 2009. Avant impôts différés sur les variations de change, le taux d'impôt effectif au 1^{er} semestre 2010 s'est élevé à 43% contre 31% pour la période comparable en 2009.

Sociétés mises en équivalence

Le résultat des sociétés mises en équivalence est une perte de 2,1 M€ au 1^{er} semestre 2010 contre un profit de 2,4 M€ au 1^{er} semestre 2009. Cette baisse est principalement attribuable à Argas, la joint venture du Groupe en Arabie Saoudite.

Résultat net

Le résultat net au 1^{er} semestre 2010 s'est élevé à 6,6 M€ à comparer à un résultat net de 28,6 M€ pour la période comparable en 2009, résultant de l'ensemble des facteurs présentés ci-dessus.

Ressources et besoins financiers

Nos principaux besoins financiers sont liés au financement des opérations d'exploitation courantes, des investissements industriels (plus particulièrement l'acquisition ainsi que les réparations et améliorations de nos navires sismiques), des investissements dans les études multi-clients, et des opérations d'acquisition (comme Veritas en 2007 et Wavefield en 2008).

Nous prévoyons de financer nos besoins en capitaux avec la trésorerie provenant des opérations, nos emprunts et facilités de crédit renouvelables américains et français. Nos facilités de crédit consistent en un crédit senior Term Loan B (515 MUS\$ au 30 juin 2010) à échéance janvier 2014 et pour 2016 pour la tranche des 340 MUS\$, et une ligne de crédit renouvelable US de 140 MUS\$ (non tirée au 30 juin 2010) à échéance janvier 2012. Le crédit bancaire français consiste en une ligne de crédit renouvelable senior de 200 MUS\$ (non tirée au 30 juin 2010) à échéance janvier 2012.

Nous pensons que nous ne sommes pas sujet à des contraintes de liquidité à court terme étant donné notre trésorerie disponible au 30 juin 2010, notre capacité et nos perspectives de génération de trésorerie, et nos échéances à moyen-terme de remboursement des dettes financières.

Exploitation

L'excédent de trésorerie issu des opérations d'exploitation était de 172,7 M€ au 1^{er} semestre 2010 contre 255,0 M€ au 1^{er} semestre 2009.

Avant variation du besoin en fonds de roulement, l'excédent de trésorerie issu des opérations d'exploitation, s'est élevé à 165,0 M€ à rapporter à 339,6 M€ pour la période 2009 comparable. La variation du besoin en fonds de roulement au 1^{er} semestre 2010 a eu un effet positif de 7,7 M€ contre un effet négatif de 84,6 M€ sur la période 2009 comparable.

Investissement

Le flux de trésorerie affecté aux investissements s'est élevé à 212,0 M€ au 1^{er} semestre 2009 comparé à 288,9 M€ pour la période 2009 comparable.

Au cours du 1^{er} semestre 2010, 86,4 M€ ont été consacrés aux investissements industriels, correspondant principalement à l'équipement de streamers Sentinel des navires sismiques *Viking 2* et *Oceanic Vega*, à comparer à 75,0 M€ au 1^{er} semestre 2009.

Il a également été investi 128,0 M€ dans la bibliothèque d'études multi-clients principalement dans le Golfe du Mexique et au Brésil, à comparer à 144,5 M€ pour la période comparable de 2009. Au 30 juin 2010, la valeur nette comptable de la bibliothèque d'études multi-clients s'élevait à 602,8 M€ à comparer à une valeur nette comptable de 469,1 M€ au 31 décembre 2009.

Au cours du 1^{er} semestre 2009, les 30% d'actions Wavefield résiduelles entrant dans le cadre de l'offre publique obligatoire et de la procédure de retrait obligatoire avaient été transférées à CGGVeritas, en contrepartie du paiement de 62 millions d'euros.

Financement

Au 1^{er} semestre 2010, les flux nets de trésorerie utilisés aux opérations de financement se sont élevés à 134,6 à comparer à des flux nets issus des opérations de financement de 31,9 M€ pour la période 2009 similaire.

Le 26 février 2010, notre ligne de crédit renouvelable français de 35 M€ a été totalement remboursée.

Le 9 juin 2009, CGGVeritas avait émis un emprunt obligataire par placement privé international d'un nominal de 350 MUSD à échéance mai 2016 et portant intérêt à 9,50%. Cette émission avait été réalisée au prix de 97%, conduisant un taux d'intérêts de 10,25%.

Dettes nettes

La dette financière nette au 30 juin 2010 s'élevait à 1 183,0 M€ contre 918,7 M€ au 31 décembre 2009.

Le ratio dette financière nette/capitaux propres était de 38,7% au 1^{er} semestre 2010 et de 34,5% au 31 décembre 2009.

La dette financière brute comprend les concours bancaires, la part à court terme des dettes financières, les dettes financières à long terme ; et la dette financière nette correspond à la dette financière brute moins les disponibilités et valeurs mobilières de placement. La dette financière nette est présentée comme une information complémentaire car certains investisseurs estiment que présenter la dette nette des disponibilités fournit une meilleure appréciation du risque d'endettement financier. Toutefois, d'autres sociétés peuvent présenter leur dette nette différemment. La dette nette ne mesure pas la performance financière en IFRS et ne doit pas être considérée comme une alternative à d'autres mesures de performances présentées en IFRS.

Le tableau suivant présente les différents éléments de la dette nette aux 30 juin 2010 et 31 décembre 2009 :

(en millions de €)	30 juin 2010	31 décembre 2009
Concours bancaires court terme.....	5,1	2,7
Dettes financières – part court terme	56,0	113,5
Dettes financières long terme.....	1 482,0	1 282,8
Dette financière brute.....	1 543,1	1 399,0
Moins disponibilités et titres de placement court terme.....	(360,1)	(480,3)
Dette financière nette.....	1 186,0	918,7

Pour une description plus détaillée de nos activités de financement, voir «Ressources Financières » dans notre Rapport Annuel pour l'exercice clos le 31 décembre 2009.

EBITDAS

L'EBITDAS s'est élevé au cours des six premiers mois clos le 30 juin 2010 à 253,7 M€ contre 342,9 M€ pour la période 2009 comparable, représentant respectivement 25% et 28% du chiffre d'affaires.

L'EBITDAS est défini comme le résultat net avant charges financières taxes, dépréciations, amortissements et coût des paiements en actions aux salariés et dirigeants. Le coût des paiements en actions inclut le coût des stock-options et des attributions d'actions gratuites.

L'EBITDAS est présenté comme une information complémentaire car c'est un agrégat utilisé par certains investisseurs pour déterminer les flux liés à l'exploitation et la capacité à rembourser le service de la dette et à financer les investissements nécessaires. Toutefois, d'autres sociétés peuvent présenter leur EBITDAS différemment. L'EBITDAS ne mesure pas la performance financière en IFRS ou en U,S, GAAP et ne doit pas être considérée comme une alternative aux Flux de trésorerie provenant de l'exploitation, ni à d'autres mesures de liquidité, ni à une alternative au résultat net comme indicateur de notre performance opérationnelle ou d'autres mesures de performance présentées en IFRS ou en U.S. GAAP.

Le tableau ci-après présente une réconciliation de l'EBITDAS avec les Flux de trésorerie provenant de l'exploitation du tableau de financement, pour chaque période mentionnée :

(en millions de €)	30 juin	
	2010	2009
EBITDAS	253,7	342,9
Autres produits (charges) financiers	15,3	(2,9)
Augmentation (diminution) des provisions.....	(48,6)	44,7
(Plus) et moins values de cessions d'actif.....	0,2	1,8
Dividendes reçus	2,2	-
Autres éléments sans impact sur les flux de trésorerie	(10,3)	(5,1)
Impôt décaissé	(47,5)	(41,8)
- (augmentation) diminution des clients et comptes rattachés	31,6	8,6
- (augmentation) diminution des stocks et travaux en cours.....	(3,5)	39,2
- (augmentation) diminution des autres actifs circulants	(28,5)	(7,5)
- augmentation (diminution) des fournisseurs et comptes rattachés	15,2	(65,1)
- augmentation (diminution) des autres passifs circulants	(30,2)	(43,6)
- impact du change sur les actifs et passifs financiers.....	23,1	(16,2)
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation	172,7	255,0

Obligations contractuelles

Le tableau suivant présente pour les exercices à venir les paiements futurs relatifs aux obligations et engagements contractuels au 30 juin 2009 :

(en millions de €)	Paiements dus par période				
	Moins d'un an	2-3 ans	4-5 ans	Après 5 ans	Total
Dettes à long terme	16,0	27,5	390,7	1 015,2	1 449,4
Obligations issues des crédits-baux en cours d'exploitation.....	32,7	42,6	19,1	23,7	118,1
Obligations issues des locations simples en cours d'exploitation.....	192,6	287,0	198,2	240,6	918,4
Autres obligations à long terme (intérêts obligataires)	99,7	198,6	173,1	77,6	549,0
Total Obligations contractuelles	341,0	555,7	781,1	1 357,1	3 034,9

Le 17 juin 2010, le Groupe a étendu la durée du contrat d'affrètement « coque nue » du navire sismique *Endeavour* jusqu'en mars 2018 pour un engagement additionnel de 30 MUS\$, avec deux options d'extension de 5 ans complémentaires.

Rapprochement de l'EBITDAS avec les US GAAP

Principales différences entre les IFRS et les US GAAP sur l'EBITDAS

Plan de retraite

Conformément à l'exemption offerte par la norme IFRS 1 « Première adoption des normes IFRS », CGGVeritas a retenu l'option de présenter les écarts actuariels non comptabilisés au 1^{er} janvier 2004 dans les capitaux propres.

Selon le référentiel US GAAP, cette exemption n'est pas applicable, ce qui génère une différence provenant de l'amortissement des écarts actuariels comptabilisé dans le compte de résultat.

Selon le référentiel IFRS, en conformité avec "IAS 19 – révisée", les écarts actuariels sont reconnus dans l'état du compte de résultat étendu.

Selon le référentiel US GAAP, le Groupe applique FAS 158 "Employers' Accounting for Defined Benefit Pension and Other Postretirement Plan, an amendment of FASB Statements No. 87, 88, 106, and 132(R)", applicable pour les exercices clos à compter du 15 décembre 2006.

Les gains et les pertes sont amortis sur la période résiduelle d'emploi au cours de laquelle les avantages seront perçus, et sont reconnus dans le compte de résultat.

Coûts de développement

Selon le référentiel IFRS, les dépenses de développement doivent être inscrites à l'actif, en immobilisations incorporelles à condition qu'elles répondent aux critères suivants :

- le projet est clairement identifié et les coûts qui s'y rapportent sont individualisés et suivis de façon fiable ;
- la faisabilité technique du projet est démontrée ;
- les ressources nécessaires pour mener le projet à son terme sont disponibles ;
- il est probable que l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs.

Selon les normes US GAAP, toutes les dépenses de recherche et développement sont enregistrées en charges de l'exercice auquel elles se rapportent.

Instruments financiers

Selon le référentiel IFRS, les contrats à long terme dans des monnaies étrangères ne sont pas réputés contenir des dérivés incorporés si ces contrats sont communément désignés dans une même monnaie étrangère au sein du secteur d'activité.

Selon les normes US GAAP, une telle exception n'existe pas et les instruments dérivés sur des contrats à long terme dans des monnaies étrangères, ainsi que les produits et charges constatés avec des partenaires dont la devise n'est pas le dollar US, sont comptabilisés au taux de change négocié en début de contrat. La variation de la valeur de marché des instruments dérivés sur des contrats de change est comptabilisée dans le compte de résultat.

Provision sociale du plan de restructuration marine

Selon le référentiel IFRS, une provision doit être constatée dès lors que l'entité a un plan formalisé et détaillé et a créé, chez les personnes concernées, une attente fondée qu'elle mettra en œuvre la restructuration, soit en commençant à exécuter le plan, soit en leur annonçant ses principales caractéristiques.

Selon le référentiel US GAAP, les charges relatives au plan social ne sont reconnues que lorsque les conditions de départ sont remplies par les personnes concernées par le plan.

Rapprochement de l'EBITDAS avec les US GAAP

(i) (ii)	(en millions d'euros)	30 juin	
		2010	2009
EBITDAS.....		253,7	342,9
Effets des écarts actuariels sur les plans de retraite.....		(0,2)	(0,1)
Annulation des frais de développement capitalisés IFRS		(8,1)	(7,4)
Instruments dérivés et opérations de couverture		-	(1,6)
Provision sociale pour restructuration		-	27,7
EBITDAS selon les US GAAP.....		245,4	361,5

Principaux facteurs de risques susceptibles d'affecter le Groupe au 30 juin 2010

Les principaux facteurs de risques auxquels le Groupe est sujet sont détaillés dans le Chapitre IV du Document de Référence déposé auprès de l'AMF le 23 avril 2010 et le rapport annuel 20-F déposé auprès de la SEC le 23 avril 2010.

Les rapports annuels sont disponibles sur le site internet www.cggveritas.com, ainsi que sur le site SEC www.sec.gov et de l'AMF www.amf-france.org respectivement.

PARTIE 3 : CONTROLES ET PROCEDURES

Il n'y a eu aucun changement dans notre contrôle interne sur le reporting financier durant la période couverte par ce rapport qui aurait affecté matériellement ou qui pourrait affecter matériellement notre contrôle interne sur le reporting financier.

9.2. Rapport d'activités au 30 septembre 2010

Organisation du Groupe

Le Groupe est organisé depuis le 1^{er} juillet 2010 en cinq divisions et opère dans deux secteurs d'activité distincts :

- Le secteur des services géophysiques qui comprend :
 - les « contrats Marine » : services d'acquisition marine menés par le Groupe pour le compte d'un client spécifique ;
 - les « contrats Terrestre » : services d'acquisition terrestre, en zones de transition et en eaux peu profondes, menées par le Groupe pour le compte d'un client spécifique ;
 - le Traitement et Imagerie : services de traitement et d'interprétation de données géophysiques et d'études de réservoir pour des tiers, au travers de centres ouverts (non-exclusifs) ou dédiés (à un client) ;
 - les Multi-clients : acquisitions de données sismiques menées par le Groupe et vendues à plusieurs clients sur une base non-exclusive.
- Le secteur des Equipements géophysiques, opéré à travers Sercel Holding SA et ses filiales, est chargé de la fabrication et de la commercialisation des matériels et des équipements sismiques d'acquisition de données, pour les activités Terrestre et Marine.

L'information financière est présentée par secteur d'activité sur la base du système de reporting interne et de l'information segmentée interne utilisée pour piloter et mesurer la performance au sein du Groupe.

a) Facteurs affectant les résultats des opérations

Environnement de marché des activités géophysiques

La demande globale des services géophysiques est dépendante des dépenses des sociétés pétrolières et gazières en matière d'exploration, de production, de développement et de gestion des champs pétroliers. Nous estimons que le montant des dépenses de ces sociétés dépend de l'estimation qu'elles font de leur capacité à fournir le marché du pétrole et du gaz de manière efficiente à l'avenir, et de la balance actuelle de l'offre et de la demande d'hydrocarbures.

Le marché de l'activité géophysique a été historiquement cyclique. Nous pensons que plusieurs facteurs contribuent à la volatilité du marché, comme les incertitudes géopolitiques qui peuvent durablement affecter la confiance et la visibilité de ses clients, essentielles dans leur processus d'investissements à long terme, les prévisions à moyen-long terme concernant l'offre et la demande de pétrole et de gaz. Au cours du 4^{ième} trimestre 2009, les écarts d'acquisition de l'activité marine ont fait l'objet d'une dépréciation de 216 M€ résultant des conditions de marché.

La demande en équipements sismiques en 2010 est tirée par les besoins technologiques, et plus particulièrement par les technologies différenciantes. Pour les services géophysiques, l'activité commerciale est soutenue par de nouvelles opportunités dans la plupart des régions, et tout particulièrement pour les technologies avancées, adaptées aux environnements difficiles et aux études non conventionnelles. D'une façon plus générale, les services géophysiques en 2010 seront dépendants des ventes multi-clients de fin d'année alors que les conditions de marché des contrats marine et terrestre demeurent difficiles.

Fluctuations des monnaies étrangères

Le Groupe réalise une partie substantielle de son chiffre d'affaires à l'international, et se trouve, dans ces conditions, exposé aux risques de variations des cours des devises étrangères,

Dans la mesure où certaines tendances de l'activité peuvent être altérées par des variations de cours des devises, certains chiffres en euros ont été convertis en dollars U.S. dans cette Présentation et Analyse du Contexte et des Résultats des Opérations. Pour plus d'informations, voir le paragraphe « Informations conjoncturelles – Variation du cours des devises ».

Sauf indication particulière, les informations bilanciellees exprimées en dollars US sont converties de l'euro au dollar US en utilisant le taux en vigueur à la date de clôture, et les informations du compte de résultat exprimées en dollars US sont converties de l'euro au dollar en utilisant le taux moyen de la période concernée. Les taux de change au 31 décembre 2009 et au 30 septembre 2010 étaient respectivement de 1,441 US\$ et 1,365 US\$ pour 1 €, et les taux moyens pour les neuf mois clos le 30 septembre 2009 et 30 septembre 2010 étaient respectivement de 1,362 US\$ et de 1.321 US\$ pour 1€

Acquisitions et cessions

Le 22 janvier 2010, le navire sismique *Harmattan* a été vendu pour 3,4 millions de dollars U.S.

Le 9 février 2010, le Groupe a exercé de manière anticipée son option d'achat concernant le navire sismique *Geo Challenger* pour un montant de 250 millions de couronnes norvégiennes. A cette même date, une notification de résiliation du contrat d'affrètement relatif au navire sismique *Pacific Titan* a également été envoyée.

Le 30 juin 2010, le Groupe a conclu avec Norfield AS un accord lui permettant d'acquérir la propriété du navire sismique *Voyager* en échange de certains actifs, dans le cadre de la restructuration de Norfield AS. Compte tenu de cet accord, 63,4 millions d'euros d'actifs à transférer ont été classés en « actifs destinés à la vente » dans le bilan au 30 septembre 2010. Cet accord fait toujours l'objet de certaines conditions suspensives.

Le 1^{er} juillet 2010, le Groupe a pris livraison de l'*Oceanic Vega*, son nouveau navire sismique.

Le 1^{er} octobre, le Groupe a pris livraison du nouvel immeuble « Galileo » à Massy pour une durée contractuelle de 12 ans avec option d'achat qui pourra être exercée à partir de la fin de la sixième année, et jusqu'à la fin du contrat de crédit-bail.

Endettement

Le 26 février 2010, notre ligne de crédit renouvelable français de 35 M€a été remboursée.

Le 15 juillet 2010, nos facilités de crédit senior « Term Loan B » ont fait l'objet d'un avenant. Cet avenant a étendu la maturité de 340 MUS\$ des 513 MUS\$ restants dus au 30 septembre 2010, de janvier 2014 à janvier 2016, et assoupli la plage de ratios financiers (covenants) à respecter.

En contrepartie, les taux d'intérêts applicables à l'ensemble des facilités de crédit senior ont augmenté de 1% pour les montants dont la maturité a été étendue.

La tranche dont la maturité a été étendue à 2016 verra sa maturité accélérée à février 2015 si les obligations à haut rendement à échéance de mai 2015 ne sont pas refinancées en février 2015.

L'avenant modifie les ratios financiers à respecter de la façon suivante :

- le seuil maximal de ratio EBITDAS/dette financière nette par trimestre et sur douze mois glissants : 2,75 jusqu'à fin 2011, 2,50 en 2012, 2,25 en 2013, 2 en 2014 et 1,75 en 2015
- le seuil minimal de ratio EDITDAS rapporté aux charges financières par trimestre et sur douze mois glissants : 3,50 jusqu'à fin 2012, 4 en 2013, 4,50 en 2014 et 5 en 2015.

Le 4 novembre 2010, le crédit bancaire français a fait l'objet d'un avenant afin d'aligner le niveau des ratios financiers (covenants) à ceux de nos facilités de crédit senior « Term Loan B » et d'étendre la maturité de 2 ans de février 2012 à février 2014. Le ratio « dette financière nette/ EBITDA » est passé de 2.25 à 2.75 en 2010 baissant ensuite à 2.0 en 2014, le ratio « EBITDA / intérêts financiers » passe de 4.0 à 3.50 en 2010 et augmente ensuite à 4.50 en 2014.

Suite à cet avenant, les taux d'intérêts ont augmenté de 25 points de base à Libor+325, ajustés en fonction du rating de CGG-Veritas par les agences de notation.

Nouveaux plans d'attribution de stock options et d'actions gratuites sous condition de performance

Le Conseil d'administration du 6 janvier 2010 a décidé d'attribuer 220 000 options de souscription d'actions à un bénéficiaire. Le prix de souscription a été fixé à 14,71 € Les options ont une durée de 8 ans. 110 000 de ces options de souscription d'actions sont acquises immédiatement, 55 000 seront acquises le 7 janvier 2011 et 55 000 le 7 janvier 2012.

Le Conseil d'administration du 22 mars 2010 a décidé d'attribuer :

- 1 348 150 options de souscription d'actions à 338 bénéficiaires. Le prix de souscription a été fixé à 19,44 € Les options ont une durée de 8 ans. Elles sont acquises par tiers sur les trois premières années du plan ;
- 509 925 actions gratuites sous conditions de performance à 332 bénéficiaires, dont 73 125 attribuées aux cadres dirigeants membres du Comité Exécutif (à l'exclusion du Président Directeur Général) ;
- 200 000 options de souscription d'actions au Président Directeur Général. Le prix d'exercice desdites options est de 19,44 € Les droits aux dites options seront acquis par tiers sur les trois premières années du plan d'une durée de 8 ans. Cette acquisition par tiers est soumise à des conditions de performance fondées sur la réalisation de l'un des trois objectifs suivants:
 - un objectif d'évolution du cours de bourse de l'action apprécié au regard de l'indice boursier SBF 120,
 - un objectif d'évolution du cours de bourse de l'ADS apprécié au regard de l'indice boursier PHLX Oil Services SectorSM (OSXSM),
 - un objectif d'indicateur financier d'EBITDAS, exprimé en US\$ et relié à l'objectif correspondant de la partie variable annuelle de la rémunération des Mandataires Sociaux.

Les autres conditions du plan sont celles du plan général mis en place pour les autres cadres dirigeants et salariés du groupe.

Le Conseil d'Administration du 21 octobre 2010 a décidé d'attribuer 120 000 options de souscription d'actions à trois bénéficiaires. Le prix de souscription a été fixé à 16.88€ Les options ont une durée de 8 ans. Elles sont acquises par tiers sur les trois premières années du plan.

Litiges et autres risques

Le 29 janvier 2010, le jury populaire de Texarkana, Texas a déclaré que la société Sercel Inc avait contrefait le brevet américain n°5 852 242 et que le plaignant, la société ION Geophysical Corporation, avait droit à 25,2 millions de

dollars U.S. de dédommagement pour les pertes de profit subies. Le 16 septembre 2010, le tribunal de Texarkana a cassé le jugement du jury populaire sur une des théories de contrefaçon prétendue par la société ION. Le tribunal a maintenu aussi le jugement du jury populaire sur une des théories de contrefaçon et de validité de brevet. Le tribunal a réduit le montant des dommages à 10,7 millions de dollars.

Les parties attendent maintenant que le jugement final soit rendu par le Tribunal avant toute nouvelle action. Le Tribunal avait déjà déclaré que les revendications relatives aux produits étaient invalides et qu'une autre revendication relative aux méthodes de fabrication n'était pas enfreinte. Sercel estime ne pas contrefaire le brevet en cause.

Il est estimé que cette action en justice n'est pas de nature à avoir des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité du groupe. En conséquence, il n'a été fait l'objet d'aucune provision dans les comptes, en dehors des frais inhérents à la préparation de la défense.

Carnet de commandes

Le carnet de commandes du Groupe au 30 septembre 2010 s'élevait à 1,6 Mds de dollar US.

Les contrats de services peuvent occasionnellement être modifiés par consentement mutuel, et dans certains cas peuvent être annulés par le client avec un préavis très court et sans pénalité. En conséquence, le carnet de commande à une date donnée peut ne pas représenter le résultat opérationnel réel d'une période à venir.

b) Comparaison entre le 3^{ème} trimestre 2010 et le 3^{ème} trimestre 2009

Chiffre d'affaires

Le tableau ci-après présente les chiffres d'affaires consolidés par division et leur poids par rapport au chiffre d'affaires consolidé total, respectivement pour chacune des périodes ci-dessous :

Exceptés les pourcentages, en millions de	3 ^{ème} trimestre					
	2010		2009			
	€	US\$ (a)	€	US\$ (a)		
Contrat Marine.....	136,8	172,6	26%	189,0	270,8	37%
Contrat Terrestre	65,2	82,2	13%	59,3	85,3	11%
Traitement et Imagerie	73,7	93,5	14%	70,7	100,7	14%
Multi-client	88,0	112,4	17%	80,8	114,1	16%
Total Services.....	363,7	460,7	70%	400,0	570,9	78%
Equipements.....	154,0	195,6	30%	112,2	160,5	22%
Total.....	517,7	656,3	100%	512,2	731,4	100%

(a) Correspond à la différence entre les neuf mois clos au 30 septembre en dollars US\$ et le premier semestre en US\$.

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe du 3^{ème} trimestre 2010 s'est élevé à 517,7 M€ en baisse de 1% par rapport à 512,2 M€ de la période 2009 comparable. Exprimé en dollar US, le chiffre d'affaires consolidé trimestriel du Groupe a diminué de 10% d'une année sur l'autre en passant de 731,4 M\$ au 3^{ème} trimestre 2009 à 656,3 M\$ au 3^{ème} trimestre 2010. Cette diminution est attribuable au secteur Services alors que le chiffre d'affaires du secteur Equipment enregistre une hausse significative.

Services

Le chiffre d'affaires du secteur Services (à l'exclusion des ventes intra-groupe) est en baisse de 9% au 3^{ème} trimestre 2010 à 363,7 M€ par rapport à 400,0 M€ de la période 2009 comparable. Exprimé en dollar US, le chiffre d'affaires des Services a baissé de 19%, principalement en raison de l'ajustement de notre capacité marine et du faible taux d'utilisation des navires.

Contrat Marine

Le chiffre d'affaires de la division contrat Marine s'est élevé au 3^{ème} trimestre 2010 à 136,8 M€ en diminution de 28% par rapport à celui de la période 2009 comparable, soit 189,0 M€ (et de 36% en US\$), principalement due au programme d'ajustement de notre flotte et à des taux d'utilisation des navires plus faibles, toujours dans un contexte de prix bas. Au 3^{ème} trimestre 2010, les taux de disponibilité et de production des navires étaient de tous deux de 87% contre respectivement 90% et 93% au 3^{ème} trimestre 2009. Au cours du 3^{ème} trimestre 2010, 90% de notre flotte 3D haut de gamme étaient dédiés aux contrats exclusifs contre 86% pour la période 2009 comparable. *L'Oceanic Vega* a été livré ce trimestre et a réalisé sa première étude dans la mer de Barents, avant de se rendre au Mexique pour l'étude wide-azimuth attribuée par Pemex et sur laquelle il opérera avec le *Vanquish*, dont la configuration a été portée à 12 streamers Sentinel en août dernier.

Contrat terrestre

Le chiffre d'affaires de la division contrat Terrestre s'est élevé au 3^{ème} trimestre 2010 à 65,2 M€ en hausse de 10% par rapport à 59,3 M€ de la période 2009 comparable, et une baisse de 4% en US\$, essentiellement due à des conditions de marché difficiles en Amérique du Nord. L'activité au Moyen-Orient reste en revanche très soutenue.

Traitement et Imagerie

Le chiffre d'affaires de la division Traitement et Imagerie est en hausse de 4% au 3^{ème} trimestre 2010 à 73,7 M€ contre 70,7 M€ sur la période 2009 comparable, et en recul de 7% en dollars. La demande demeure forte pour nos technologies d'imagerie de haut de gamme, telles que les nouvelles techniques RTM 3D Gather en imagerie profondeur, et les solutions réservoir appliquées à l'exploration-production des gaz de schistes. Le Groupe opère actuellement 12 centres dédiés et a renforcé sa position de premier rand avec l'ouverture du nouveau centre de Copenhague et l'obtention d'une prolongation de 3 ans d'un autre centre dédié à Aberdeen.

Multi-client

Le chiffre d'affaires de la division Multi-client a cru de 9% à 88,0 M€ au 3^{ème} trimestre 2010 par rapport à la période 2009 comparable, soit 80,8 M€ et est en très léger retrait de 1% en US\$.

Les revenus de la librairie de données multi-clients marine ont progressé de 12% à 60,4 M€ au 3^{ème} trimestre 2010 par rapport à la période 2009 comparable, soit 53,8 M€ (et stables en US\$), principalement due à un bon niveau des après-ventes. Les préfinancements, en recul de 26% malgré un taux de préfinancement de 102%, s'élevaient à 28,0 M€ au 3^{ème} trimestre 2010 contre 38,0 M€ de la période comparable de 2009. Les après-ventes ont en revanche plus que doublé, s'élevant à 32,5 M€ au 3^{ème} trimestre 2010 contre à 15,8 M€ pour la période comparable de 2009 (la hausse en US\$ étant de 82%).

Les revenus de la librairie de données multi-clients terrestre ont augmenté de 2% à 27,6 M€ pour le 3^{ème} trimestre 2010, par rapport à la période 2009 comparable, soit 27,1 M€ (et diminué en US\$ de 6%). Le Groupe a poursuivi le développement des programmes dans les gaz de schistes avec le démarrage en septembre de la première phase de notre programme situé dans le bassin de Marcellus. Les préfinancements de la librairie de données multi-clients terrestre ont baissé de 6% à 16,9 M€ pour le 3^{ème} trimestre 2010 par rapport à la période 2009 comparable, soit 18,0 M€ en raison d'un taux moyen de préfinancements plus faible à 81%. Cette diminution des préfinancements a été compensée par une hausse des après-ventes de 19% à 10,7 M€ au 3^{ème} trimestre 2010 contre à 9,0 M€ pour la période comparable de 2009.

Equipements

Le chiffre d'affaires du secteur Equipements, avant élimination des ventes intra-groupe, s'est élevé au 3^{ème} trimestre 2010 à 194,3 M€ contre 142,6 M€ pour la période comparable en 2009, soit une progression de 36%. En dollars US, le chiffre d'affaires est en hausse de 21% à 246,9 MUS\$ au 3^{ème} trimestre 2010 contre 203,3 MUS\$ pour la période 2009 comparable, dû principalement à la croissance d'activités dans certaines régions du monde, et plus généralement à la forte demande constatée pour les systèmes terrestres à grand nombre de canaux d'enregistrement pour les études haute résolution. En marine, les ventes sont restées à un niveau satisfaisant grâce notamment aux streamers solides Sentinel et au lancement réussi des systèmes de fond de mer SeaRay.

Le chiffre d'affaires du secteur Equipements, à l'exclusion des ventes intra-groupe, a progressé d'une année sur l'autre de 37%, en passant de 112,2 M€ au 3^{ème} trimestre 2009 à 154,0 M€ au 3^{ème} trimestre 2009 (et progressé de 22% en US\$).

Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation, y compris les amortissements et dépréciations, ont augmenté de 6% à 436,8 M€ au 3^{ème} trimestre 2010 par rapport à 412,8 M€ lors la période comparable de 2009, et baissé de 6% en US\$ principalement due à la baisse de l'activité marine. Exprimées en pourcentage du chiffre d'affaires consolidé, les charges d'exploitation s'élevaient à 84% au 3^{ème} trimestre 2010, contre 80% pour la période 2009 comparable. La marge brute d'exploitation a diminué de 22% à 81,8 M€ au 3^{ème} trimestre 2010 comparée à 104,5 M€ au 3^{ème} trimestre 2009, représentant respectivement 16% et 20% du chiffre d'affaires consolidé.

Les dépenses de recherche et de développement ont augmenté de 9% à 16,4 M€ au 3^{ème} trimestre 2010 alors qu'elles s'élevaient à 15,1 M€ au 3^{ème} trimestre 2009, soit 3% du chiffre d'affaires pour les deux périodes.

Les dépenses administratives et générales, en diminution de 2% grâce à des mesures d'économie de coûts, se sont élevées au 3^{ème} trimestre 2010 à 35,6 M€ contre 36,4 M€ par rapport à la période 2009 comparable (la baisse étant de 15% en US\$). Exprimées en pourcentage du chiffre d'affaires consolidé, les dépenses administratives et générales se sont élevées à 6% au 3^{ème} trimestre 2010 contre 7% au 3^{ème} trimestre 2009.

Les dépenses marketing et commerciales se sont élevées au 3^{ème} trimestre 2010 à 15,1 M€, en diminution de 8%, contre 16,5 M€ pour la période comparable en 2009.

Les autres produits d'exploitation se sont élevés à 6,4 M€ au 3^{ème} trimestre 2010 contre 4,2 M€ au 3^{ème} trimestre 2009.

Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation au 3^{ème} trimestre 2010 s'est élevé à 21,1 M€ contre 40,7 M€ pour la période 2009 comparable pour les raisons décrites plus haut.

La perte d'exploitation du secteur Services au 3^{ème} trimestre 2010 s'est élevée à 12,2 M€ à comparer à un profit de 29,0 M€ pour la période 2009 comparable.

Le résultat d'exploitation du secteur Equipements au 3^{ème} trimestre 2010 est en progression de 130% à 57,9 M€ à comparer à 25,2 M€ pour la période 2009 comparable.

Résultat financier et charges financières

Le coût net de l'endettement financier s'est élevé à 28,5 M€ au 3^{ème} trimestre 2010 alors qu'il s'établissait de 26,6 M€ au 3^{ème} trimestre 2009, soit une augmentation de 7%, et une diminution de 3% en US\$, due essentiellement à la baisse des taux d'intérêts variables.

Les autres charges financières au 3^{ème} trimestre 2010 se sont élevées à 6,5 M€ contre 6,9 M€ pour la période 2009 comparable, en raison des variations de change.

Impôts

La charge d'impôts s'est élevée à 9,5 M€ au 3^{ème} trimestre 2010 contre 1,7 M€ au 3^{ème} trimestre 2009 principalement due aux impôts étrangers et aux profits générés aux Etats-Unis.

Sociétés mises en équivalence

Le résultat des sociétés mises en équivalence est une perte de 1,2 M€ au 3^{ème} trimestre 2010 contre un gain de 2,9 M€ au 3^{ème} trimestre 2009. Cette baisse est essentiellement attribuable à nos intérêts dans le résultat d'Argas, la joint venture du Groupe en Arabie Saoudite, ainsi que ceux dans Eidesvik Seismic Vessel AS, la joint venture portant l'Oceanic Vega.

Résultat net

La perte nette au 3^{ème} trimestre 2010 s'est élevée à 24,6 M€ contre un profit de 8,4 M€ pour la période comparable en 2009, résultant de l'ensemble des facteurs présentés ci-avant.

c) Comparaison entre les 9 mois clos au 30 septembre 2010 et les 9 mois clos au 30 septembre 2009

Chiffre d'affaires

Le tableau ci-après présente les chiffres d'affaires consolidés par division et leur poids par rapport au chiffre d'affaires consolidé total, respectivement pour chacune des périodes ci-dessous :

Exceptés les pourcentages, en millions de	Au 30 septembre					
	2010			2009		
	€	US\$ (a)		€	US\$ (a)	
Contrat Marine	431,5	570,7	29%	664,2	904,8	38%
Contrat Terrestre	208,4	275,6	14%	220,6	300,5	13%
Traitement et Imagerie	212,4	280,9	14%	219,7	299,2	13%
Multi-client	230,3	304,5	15%	229,1	312,1	15%
Total Services	1 082,6	1 431,7	72%	1 333,6	1 816,6	77%
Equipements	431,2	567,7	28%	399,7	544,8	23%
Total	1 513,7	1 999,4	100%	1 733,3	2 361,4	100%

(a) Les montants en dollar US représentent les montants en Euro convertis au taux moyen de 1.321US\$, 1.323US\$, et 1.317US\$ pour 1 euro en 2010 respectivement pour le Groupe, les secteurs Services et Equipements ; et au taux moyen de 1.362US\$, 1.362US\$, 1.363US\$ pour 1 euro en 2009 pour le Groupe, les secteurs Services et Equipements.

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe pour les neuf mois clos le 30 septembre 2010 s'est élevé à 1 513,7 M€ en baisse de 13% par rapport à celui de la période 2009 comparable, soit 1 733,3 M€ Exprimé en dollar US, le chiffre

d'affaires consolidé de la période a diminué de 15%, en passant de 2 361,4 M\$ au 30 septembre 2009 à 1 999,4 M\$ au 30 septembre 2010. Cette baisse est attribuable au secteur Services.

Services

Le chiffre d'affaires du secteur Services (à l'exclusion des ventes intra-groupe) a baissé de 19% sur les neuf premiers mois de l'exercice 2010 à 1 082,6 M€ par rapport à celui de la période 2009 comparable, soit 1 333,6 M€. Exprimée en US\$, la baisse est de 21%, reflétant l'ajustement de capacité de notre flotte ainsi que le faible niveau de prix des contrats attribués.

Contrat Marine

Le chiffre d'affaires de la division contrat Marine s'est élevé à 431,5 M€ au 30 septembre 2010, en diminution de 35% par rapport à celui de la période 2009 comparable, soit 664,2 M€ (la baisse en US\$ étant de 37%), principalement due aux prix bas du marché marine et la réduction de notre flotte à la suite du plan d'adaptation initié en 2009.

Contrat Terrestre

Le chiffre d'affaires de la division contrat Terrestre s'est élevé à 208,4 M€ sur les neuf premiers mois clos le 30 septembre 2010, en baisse de 6% par rapport à 220,6 M€ pour la période 2009 comparable, (et en baisse de 8% en US\$), résultante d'une demande plus faible en Amérique du Nord.

Traitement et Imagerie

Le chiffre d'affaires de la division Traitement et Imagerie a légèrement baissé de 3% sur les neuf premiers mois de l'exercice 2010 à 212,4 M€ contre 219,7 M€ sur la période 2009 comparable, (et diminué de 6% en dollar US).

Multi-client

Le chiffre d'affaires de la division Multi-client a cru de 1% à 230,3 M€ sur les neuf premiers mois de l'exercice 2010 par rapport à la période 2009 comparable, soit 229,1 M€ et est en léger retrait de 2% en US\$.

Les revenus de la librairie de données multi-clients marine ont diminué de 13% à 159,4 M€ sur les neuf premiers mois de l'exercice 2010, par rapport à la période 2009 comparable, soit 183,4 M€ (la diminution en US\$ étant de 16%). Cette diminution est principalement due à une réduction prévue de nos investissements. Les préfinancements, en diminution de 28%, s'élevaient à 82,8 M€ au 30 septembre 2010 contre 115,4 M€ pour la période 2009 comparable (la baisse en US\$ étant de 30%). Les après-ventes, en progression de 13%, s'élevaient à 76,6 M€ au 30 septembre 2010 comparé à 68,0 M€ en 2009 (et en augmentation de 9% en dollar US) avec une meilleure activité au niveau mondial.

Les revenus de la librairie de données multi-clients terrestre sont en hausse de 55% à 70,9 M€ sur les neuf premiers mois de l'exercice 2010 par rapport à la période 2009 comparable, soit 45,7 M€ (la hausse en US\$ étant de 51%). Les préfinancements de la librairie de données multi-clients terrestre ont augmenté de façon significative de 82% à 40,9 M€ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2010 par rapport à la période 2009 comparable, soit 22,5 M€ (l'augmentation en US\$ étant de 77%) grâce à un fort intérêt pour notre librairie de données aux Etats Unis. Les après-ventes, en progression de 29%, se sont élevés à 30,0 M€ au 30 septembre 2010 contre à 23,2 M€ pour la période 2009 comparable (l'augmentation en US\$ étant de 25%).

Equipements

Le chiffre d'affaires du secteur Equipements, avant élimination des ventes intra-groupe, s'est élevé à 543,8 M€ au 30 septembre 2010 contre à 471,8 M€ pour la période comparable 2009, soit une hausse de 15%. En dollar US, le chiffre d'affaires a progressé de 11% à 715,9 MUS\$ comparé à 643,1 MUS\$ pour la période 2009 comparable

compte tenu de la hausse de la demande en équipement marine et de la demande soutenue des produits terrestre des systèmes à grand nombre de canaux d'enregistrement.

Le chiffre d'affaires, à l'exclusion des ventes intra-groupe, a augmenté d'une année sur l'autre de 8% en passant de 399,7 M€ sur les neuf mois clos au 30 septembre 2009 à 431,2 M€ au 30 septembre 2010 (et en augmentation de 4% en US\$).

Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation, y compris les amortissements et dépréciations, sont en diminution de 7% à 1 228,6 M€ pour les neuf mois clos au 30 septembre 2010 par rapport à 1 320,6 M€ pour la période comparable de 2009, principalement due à la baisse d'activité en marine et à l'impact du plan d'adaptation marine, ainsi qu'à la réduction de certaines dettes. Exprimées en pourcentage du chiffre d'affaires consolidé, les charges d'exploitation s'élevaient à 81% au 30 septembre 2010 contre 76% pour la période 2009 comparable. La marge brute d'exploitation a diminué de 33% à 287,6 M€ au 30 septembre 2010 contre 419,4 M€ au 30 septembre 2009, représentant respectivement 19% et 24% du chiffre d'affaires consolidé.

Les dépenses de recherche et de développement sont restées stables à 45,2 M€ au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2010 par rapport à la période 2009 comparable, représentant 3% du chiffre d'affaires pour les deux périodes.

Les dépenses administratives et générales ont diminué de 2% à 132,1 M€ au cours des neuf mois clos au 30 septembre 2010 contre 135,1 M€ pour la période 2009 comparable (et diminué de 5% en US\$). Exprimées en pourcentage du chiffre d'affaires consolidé, les dépenses administratives et générales se sont élevées respectivement à 9% et 8% pour les périodes 2010 et 2009.

Les dépenses marketing et commerciales sont restées stables à 45,1 M€ au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2010 par rapport à la période 2009 comparable.

Les autres produits d'exploitation se sont élevés à 10,8 M€ pour la période close au 30 septembre 2010, principalement dus à la cession d'actifs et des ajustements à la juste valeur d'actifs. Les autres charges s'élevant à 69,3 M€ au 30 septembre 2009 correspondaient essentiellement aux coûts du plan de restructuration marine.

Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation des neuf premiers mois de l'exercice 2010 a baissé de 39% à 75,9 M€ contre 124,5 M€ pour la période 2009 comparable pour les raisons décrites ci-dessus.

Le résultat d'exploitation du secteur Services au 30 septembre 2010 s'est élevé à 2,0 M€ contre 70,4 M€ pour la période 2009 comparable.

Le résultat d'exploitation du secteur Equipements au 30 septembre 2010 a augmenté de 33% à 143,9 M€ à comparer à un résultat de 108,2 M€ pour la période 2009 comparable (soit une diminution de 28% en US\$).

Résultat financier et charges financières

Le coût net de l'endettement financier s'est élevé à 78,8 M€ pour les neuf mois de l'exercice 2010, alors qu'il était de 77,9 M€ au 30 septembre 2009, soit une légère augmentation de 1% (et de 2% en US\$).

Les autres produits financiers se sont élevés à 8,7 M€ pour les neuf mois de l'exercice 2010 contre des charges financières de 9,8 M€ pour la période comparable en 2009, résultant principalement de variations de change.

Impôts

Les charges d'impôts se sont élevées à 20,6 M€ au 30 septembre 2010 contre 5,0 M€ sur les neuf premiers mois 2009. Avant impôts différés sur les variations de change, le taux effectif d'impôt est de 317% au 30 septembre 2010 contre 36% au 30 septembre 2009 notamment dû aux impôts étrangers et aux profits réalisés aux Etats Unis.

Sociétés mises en équivalence

La perte des sociétés mises en équivalence s'est élevée à 3,3 M€ au 30 septembre 2010 contre un gain de 5,3 M€ à fin septembre 2009. Cette baisse correspond essentiellement à nos intérêts dans le résultat d'Argas, la joint venture du Groupe en Arabie Saoudite, ainsi que ceux dans Eidesvik Seismic Vessel AS, la joint venture portant l'Oceanic Vega.

Résultat net

La perte nette des neuf premiers mois de l'exercice 2010 s'est élevée à 18,0 M€ à comparer à un profit de 37,0 M€ au cours de la période 2009 comparable, résultant de l'ensemble des facteurs présentés ci-avant.

Ressources et besoins financiers

Nos principaux besoins financiers sont liés au financement des opérations d'exploitation courantes, des investissements industriels (plus particulièrement réparations et améliorations de nos navires sismiques), des investissements dans les études multi-clients, et des opérations d'acquisition (comme Veritas en 2007 et Wavefield plus récemment).

Nous prévoyons de financer nos besoins en capitaux avec la trésorerie provenant des opérations, nos emprunts et facilités de crédit renouvelables américains et français. Nos facilités de crédit consistent en un crédit senior Term Loan B (513 MUS\$ au 30 septembre 2010) dont 166 MUS\$ à échéance janvier 2014 et 347 MUS\$ à échéance janvier 2016, et une ligne de crédit renouvelable US de 140 MUS\$ (non tirée au 30 septembre 2010) à échéance janvier 2012. Le crédit bancaire français consiste en une ligne de crédit renouvelable senior de 200 MUS\$ (non tirée au 30 septembre 2010) à échéance janvier 2014, telle que modifiée le 4 novembre 2010.

Nous pensons que nous ne sommes pas sujet à des contraintes de liquidité à court terme étant donné notre trésorerie disponible au 30 septembre 2010, notre capacité et nos perspectives de génération de trésorerie, et nos échéances à moyen-terme de remboursement des dettes financières.

Exploitation

L'excédent de trésorerie issu des opérations d'exploitation est de 238,4 M€ au 30 septembre 2010 contre 472,2 M€ au 30 septembre 2009.

L'excédent de trésorerie issu des opérations d'exploitation, avant variation du besoin en fonds de roulement, a diminué à 269,8 M€ par rapport à 470,4 M€ pour la période 2009 comparable, principalement dû à la baisse significative de l'EBITDAS. La variation du besoin en fonds de roulement sur les neuf premiers mois de l'exercice 2010 a eu un effet défavorable de 31,4 M€ contre un effet positif de 1,8 M€ sur la période 2009 comparable.

Investissement

Le flux de trésorerie affecté aux investissements est de 334,9 M€ au 30 septembre 2010 contre 393,3 M€ pour la période 2009 comparable.

Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2010, 165,2 M€ ont été consacrés aux investissements industriels, correspondant principalement à l'équipement de streamers Sentinel des navires sismiques *Viking 2* et *Oceanic Vega*, à comparer à 130,1 M€ au 30 septembre 2009.

Il a également été investi 177,4 M€ dans la bibliothèque d'études multi-clients principalement dans le Golfe du Mexique et au Brésil, à comparer à 191,8 M€ pour la période comparable de 2009. Au 30 septembre 2010, la valeur nette comptable de la bibliothèque d'études multi-clients s'élevait à 545,6 M€ à comparer à une valeur nette comptable de 469,1 M€ au 31 décembre 2009.

Au 30 septembre 2009, les 30% d'actions Wavefield résiduelles entrant dans le cadre de l'offre publique obligatoire et de la procédure de retrait obligatoire avaient été transférées à CGGVeritas, en contrepartie du paiement de 62 millions d'euros.

Financement

Les flux nets de trésorerie utilisés aux opérations de financement des neuf premiers mois de l'exercice 2010 se sont élevés à 158,2 M€ à comparer à 20,7 M€ pour la période 2009 comparable.

Le 26 février 2010, notre ligne de crédit renouvelable français de 35 M€ a été remboursée.

Le 9 juin 2009, CGGVeritas avait émis un emprunt obligataire par un placement privé international d'un nominal de 350 MUS\$ à échéance mai 2016 et portant intérêt à 9,50%. Cette émission était réalisée au prix de 97%, conduisant un taux d'intérêts de 10,25%.

Dans le cadre des avenants à nos conventions de crédit signés les 21 et 27 mai 2009, 100 MUS\$ de notre facilité de crédit senior étaient remboursés au cours des neuf premiers mois de 2009.

Dettes nettes

La dette financière nette au 30 septembre 2010 s'élevait à 1 147,6 M€ contre 918,7 M€ au 31 décembre 2009.

Le ratio dette financière nette/capitaux propres était de 41% au 30 septembre 2010 contre 35% au 31 décembre 2009.

La dette financière brute comprend les concours bancaires, la part à court terme des dettes financières, les dettes financières à long terme ; et la dette financière nette correspond à la dette financière brute moins les disponibilités et valeurs mobilières de placement. La dette financière nette est présentée comme une information complémentaire car certains investisseurs estiment que présenter la dette nette des disponibilités fournit une meilleure appréciation du risque d'endettement financier. Toutefois, d'autres sociétés peuvent présenter leur dette nette différemment. La dette nette ne mesure pas la performance financière en IFRS et ne doit pas être considérée comme une alternative à d'autres mesures de performances présentées en IFRS.

Le tableau suivant présente les différents éléments de la dette nette aux 30 septembre 2010 et 31 décembre 2009 :

(en millions de €)	30 septembre 2010	31 décembre 2009
Concours bancaires court terme.....	2,2	2,7
Dettes financières – part court terme	67,2	113,5
Dettes financières long terme.....	1 333,9	1 282,8
Moins disponibilités et titres de placement court terme.....	(255,7)	(480,3)
Dettes financières nettes.....	1 147,6	918,7

Pour une description plus détaillée de nos activités de financement, voir la section «Ressources Financières» dans notre Rapport Annuel pour l'exercice clos le 31 décembre 2009.

EBITDAS

L'EBITDAS s'est élevé à 377,6 M€ au cours des neuf mois clos le 30 septembre 2010 contre 505,9 M€ pour la période 2009 comparable, représentant respectivement 25 % et 29 % du chiffre d'affaires consolidé.

L'EBITDAS est défini comme le résultat net avant charges financières taxes, dépréciations, amortissements et coût des paiements en actions aux salariés et dirigeants. Le coût des paiements en actions inclut le coût des stock-options et des attributions d'actions gratuites.

L'EBITDAS est présenté comme une information complémentaire car c'est un agrégat utilisé par certains investisseurs pour déterminer les flux liés à l'exploitation et la capacité à rembourser le service de la dette et à financer les investissements nécessaires. Toutefois, d'autres sociétés peuvent présenter leur EBITDAS différemment.

L'EBITDAS ne mesure pas la performance financière en IFRS ou en U.S. GAAP et ne doit pas être considérée comme une alternative aux Flux de trésorerie provenant de l'exploitation, ni à d'autres mesures de liquidité, ni à une alternative au résultat net comme indicateur de notre performance opérationnelle ou d'autres mesures de performance présentées en IFRS ou en U.S. GAAP.

Le tableau ci-après présente une réconciliation de l'EBITDAS avec les Flux de trésorerie provenant de l'exploitation du tableau de financement, pour chaque période mentionnée :

(en millions de €)	30 septembre	
	2010	2009
EBITDAS	377,6	505,9
Autres produits (charges) financiers	8,8	(9,9)
Augmentation (diminution) des provisions.....	(55,5)	34,1
(Plus) et moins values de cessions d'actif.....	(0,4)	3,6
Dividendes reçus	2,4	-
Autres éléments sans impact sur les flux de trésorerie	(13,8)	(2,8)
Impôt décaissé	(49,3)	(60,5)
- (augmentation) diminution des clients et comptes rattachés	(31,1)	73,3
- (augmentation) diminution des stocks et travaux en cours.....	(24,2)	65,1
- (augmentation) diminution des autres actifs circulants	(26,2)	20,8
- augmentation (diminution) des fournisseurs et comptes rattachés	51,7	(84,0)
- augmentation (diminution) des autres passifs circulants	(19,1)	(59,0)
- impact du change sur les actifs et passifs financiers.....	17,5	(14,4)
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation	238,4	472,2

Obligations contractuelles

Le tableau suivant présente pour les exercices à venir les paiements futurs relatifs aux obligations et engagements contractuels au 30 septembre 2010 :

(en millions de €)	Paiements dus par période				
	Moins d'un an	2-3 ans	4-5 ans	Après 5 ans	Total
Dettes à long terme	14,1	25,8	512,8	746,2	1 298,9
Obligations issues des crédits-baux (non actualisées)	31,9	46,8	26,6	80,1	185,4
Obligations issues des locations simples	180,4	259,2	169,8	240,9	850,3
Autres obligations à long terme (intérêts obligataires)	98,2	188,9	166,0	54,5	507,6
Total Obligations contractuelles	324,6	520,7	875,2	1 121,7	2 842,2

Rapprochement de l'EBITDAS avec les US GAAP

Principales différences entre les IFRS et les US GAAP sur l'EBITDAS

Plan de retraite

Conformément à l'exemption offerte par la norme IFRS 1 « Première adoption des normes IFRS », CGGVeritas a retenu l'option de présenter les écarts actuariels non comptabilisés au 1^{er} janvier 2004 dans les capitaux propres. Selon le référentiel US GAAP, cette exemption n'est pas applicable, ce qui génère une différence provenant de l'amortissement des écarts actuariels comptabilisé dans le compte de résultat.

Selon le référentiel IFRS, en conformité avec "IAS 19 – révisée", les écarts actuariels sont reconnus dans l'état du compte de résultat étendu.

Selon le référentiel US GAAP, le Groupe applique FAS 158 "Employers' Accounting for Defined Benefit Pension and Other Postretirement Plan, an amendment of FASB Statements No. 87, 88, 106, and 132(R)", applicable pour les exercices clos à compter du 15 décembre 2006.

Les gains et les pertes sont amortis sur la période résiduelle d'emploi au cours de laquelle les avantages seront perçus, et sont reconnus dans le compte de résultat.

Coûts de développement

Selon le référentiel IFRS, les dépenses de développement doivent être inscrites à l'actif, en immobilisations incorporelles à condition qu'elles répondent aux critères suivants

- le projet est clairement identifié et les coûts qui s'y rapportent sont individualisés et suivis de façon fiable ;
- la faisabilité technique du projet est démontrée ;
- les ressources nécessaires pour mener le projet à son terme sont disponibles ;
- il est probable que l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs.

Selon les normes US GAAP, toutes les dépenses de recherche et développement sont enregistrées en charges de l'exercice auquel elles se rapportent.

Instruments financiers

Selon le référentiel IFRS, les contrats à long terme dans des monnaies étrangères ne sont pas réputés contenir des dérivés incorporés si ces contrats sont communément désignés dans une même monnaie étrangère au sein du secteur d'activité.

Selon les normes US GAAP, une telle exception n'existe pas et les instruments dérivés sur des contrats à long terme dans des monnaies étrangères, ainsi que les produits et charges constatés avec des partenaires dont la devise n'est pas le dollar US, sont comptabilisés au taux de change négocié en début de contrat. La variation de la valeur de marché des instruments dérivés sur des contrats de change est comptabilisée dans le compte de résultat.

Provision sociale du plan de restructuration marine

Selon le référentiel IFRS, une provision doit être constatée dès lors que l'entité a un plan formalisé et détaillé et a créé, chez les personnes concernées, une attente fondée qu'elle mettra en œuvre la restructuration, soit en commençant à exécuter le plan, soit en leur annonçant ses principales caractéristiques.

Selon le référentiel US GAAP, les charges relatives au plan social ne sont reconnues que lorsque les conditions de départ sont remplies par les personnes concernées par le plan.

Rapprochement de l'EBITDAS avec les US GAAP

(non audité)		Au 30 septembre	
(iii)		2010	2009
(iv)	(en millions d'euros)		
	EBITDAS.....	377,6	505,9
	Effets des écarts actuariels sur les plans de retraite.....	(0,2)	(0,2)
	Annulation des frais de développement capitalisés en IFRS.....	(11,3)	(10,4)
	Instruments dérivés et opérations de couverture	-	(2,1)
	Provision sociale pour restructuration	-	27,7
	EBITDAS selon les US GAAP.....	366,1	520,9

d) Contrôle et procédures

Il n'y a eu aucun changement dans notre contrôle interne sur le reporting financier durant la période couverte par ce rapport qui aurait affecté matériellement ou qui pourrait affecter matériellement notre contrôle interne sur le reporting financier.

9.3. Endettement brut du Groupe au 30 septembre 2010

Le tableau ci-dessous présente l'endettement brut du Groupe au 30 septembre 2010¹ :

Nature de la dette	Date d'emission	Montant		Taux d'interet	Echéance	Dates des avenants	Mobilisation	Remarques
		USD	EUR					
Obligations à haut rendement	juin-09	350	256	9,50%	mai-16	na	oui	
Obligations à haut rendement	févr.-07	400	293	7,75%	mai-17	na	oui	
Obligations à haut rendement	févr.-07	200	147	7,50%	mai-15	na	oui	
Obligations à haut rendement	févr.-06	165	121	7,50%	mai-15	na	oui	
Obligations à haut rendement	avr.-05	165	121	7,50%	mai-15	na	oui	
Emprunts Obligataires		1280	938					
Dette de location-financement		96	71					
Credit Senior Term Loan B - Tranche 1	janv.-07	166	122	L + 300 bps ^{1,2}	janv.-14	Decembre 2008, Mai 2009 et Juillet 2010	oui	
Credit Senior Term Loan B - Tranche 2	janv.-07	347	254	L + 400 bps ^{1,2}	janv.-16	Decembre 2008, Mai 2009 et Juillet 2010	oui	Note 4
Ligne de credit Revolver Français	févr.-07	200	147	L + 325 bps ¹	févr.-14	Decembre 2008, Mai 2009 et Novembre 2010	non	
Ligne de credit Revolver Americain	janv.-07	140	103	L + 325 bps ^{1,2}	janv.-12	Decembre 2008, Mai 2009 et Juillet 2010	non ³	
Autres emprunts et ajustements		23	17				oui	
Emprunts bancaires mobilisés		536	393					
Lignes de crédit revolver non mobilisées		335	245					
Lignes de crédit revolver mobilisables		340						
Banques Créditrices		3	2					
Total dette brute		1915	1403					

¹ sera ajusté en fonction de la notation Corporate de CGGVERITAS

² plancher de l'US dollar LIBOR à 1,5%

³ sous panier de 70m\$ pour garanties et lettres de crédit mobilisé à hauteur de 5 millions de dollars US / 3 millions d'euro

⁴ maturité accélérée à 2015 si l'emprunt obligataire 7,5% à échéance 2015 n'était pas refinancé à cette date

¹ Une description des engagements (*covenants*) pris par le Groupe au titre de son endettement brut figure aux paragraphes 4.3.2 et 4.3.6 du Document de Référence.

CHAPITRE X :

INFORMATIONS FINANCIERES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS DE LA SOCIETE

Les renseignements concernant ce chapitre sont décrits dans le Document de Référence.

Ces renseignements restent, à la date du présent document, exacts et sont mis à jour par les informations figurant ci-dessous :

10.1 COMPTES CONSOLIDES AU 30 SEPTEMBRE 2010

Rapport d'examen limité des commissaires aux comptes sur les comptes intermédiaires consolidés résumés.

Monsieur le Président,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société Compagnie Générale de Géophysique - Veritas et en réponse à votre demande, nous avons effectué un examen limité des comptes intermédiaires consolidés résumés de celle-ci, relatifs à la période du 1er janvier au 30 septembre 2010, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ces comptes intermédiaires consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration, dans un contexte de forte volatilité des marchés et de crise économique et financière, caractérisé par une difficulté certaine à appréhender les perspectives d'avenir, et qui prévalait déjà à la clôture de l'exercice au 31 décembre 2009. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes intermédiaires consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Courbevoie et Neuilly-sur-Seine, le 18 janvier 2011.

Les Commissaires aux Comptes

Ernst and Young et Autres

Mazars

Philippe Diu

Nicolas Pfeuty

Xavier Charton

Olivier Thireau

BILANS CONSOLIDES

	30 septembre 2010		31 décembre 2009	
	(non audité)			
En millions de	€	US\$ (1)	€	US\$ (2)
ACTIF				
Disponibilités et titres de placement à court terme	255,7	349,0	480,3	691,9
Clients et comptes rattachés.....	609,9	832,4	564,1	812,7
Stocks et travaux en cours	257,5	351,4	223,8	322,4
Actifs d'impôt.....	54,8	74,8	66,3	95,5
Autres actifs courants	119,7	163,3	89,5	129,0
Actifs destinés à la vente	74,5	101,7	13,3	19,1
Total actif courant	1 372,1	1 872,6	1 437,3	2 070,6
Impôts différés actif.....	113,7	155,2	74,3	107,0
Participations et autres immobilisations financières	33,2	45,4	35,9	51,7
Sociétés mises en équivalence	71,7	97,9	99,0	142,7
Immobilisations corporelles, nettes	701,8	957,9	677,7	976,3
Immobilisations incorporelles, nettes	816,4	1 114,2	728,9	1 050,1
Ecarts d'acquisition des sociétés consolidées	1 970,6	2 689,4	1 868,1	2 691,2
Total actif non-courant.....	3 707,4	5 060,0	3 483,9	5 019,0
TOTAL ACTIF	5 079,5	6 932,6	4 921,2	7 089,6
 PASSIF				
Concours bancaires court terme.....	2,2	3,0	2,7	3,9
Dettes financières – part court terme	67,2	91,7	113,5	163,5
Fournisseurs et comptes rattachés.....	264,9	361,6	179,8	259,0
Dettes sociales	105,6	144,1	118,5	170,7
Impôts sur les bénéfices à payer	23,8	32,5	42,5	61,2
Acomptes clients.....	19,1	26,0	23,8	34,3
Provisions – part court terme	16,0	21,8	40,2	58,0
Autres passifs courants	157,2	214,6	158,7	228,5
Total passif courant	656,0	895,3	679,7	979,2
Impôts différés passif.....	143,2	195,5	120,7	173,9
Provisions – part long terme	84,9	115,9	104,6	150,7
Dettes financières long terme	1 333,9	1 820,5	1 282,8	1 848,0
Autres passifs non courants	32,7	44,6	31,9	46,0
Total dettes et provisions non-courantes	1 594,7	2 176,5	1 540,0	2 218,6
Capital social : 228 050 011 actions autorisées et 151 416 626 émises au nominal de 0,40 € au 30 septembre 2010 et 151 146 594 au 31 décembre 2009	60,6	82,7	60,5	87,1
Primes d'émission et d'apport	1 967,5	2 685,2	1 965,9	2 832,1
Réserves consolidées	882,3	1 204,2	1 136,0	1 636,5
Titres d'autocontrôle.....	(16,5)	(22,5)	(13,5)	(19,4)
Résultat de la période attribué aux actionnaires de la société mère	(27,0)	(36,9)	(264,3)	(380,7)
Résultats comptabilisés directement en capitaux propres	(2,6)	(3,5)	0,9	1,2
Ecarts de conversion	(83,4)	(113,8)	(224,2)	(323,0)

Capitaux propres attribués aux actionnaires de la société mère	2 780,9	3 795,4	2 661,3	3 833,8
Participations ne donnant pas le contrôle.....	47,9	65,4	40,2	58,0
Total capitaux propres	2 828,8	3 860,8	2 701,5	3 891,8
TOTAL PASSIF	5 079,5	6 932,6	4 921,2	7 089,6

- (1) Les montants en dollar US représentent les montants en Euro convertis au taux de clôture de 1,365 US\$ pour 1 €
- (2) Les montants en dollar US représentent les montants en Euro convertis au taux de clôture de 1,441 US\$ pour 1 €

COMPTES DE RESULTAT INTERMEDIAIRES CONSOLIDES NON AUDITES

3^{ème} trimestre

	2010		2009	
	€	US\$ (1)	€	US\$ (1)
Excepté pour les données par action, en millions de				
Chiffre d'affaires	517,7	656,3	512,2	731,4
Autres produits des activités ordinaires	0,9	1,2	5,1	7,0
Total produits des activités ordinaires	518,6	657,5	517,3	738,4
Coût des ventes	(436,8)	(555,1)	(412,8)	(587,4)
Marge brute	81,8	102,4	104,5	151,0
Coûts nets de recherche et développement	(16,4)	(20,8)	(15,1)	(21,5)
Frais généraux et administratifs	(35,6)	(44,3)	(36,4)	(52,3)
Frais commerciaux	(15,1)	(19,1)	(16,5)	(23,2)
Autres produits et charges, nets	6,4	8,3	4,2	3,7
Résultat d'exploitation	21,1	26,5	40,7	57,7
Coût de l'endettement financier brut	(29,0)	(36,9)	(26,9)	(38,1)
Produits financiers sur la trésorerie	0,5	0,6	0,3	0,5
Coût de l'endettement financier net	(28,5)	(36,3)	(26,6)	(37,6)
Autres produits (charges) financiers	(6,5)	(9,1)	(6,9)	(9,5)
Résultat courant des entreprises intégrées	(13,9)	(18,9)	7,2	10,6
Impôts différés sur les variations de change	0,5	0,9	2,6	3,7
Autres impôts sur les bénéfices	(10,0)	(13,0)	(4,3)	(6,1)
Total impôts sur les bénéfices	(9,5)	(12,1)	(1,7)	(2,4)
Résultat net des entreprises intégrées	(23,4)	(31,0)	5,5	8,2
Résultat des sociétés mises en équivalence	(1,2)	(1,5)	2,9	4,0
Résultat net de l'ensemble consolidé	(24,6)	(32,5)	8,4	12,2
<i>Attribué aux :</i>				
<i>Actionnaires de la société mère</i>	(26,6)	(35,0)	7,7	11,2
<i>Participations ne donnant pas le contrôle</i>	2,0	2,5	0,7	1,0
Nombre moyen pondéré d'actions émises	151 412 779	151 412 779	150 629 662	150 629 662
Nombre moyen d'actions liées aux stock-options	331 736	331 736	366 871	366 871
Nombre moyen d'actions liées aux attributions d'actions gratuites	314 773	314 773	243 000	243 000
Nombre moyen ajusté d'actions après prise en compte des actions potentiellement dilutives	152 059 288	152 059 288	151 239 533	151 239 533
Résultat net attribuable aux actionnaires de la société mère				
Base	(0,18)	(0,23)	0,05	0,07
Dilué	(0,18)	(0,23)	0,05	0,07

(1) Correspond à la différence entre les données au 30 septembre en US\$ moins le premier semestre en US\$

COMPTES DE RESULTAT INTERMEDIAIRES CONSOLIDES NON AUDITES

Au 30 septembre

Excepté pour les données par action, en millions de	2010		2009	
	€	US\$ (1)	€	US\$ (2)
Chiffre d'affaires.....	1 513,7	1 993,3	1 733,3	2 361,4
Autres produits des activités ordinaires	2,5	3,3	6,7	9,1
Total produits des activités ordinaires	1 516,2	2 002,6	1 740,0	2 370,5
Coût des ventes	(1 228,6)	(1 622,8)	(1 320,6)	(1 799,2)
Marge brute	287,6	379,8	419,4	571,3
Coûts nets de recherche et développement	(45,2)	(59,6)	(45,1)	(61,5)
Frais généraux et administratifs	(132,1)	(174,5)	(135,1)	(184,1)
Frais commerciaux	(45,1)	(59,6)	(45,4)	(61,9)
Autres produits et charges, nets	10,7	14,2	(69,3)	(94,4)
Résultat d'exploitation.....	75,9	100,3	124,5	169,4
Coût de l'endettement financier brut.....	(80,7)	(106,6)	(79,6)	(108,5)
Produits financiers sur la trésorerie.....	1,9	2,5	1,7	2,3
Coût de l'endettement financier net	(78,8)	(104,1)	(77,9)	(106,2)
Autres produits (charges) financiers	8,8	11,3	(9,9)	(13,2)
Résultat courant des entreprises intégrées..	5,9	7,8	36,7	50,0
Impôts différés sur les variations de change ...	(1,9)	(2,5)	8,3	11,3
Autres impôts sur les bénéfices.....	(18,7)	(24,7)	(13,3)	(18,2)
Total impôts sur les bénéfices	(20,6)	(27,2)	(5,0)	(6,9)
Résultat net des entreprises intégrées	(14,7)	(19,4)	31,7	43,1
Résultat des sociétés mises en équivalence.....	(3,3)	(4,3)	5,3	7,3
Résultat net de l'ensemble consolidé	(18,0)	(23,7)	37,0	50,4
<i>Attribué aux :</i>				
Actionnaires de la société mère	(27,0)	(35,6)	32,6	44,4
Participations ne donnant pas le contrôle	9,0	11,9	4,4	6,0
Nombre moyen pondéré d'actions émises	151 314 859	151 314 859	150 797 818	150 797 818
Nombre moyen d'actions liées aux stock-options	386 508	386 508	320 760	320 760
Nombre moyen d'actions liées aux attributions d'actions gratuites	314 773	314 773	243 000	243 000
Nombre moyen ajusté d'actions après prise en compte des actions potentiellement dilutives	152 016 140	152 016 140	151 361 578	151 361 578
Résultat net attribuable aux actionnaires de la société mère				
Base.....	(0,18)	(0,24)	0,22	0,29
Dilué	(0,18)	(0,24)	0,22	0,29

(1) Les montants en dollar US représentent les montants en Euro convertis au taux moyen de 1,321 US\$ pour 1€ sur la période

(2) Les montants en dollar US représentent les montants en Euro convertis au taux moyen de 1,362 US\$ pour 1€ sur la période

COMPTES DE RESULTAT ETENDUS INTERMEDIAIRES CONSOLIDES NON AUDITES

En millions d'euros	Au 30 septembre	
	2010	2009
Résultat net de l'ensemble consolidé	(18,0)	37,0
Produits (charges) sur couverture des flux de trésorerie	0,3	8,9
Impôts	(0,1)	(3,1)
Produits (charges) nets sur couverture des flux de trésorerie	0,2	5,8
Produits (charges) sur les titres disponibles à la vente	-	-
Impôts	-	-
Produits (charges) nets sur les titres disponibles à la vente	-	-
Produits (charges) sur écarts actuariels des plans de retraite	-	-
Impôts	-	-
Produits (charges) nets sur écarts actuariels des plans de retraite	-	-
Variation de l'écart de conversion	142,0	(104,8)
Quote part de variation du résultat global des sociétés mises en équivalence	(3,7)	-
Autres produits (charges) étendus de la période, nets d'impôts	138,5	(99,0)
Résultat net étendu de la période	120,5	(62,0)
<i>Attribué aux :</i>		
<i>Actionnaires de la société mère</i>	<i>110,3</i>	<i>(63,3)</i>
<i>Participations ne donnant pas le contrôle</i>	<i>10,2</i>	<i>1,3</i>

Voir ci-après les notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires non audités

TABLEAUX DES FLUX DE TRESORERIE INTERMEDIAIRES CONSOLIDES NON AUDITES
Au 30 septembre

En millions de	2010		2009	
	€	US\$ (1)	€	US\$ (2)
EXPLOITATION				
Résultat net (intérêts minoritaires inclus).....	(18,0)	(23,7)	37,0	50,4
Amortissements et dépréciations.....	164,7	217,5	222,4	303,0
Dépréciation des études multi-clients.....	126,0	166,4	150,0	204,4
Augmentation (diminution) des provisions.....	(55,5)	(73,3)	34,1	46,5
Annulation des charges liées aux stock-options.....	11,0	14,5	9,0	12,3
(Plus) et moins values de cessions d'actif.....	(0,4)	(0,5)	3,6	4,9
Résultat des mises en équivalence.....	3,3	4,4	(5,3)	(7,3)
Dividendes reçus.....	2,4	3,2	-	-
Autres éléments sans impact sur les flux de trésorerie.....	(13,8)	(18,3)	(2,8)	(3,8)
Flux de trésorerie net incluant le coût de la dette	219,7	290,2	448,0	610,4
Annulation du coût de la dette financière nette.....	78,8	104,1	77,9	106,2
Annulation de la charge d'impôt.....	20,6	27,2	5,0	6,9
Flux de trésorerie net hors coût de la dette	319,1	421,5	530,9	723,5
Impôt décaissé.....	(49,3)	(65,1)	(60,5)	(82,4)
Flux de trésorerie net avant variation du besoin en fonds de roulement	269,8	356,4	470,4	641,1
<i>Variation des actifs et passifs circulants :</i>				
- (augmentation) diminution des clients et comptes rattachés.....	(31,1)	(41,1)	73,3	99,8
- (augmentation) diminution des stocks et travaux en cours.....	(24,2)	(32,0)	65,1	88,7
- (augmentation) diminution des autres actifs circulants.....	(26,2)	(34,6)	20,8	28,4
- augmentation (diminution) des fournisseurs et comptes rattachés.....	51,7	68,3	(84,0)	(114,4)
- augmentation (diminution) des autres passifs circulants.....	(19,1)	(25,2)	(59,0)	(80,4)
- impact du change sur les actifs et passifs financiers.....	17,5	23,1	(14,4)	(19,8)
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation.....	238,4	314,9	472,2	643,4
INVESTISSEMENT				
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles, net des variations de fournisseurs d'immobilisations.....	(165,2)	(218,2)	(130,1)	(177,3)
Investissements dans études multi-clients.....	(177,4)	(234,3)	(191,8)	(261,3)
Valeurs de cession des immobilisations corporelles et incorporelles.....	4,5	5,9	1,5	2,0
Plus ou moins value sur immobilisations financières.....	2,0	2,6	-	-
Acquisition de titres consolidés nette de trésorerie acquise.....	(1,2)	(1,6)	(65,8)	(89,6)
Variation de périmètre.....	-	-	(2,0)	(2,8)
Variation des avances reçues.....	1,4	1,8	(4,0)	(5,4)
Variation des subventions.....	0,1	0,1	(0,1)	(0,1)
Variation des autres actifs financiers.....	0,9	1,2	(1,0)	(1,5)
Flux de trésorerie affectés aux investissements.....	(334,9)	(442,3)	(393,3)	(536,0)
FINANCEMENT				
Remboursement d'emprunts.....	(47,4)	(62,6)	(177,6)	(242,0)
Nouveaux emprunts.....	2,2	3,0	243,5	331,8
Paiement du principal des contrats de crédit-bail.....	(50,8)	(67,1)	(22,3)	(30,4)
Augmentation (diminution) nette des découverts bancaires.....	(0,7)	(0,9)	(1,6)	(2,2)
Charges d'intérêt payées (3).....	(57,2)	(75,5)	(65,3)	(89,0)
<i>Augmentation de capital :</i>				
- par les actionnaires de la société mère.....	1,7	2,2	0,3	0,4
- par les participations ne donnant pas le contrôle.....	-	-	-	-
Dividende versé aux participations ne donnant pas le contrôle.....	(3,0)	(4,0)	(2,6)	(3,5)
Acquisition et cession des titres d'auto détention.....	(3,0)	(4,0)	4,9	6,7

Flux de trésorerie provenant (affectés à) des opérations de financement	(158,2)	(208,9)	(20,7)	(28,2)
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie	30,1	(6,6)	(15,6)	20,7
Variation de trésorerie	(224,6)	(342,9)	42,6	99,9
Trésorerie à l'ouverture	480,3	691,9	516,9	719,4
Trésorerie à la clôture	255,7	349,0	559,5	819,3

- (1) Les montants en dollar US représentent les montants en Euro convertis au taux moyen de 1,321 US\$ pour 1 € sur la période (excepté la trésorerie convertie au taux de clôture de 1,365US\$ pour 1 € au 30 septembre 2010 et de 1,441US\$ pour 1 € au 31 décembre 2009).
- (2) Les montants en dollar US représentent les montants en Euro convertis au taux moyen de 1,362US\$ pour 1 € sur la période (excepté la trésorerie convertie au taux de clôture de 1,464 US\$ pour 1 € au 30 septembre 2009 et de 1,392 US\$ pour 1 € au 31 décembre 2008).
- (3) Dont 4 millions de dollars US relatifs aux frais de renégociation du crédit « Term Loan B » au 30 septembre 2010, et 13,6 millions de dollars relatifs aux frais d'émission de l'emprunt obligataire à échéance 2016, et aux frais liés à la renégociation du crédit « Term Loan B » au 30 septembre 2009.

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

(montants en millions d'euros)	Nombre d'actions émises	Capital social	Primes d'émission et d'apport	Réserves	Actions propres directement enregistrées en Capitaux	Ecart de conversion propres attribués aux actionnaires de participations ne donnant pas le contrôle	Total	Capitaux propres		
Au 1(er) janvier 2009	<u>150 617</u> <u>709</u>	<u>60,2</u>	<u>1</u> <u>964,7</u>	<u>1</u> <u>132,2</u>	<u>(18,1)</u>	<u>(2,5)</u>	<u>(176,4)</u> <u>2</u>	<u>960,1</u>	<u>38,5</u>	<u>2 998,6</u>
Augmentations de capital.....	375 760	0,2	0,1				0,3			0,3
Résultat net				32,6			32,6	4,4		37,0
Paiements fondés sur des actions.....				9,0			9,0	-		9,0
Dividendes versés				-			-	(2,6)		(2,6)
Actions propres.....					4,9		4,9			4,9
<i>Produits (charges) nets sur écarts actuariels des plans de retraite (1)</i>										
<i>Produits (charges) nets sur couverture des flux de trésorerie (2)</i>							5,8	5,8		5,8
<i>Variation de l'écart de conversion (3)</i>							(101,7)	(101,7)	(3,1)	(104,8)
Autres éléments du résultat global consolidé (1)+(2)+(3)							(101,7)			(99,0)
Variation de périmètre et autres.....				(3,9)				(3,9)		(3,9)
Au 30 septembre 2009	<u>150 993</u> <u>469</u>	<u>60,4</u>	<u>1 964,8</u>	<u>1</u> <u>169,9</u>	<u>(13,2)</u>	<u>3,3</u>	<u>(278,1)</u> <u>2</u>	<u>907,1</u>	<u>37,2</u>	<u>2 944,3</u>

(montants en millions d'euros)	Nombre d'actions émises	Capital social	Primes d'émission Et d'apport	Réserves	Actions propres directement Enregistré en Capitaux	Ecart de Conversion	propre attribués aux actionnaires de participations ne donnant pas le contrôle Total	Capitaux propres	
Au 1(er) janvier 2010	<u>151 146</u> <u>594</u>	<u>60,5</u>	<u>965,9</u> <u>1</u>	<u>871,7</u>	<u>(13,5)</u>	<u>0,9</u>	<u>(224,2)</u>	<u>2 661,3</u> <u>40,2</u>	<u>2 701,5</u>
Augmentations de capital.....	270 032	0,1	1,6					1,7	1,7
Résultat net				(27,0)				(27,0)	9,0 (18,0)
Paiements fondés sur des actions.....				11,0				11,0	- 11,0
Dividendes versés				-				-0 (3,0)	(3,0)
Actions propres.....					(3,0)			(3,0)	(3,0)
<i>Produits (charges) nets sur écarts actuariels des plans de retraite (1)</i>									-
<i>Produits (charges) nets sur couverture des flux de trésorerie (2).....</i>						(3,5)		(3,5)	(3,5)
<i>Variation de l'écart de conversion (3).....</i>							140,8	140,8	1,2 142,0
Autres éléments du résultat global consolidé (1)+(2)+(3)						(3,5)	140,8	137,3	1,2 138,5
Variation de périmètre et autres.....				(0,4)				(0,4)	0,5 0,1
Au 30 septembre 2010	<u>151 416</u> <u>626</u>	<u>60,6</u>	<u>967,5</u> <u>1</u>	<u>855,3</u>	<u>(16,5)</u>	<u>(2,6)</u>	<u>(83,4)</u>	<u>2 780,9</u> <u>49,7</u>	<u>2 828,8</u>

Voir ci-après les notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires non audités

NOTES AUX COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES (NON AUDITEES)

NOTE 1 - PRINCIPES COMPTABLES

La Compagnie Générale de Géophysique Veritas, S.A. (« la Compagnie ») et ses filiales (constituant ensemble « le Groupe ») est un acteur dans l'industrie des services géophysiques et la fabrication d'équipements géophysiques, fournissant une large gamme de services pour l'acquisition, le traitement et l'interprétation de données sismiques ainsi que les logiciels de traitement et d'interprétation des données principalement aux clients du secteur de la production et de l'exploration du gaz et du pétrole.

Du fait de sa cotation dans un pays de l'Union Européenne et conformément au règlement CE n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés intermédiaires du Groupe sont établis conformément à la norme internationale IAS34 publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB) et adoptées par la Commission Européenne.

Les comptes consolidés intermédiaires ont été autorisés par le Comité d'audit du 5 novembre 2010 pour publication.

Pour établir les Etats Financiers consolidés conformément au référentiel IFRS, certains éléments du bilan, du compte de résultat et des informations annexes sont déterminés par la Direction du Groupe à partir de jugements et d'estimations et sur la base d'hypothèses. Les chiffres réels peuvent donc différer de façon significative des données estimées en raison de changement des conditions économiques, de modification des lois et règlements, de changement de stratégie et de l'imprécision inhérente à l'utilisation de données estimées.

Les Etats Financiers ont été préparés selon la méthode du coût historique, excepté pour certains éléments de l'actif et du passif évalués à la juste valeur.

Principaux principes comptables

Ces principes comptables sont identiques à ceux qui ont été retenus pour la préparation des comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2009, décrits dans le rapport annuel 20-F pour l'exercice 2009 déposé auprès de la SEC le 23 avril 2010 et le Document de Référence déposé auprès de l'AMF le même jour, à l'exception des normes et interprétations nouvellement adoptées :

- IFRIC 12— Accords de concessions de services publics – adopté par l'Union Européenne en juin 2009 et applicable au 1^{er} janvier 2010
- IFRIC 16 — Couvertures d'un investissement net dans une activité à l'étranger – adopté par l'Union Européenne en juin 2009 et applicable au 1^{er} janvier 2010
- Amendement d'IAS 27 — États financiers consolidés et individuels – adopté par l'Union Européenne en juin 2009 et applicable au 1^{er} janvier 2010
- IFRS3 (Révisée) — Regroupements d'entreprises – adopté par l'Union Européenne en juin 2009 et applicable au 1^{er} janvier 2010
- IFRIC 15 — Accords de construction de biens immobiliers – adopté par l'Union Européenne en juillet 2009 et applicable au 1^{er} janvier 2010
- Amendement d'IAS 39 — Eléments éligibles à la couverture ; reclassement d'actifs financiers – adopté par l'Union Européenne en septembre 2009 et applicable au 1^{er} janvier 2010
- IFRIC 17 — Distributions en nature aux propriétaires – adopté par l'Union Européenne en novembre 2009 et applicable au 1^{er} janvier 2010
- IFRIC 18 – Transferts d'actifs des clients – adopté par l'Union Européenne en novembre 2009 et applicable au 1^{er} janvier 2010
- Améliorations annuelles (2006-2008) d'IFRS 5– adopté par l'Union Européenne en 2009 et applicable au 1^{er} janvier 2010
- Améliorations annuelles (2007-2009) des IFRS – adopté par l'Union Européenne en mars 2010 et applicable au 1^{er} janvier 2010

- Amendement d'IFRS 2 — Transactions intra-groupe dont le fondement est fondé sur des actions et qui sont réglées en trésorerie— adopté par l'Union Européenne en mars 2010 et applicable au 1er janvier 2010

L'adoption de ces normes et interprétations n'a pas eu d'impact significatif sur les comptes consolidés intermédiaires au 30 septembre 2010.

En outre, le groupe n'applique pas les textes suivants, qui n'ont pas été adoptés par l'Union Européenne:

- IFRS 9 — Instruments financiers : classification et évaluation des actifs financiers
- Améliorations annuelles (2008-2010) des IFRS
- Amendement d'IAS 32— Classement des droits de souscription émis – adopté par l'Union Européenne en décembre 2009 et applicable au 1^{er} janvier 2011
- IAS 24 (Révisée) — Information relative aux parties liées – adopté par l'Union Européenne en juillet 2010 et applicable au 1^{er} janvier 2011
- Amendement d'IFRIC 14 — Paiement anticipé des exigences de financement minimal – adopté par l'Union Européenne en juillet 2010, et applicable au 1^{er} janvier 2011
- IFRIC 19 — Extinction de passifs financiers au moyen d'instruments de capitaux propres – adopté par l'Union Européenne en juillet 2010, et applicable au 1^{er} janvier 2011

La revue de ces normes, amendements et interprétations est en cours actuellement afin de mesurer l'impact potentiel sur les comptes consolidés. A ce stade, aucun impact significatif n'est identifié.

Utilisation d'estimations

Les principaux éléments comptables ayant recours à des estimations dans la préparation des Etats Financiers et qui peuvent avoir un impact matériel sur la valeur comptable des actifs et passifs au cours des prochaines périodes ou exercices sont relatifs :

- à l'amortissement des études multi-clients,
- à la dépréciation des actifs corporels et incorporels,
- aux coûts de développement,
- à l'évaluation des participations et immobilisations financières,
- à la valeur recouvrable des écarts d'acquisition et des actifs incorporels,
- aux impôts sur les sociétés,
- aux avantages postérieurs à l'emploi,

Jugements

Les principaux éléments comptables faisant l'objet de jugements de la part de la Direction du Groupe, lesquels peuvent avoir un impact matériel sur la valeur comptable des actifs et des dettes comptabilisée dans les Etats Financiers, sont relatifs:

- à la recouvrabilité des créances client,
- aux impôts différés actifs,
- à la juste valeur des actifs et passifs acquis dans le cadre des différentes allocations du prix d'acquisition,
- aux provisions pour risques, charges et litiges.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est reconnu lorsqu'il peut être estimé de manière fiable, lorsqu'il est probable que tous les avantages économiques associés à la transaction vont bénéficier au Groupe et lorsque les coûts associés à la transaction (supportés ou restant à supporter) peuvent être mesurés de manière fiable.

— *Etudes multi-clients*

Les études multi-clients représentent des études sismiques pour lesquelles une licence d'utilisation est cédée aux clients de façon non-exclusive. L'ensemble des coûts liés à l'acquisition, au traitement et à la finalisation des études est comptabilisé en immobilisations incorporelles. Les études multi-clients sont valorisées sur la base des coûts précédents moins les amortissements cumulés ou à leur juste valeur si cette dernière est inférieure. Le Groupe examine la librairie des études pour toute dépréciation potentielle des études indépendantes dans une logique de continuité d'exploitation.

Le chiffre d'affaires généré par les études multi-clients est composé des préfinancements et de la vente de licences d'utilisation après achèvement des études (« après-ventes »).

Préfinancements — d'une manière générale, le Groupe obtient des engagements d'achats de la part de clients avant l'achèvement même de l'étude sismique. Ces engagements couvrent tout ou partie des blocs de la zone d'étude. En contrepartie, le client est généralement habilité à intervenir directement dans la définition ou à participer aux spécifications du projet, et autorisé à accéder en priorité aux données acquises, le plus souvent à des conditions préférentielles d'achat. Les préfinancements sont reconnus en chiffre d'affaires selon la méthode à l'avancement, c'est à dire en fonction de l'avancement physique dudit projet. Le Groupe comptabilise les paiements qu'il reçoit durant les périodes de mobilisations comme des avances et ces paiements sont présentés dans le bilan en « Acomptes clients ».

Après-ventes — d'une manière générale, le Groupe accorde une licence d'utilisation permettant un accès non-exclusif à des données sismiques correctement formatées et dûment définies issues de la bibliothèque d'études multi-clients, en contrepartie d'un paiement fixe et déterminé. Le Groupe comptabilise le chiffre d'affaires à la signature du contrat et lorsque le client a accès aux données. Le client dispose d'un délai de 30 jours après signature et accès aux données pour exercer la garantie portant sur l'absence de défauts techniques du support sur lequel les données sont transmises (une bande magnétique). Si la garantie est exercée, le Groupe fournira les mêmes données sur une nouvelle bande magnétique. Le coût de la nouvelle bande est négligeable.

Après-ventes sur des contrats multi-blocs — le Groupe conclut des accords dans lesquels il octroie des licences d'accès pour un nombre déterminé de blocs de la bibliothèque d'études multi-clients. Ces contrats permettent au client de sélectionner des blocs spécifiques et d'accéder aux données sismiques correspondantes pour une durée limitée. Le Groupe comptabilise le chiffre d'affaires dès que le client a accès aux données et que le chiffre d'affaires peut être estimé de manière fiable. Le client dispose d'un délai de 30 jours après signature et accès aux données pour exercer la garantie portant sur l'absence de défauts techniques du support sur lequel les données sont transmises (une bande magnétique). Si la garantie est exercée, le Groupe fournira les mêmes données sur une nouvelle bande magnétique. Le coût de la nouvelle bande magnétique est négligeable.

— *Etudes exclusives*

Le Groupe réalise des services sismiques — acquisition, traitement, pour le compte de clients donnés. Le Groupe comptabilise le chiffre d'affaires lorsque ces services sont contractuellement exécutés selon la méthode à l'avancement, c'est-à-dire en fonction du taux d'exécution du contrat apprécié sur la base de coûts engagés en fonction de la réalisation effective de la prestation de services sur les coûts totaux estimés.

La facturation et les coûts relatifs aux transits des navires sismiques au démarrage de l'étude sont différés et reconnus sur la durée du contrat au rythme de l'avancement technique. Dans certains contrats d'études exclusives et dans un nombre limité d'études multi-clients, le Groupe s'engage à respecter certains objectifs. Le Groupe diffère la reconnaissance du chiffre d'affaires sur ces contrats jusqu'à ce que tous les objectifs, qui donnent au client un droit d'annulation ou de remboursement, soient atteints.

— *Vente de matériel*

Le chiffre d'affaires provenant de la vente de matériel est comptabilisé dans le compte de résultat quand le transfert à l'acheteur des risques et avantages significatifs liés à la propriété du matériel est effectif, lors de la livraison aux clients. Les acomptes et avances versés par les clients sont enregistrés en passifs courants.

— *Vente de logiciels et de matériel informatique*

Le chiffre d'affaires provenant de la vente de matériel informatique ou de logiciel est comptabilisé dans le compte de résultat quand le transfert à l'acheteur des risques et avantages significatifs liés à la propriété du matériel est effectif,

lors de l'acceptation du produit par le client, dès lors que le Groupe n'a plus d'obligations résiduelles significatives. Les acomptes et avances versés par les clients sont enregistrés en passifs courants.

Si la vente d'un logiciel ou d'un matériel informatique nécessite un aménagement particulier qui entraîne une modification ou une adaptation du produit, l'ensemble est comptabilisé, comme pour un contrat de prestation classique selon la méthode à l'avancement.

Si le contrat comporte de multiples sections (par exemple mises à jour ou améliorations, support client post-contractuel telle la maintenance, ou des services), le revenu est décomposé et affecté aux différents éléments du contrat sur la base de leur juste valeur respective, qui peut être différente de la ventilation indiquée dans le contrat. Chaque élément est comptabilisé selon la règle applicable à chaque section.

Le chiffre d'affaires relatif à la maintenance concerne notamment des contrats « support-clients » post livraison et est enregistré en « acomptes clients » et rattaché en produits au compte de résultat de manière linéaire sur la durée du contrat.

— *Autres prestations géophysiques*

Le chiffre d'affaires provenant des autres prestations géophysiques est comptabilisé dans le compte de résultat lorsque les prestations géophysiques ont été réalisées et, dans le cadre de contrats long-terme, suivant la méthode à l'avancement à la date de clôture.

— *Programmes de fidélisation des clients*

Le Groupe peut octroyer des crédits de prestations à ses principaux clients. Ces crédits sont déterminés contractuellement sur la base des volumes d'affaires annuels réalisés auprès de ces clients et facturés, et sont utilisables sur des services futurs. Ces crédits sont considérés comme un élément séparé de la vente initiale. Le chiffre d'affaires relatif à ces crédits n'est reconnu que lorsque l'obligation a été remplie.

Ces crédits sont mesurés à leur juste valeur sur la base des taux contractuels et des volumes d'affaires annuels prévisionnels.

Etudes multi-clients

Les études multi-clients représentent des études sismiques pour lesquelles une licence d'utilisation est cédée aux clients de façon non-exclusive. L'ensemble des coûts liés à l'acquisition, au traitement et à la finalisation des études est comptabilisé en immobilisations incorporelles. Les études multi-clients sont valorisées sur la base des coûts précédents moins les amortissements cumulés ou à leur juste valeur si cette dernière est inférieure. L'éventualité de dépréciation à constater est réexaminée de manière courante et au niveau pertinent en matière de données multi-client (études indépendantes). Le Groupe examine à chaque clôture la librairie des études pour toute dépréciation éventuelle des études au niveau pertinent (études ou groupes d'études indépendants).

Les études multi-clients sont amorties sur la période attendue de commercialisation des données au prorata du chiffre d'affaires comptabilisé par rapport au chiffre d'affaires total estimé.

Le Groupe retient cinq taux d'amortissement différents selon les catégories d'études : 50 %, 65 %, 75 %, 80 % ou 83,3 % du chiffre d'affaires. Le taux de 65% a été appliqué aux études acquises lors de l'intégration Veritas.

Les études multi-clients sont classées dans une même catégorie lorsqu'elles sont situées dans une même zone géographique avec les mêmes perspectives de ventes; ces estimations étant généralement fondées sur les historiques de ventes.

Pour toute catégorie d'études et à compter de la date de livraison, un amortissement linéaire minimum sur une période de cinq ans est pratiqué lorsque le total cumulé d'amortissements déterminé à partir des ventes est inférieur à cet amortissement.

Les études multi-clients acquises dans le cadre de la fusion avec Veritas et ayant fait l'objet d'une révision de valeur nette comptable dans le cadre du processus d'allocation du prix d'acquisition sont amorties sur la base de 65 % du chiffre d'affaires et dépréciées étude par étude en cas d'indication de perte de valeur.

Dépenses de développement

Les dépenses de recherche et développement, engagées dans le but d'acquérir un savoir-faire technique ou scientifique, sont enregistrées en charges de l'exercice où elles sont encourues, dans le poste « Coûts nets de recherche et développement ».

Les dépenses de développement, si elles concernent la découverte ou l'amélioration d'un processus, sont capitalisées si les critères suivants sont réunis :

- le projet est clairement identifié et les coûts qui s'y rapportent sont individualisés et suivis de façon fiable,
- la faisabilité technique du projet est démontrée,
- les ressources nécessaires pour mener le projet à son terme sont disponibles,
- il est probable que l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs. Le groupe doit démontrer, entre autres choses, l'existence d'un marché pour la production issue de l'immobilisation incorporelle ou pour l'immobilisation incorporelle elle-même ou, si celle-ci doit être utilisée en interne, son utilité.

Les dépenses capitalisées comprennent le coût des matériels, les salaires directs, ainsi qu'un prorata approprié de charges indirectes. Toutes les autres dépenses de développement sont enregistrées en charges de l'exercice où elles sont encourues, dans le poste « Coûts nets de recherche et développement ».

Les dépenses de développement capitalisées sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeurs constatées.

Les coûts de développement capitalisés sont amortis sur 5 ans.

Les frais de recherche et de développement en compte de résultat représentent le coût net des dépenses de développement qui ne sont pas capitalisées, des dépenses de recherche et des subventions acquises au titre de la recherche et du développement.

NOTE 2 - ACQUISITIONS ET CESSIONS

Le 22 janvier 2010, le navire sismique *Harmattan* a été vendu pour 3,4 millions de dollars U.S.

Le 9 février 2010, le Groupe a exercé son option d'achat concernant le navire sismique *Geo Challenger* pour un montant de 250 millions de couronnes norvégiennes. A cette même date, une notification de résiliation du contrat d'affrètement relatif au navire sismique *Pacific Titan* a également été envoyée.

Le 30 juin 2010, le Groupe a conclu avec Norfield AS un accord lui permettant d'acquérir la propriété du navire sismique *Voyager* en échange de certains actifs, dans le cadre de la restructuration de Norfield AS. Compte tenu de cet accord, 63,4 millions d'euros d'actifs à transférer ont été classés en « actifs destinés à la vente » dans le bilan au 30 septembre 2010. Cet accord fait l'objet de certaines conditions suspensives.

Le 1^{er} juillet 2010, le Groupe a pris livraison de l'*Oceanic Vega*, son nouveau navire sismique. Eidesvik Seismic Vessel AS, propriétaire de l'*Oceanic Vega*, est consolidé par mise en équivalence dans nos comptes depuis le 31 décembre 2009.

NOTE 3 - DETTES FINANCIERES

Le 26 février 2010, notre ligne de crédit renouvelable français de 35 M€a été remboursée.

Le 15 juillet 2010, nos facilités de crédit senior « Term Loan B » ont fait l'objet d'un avenant. Cet avenant a étendu la maturité de 348 MUS\$ des 515 MUS\$ restants dus au 30 juin 2010, de janvier 2014 à janvier 2016, et assoupli la plage de ratios financiers (covenants) à respecter.

En contrepartie, les taux d'intérêts applicables à l'ensemble des facilités de crédit senior ont augmenté de 1% pour les montants dont la maturité a été étendue.

La tranche dont la maturité a été étendue à 2016 verra sa maturité accélérée à février 2015 si les obligations à haut rendement à échéance de mai 2015 ne sont pas refinancées en février 2015.

L'avenant modifie les ratios financiers à respecter de la façon suivante :

- le seuil maximal de ratio EBITDAS/dette financière nette par trimestre et sur douze mois glissants : 2,75 jusqu'à fin 2011, 2,50 en 2012, 2,25 en 2013, 2 en 2014 et 1,75 en 2015
- le seuil minimal de ratio EDITDAS rapporté aux charges financières par trimestre et sur douze mois glissants : 3,50 jusqu'à fin 2012, 4 en 2013, 4,50 en 2014 et 5 en 2015.

La dette financière nette s'est élevée à 1 147,6 millions d'euros à fin septembre 2010 comparée à 918,7 millions d'euros au 31 décembre 2009.

Au 30 septembre 2010 le groupe disposait d'environ 6 millions d'euros de lignes de crédit court terme confirmées et non utilisées, et de 245 millions d'euros de lignes long terme non utilisées.

L'ensemble de nos ratios financiers étaient respectés au 30 septembre 2010.

NOTE 4 – CAPITAL ET PLANS D'OPTIONS

Au 30 septembre 2010, le capital social de la Société se composait de 151 416 626 actions de valeur nominale unitaire de 0,40 €

Nouveaux plans d'attribution de stock-options et d'actions gratuites sous conditions de performance

Le Conseil d'administration du 6 janvier 2010 a décidé d'attribuer 220 000 options de souscription d'actions à un bénéficiaire. Le prix de souscription a été fixé à 14,71 € Les options ont une durée de 8 ans, 110 000 de ces options de souscription d'actions sont acquises immédiatement, 55 000 seront acquises le 7 janvier 2011 et 55 000 le 7 janvier 2012.

Le Conseil d'administration du 22 mars 2010 a décidé d'attribuer :

- 1 348 150 options de souscription d'actions à 338 bénéficiaires, Le prix de souscription a été fixé à 19,44 € Les options ont une durée de 8 ans. Elles sont acquises par tiers sur les trois premières années du plan ;
- 509 925 actions gratuites sous conditions de performance à 332 bénéficiaires, dont 73 125 attribuées aux cadres dirigeants membres du Comité Exécutif (à l'exclusion du Président Directeur Général) ;
- 200 000 options de souscription d'actions au Président Directeur Général. Le prix d'exercice desdites options est de 19,44 € Les droits aux dites options seront acquis par tiers sur les trois premières années du plan d'une durée de 8 ans. Cette acquisition par tiers est soumise à des conditions de performance fondées sur la réalisation de l'un des trois objectifs suivants:
 - un objectif d'évolution du cours de bourse de l'action apprécié au regard de l'indice boursier SBF 120,
 - un objectif d'évolution du cours de bourse de l'ADS apprécié au regard de l'indice boursier PHLX Oil Services SectorSM (OSXSM),
 - un objectif d'indicateur financier d'EBITDAS, exprimé en US\$ et relié à l'objectif correspondant de la partie variable annuelle de la rémunération des Mandataires Sociaux.

Les autres conditions du plan sont celles du plan général mis en place pour les autres cadres dirigeants et salariés du groupe.

NOTE 5 - ANALYSE PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ ET ZONE GÉOGRAPHIQUE

Le Groupe est organisé depuis le 1er juillet 2010 en cinq divisions et opère dans deux secteurs d'activité distincts :

- Le secteur des services géophysiques qui comprend :
 - les « contrats Marine »: services d'acquisition marine menés par le Groupe pour le compte d'un client spécifique ;
 - les « contrats Terrestre »: services d'acquisition terrestre, en zones de transition et en eaux peu profondes, menées par le Groupe pour le compte d'un client spécifique ;
 - le Traitement et Imagerie : services de traitement et d'interprétation de données géophysiques et d'études de réservoir pour des tiers, au travers de centres ouverts (non-exclusifs) ou dédiés (à un client) ;
 - les Multi-clients : acquisitions de données sismiques menées par le Groupe et vendues à plusieurs clients sur une base non-exclusive.
- Le secteur des équipements géophysiques, opéré à travers Sercel Holding SA et ses filiales, est chargé de la fabrication et de la commercialisation des matériels et des équipements sismiques d'acquisition de données, pour les activités Terrestre et Marine.

L'information financière est présentée par secteur d'activité sur la base du système de reporting interne et de l'information segmentée interne utilisée pour piloter et mesurer la performance au sein du Groupe.

Les ventes internes entre les deux secteurs d'activité sont effectuées à des prix proches de ceux du marché et concernent principalement des ventes de matériels effectuées par le secteur équipements géophysiques au secteur Services géophysiques. Les ventes inter-secteurs et le résultat opérationnel en découlant, reconnus par le secteur des Equipements, sont éliminés en consolidation, et présentés dans la colonne « Éliminations et ajustements » dans les tableaux qui suivent.

Le résultat opérationnel présenté inclut des éléments exceptionnels qui sont mentionnés s'ils sont significatifs. Les frais de siège qui couvrent principalement les activités de direction, de financement et d'administration juridique et fiscale sont inclus dans la colonne "Éliminations et ajustements" dans les tableaux qui suivent. Le Groupe ne présente pas d'éléments du résultat financier par secteur d'activité dans la mesure où ces indicateurs ne sont pas suivis par secteur et la gestion des financements et placements est principalement effectuée au niveau de la société-mère.

Les actifs identifiables sont ceux utilisés dans l'activité de chaque secteur d'activité. Les actifs non affectés aux activités et ceux du siège sont relatifs aux actifs financiers et disponibilités.

En raison de la mobilité constante des nos actifs, les actifs identifiables de chaque secteur ne sont pas présentés par zone géographique.

Les tableaux ci-après présentent le chiffre d'affaires, le résultat opérationnel et les actifs identifiables par secteur d'activité, ainsi que le chiffre d'affaires par zone géographique (localisation client).

Analyse par Secteur d'activité

(en millions d'euros)	Pour le trimestre clos le 30 septembre 2010				Pour le trimestre clos le 30 septembre 2009			
	Services	Equipe- ments	Elimina- tions et Ajuste- ments	Total Consolidé	Services (a)	Equipe- ments	Elimina- tions et Ajuste- ments (a)	Total Consolidé
Chiffre d'affaires tiers	363,7	154,0		517,7	400,0	112,2	-	512,2
Chiffre d'affaires inter secteurs...	0,3	40,3	(40,6)	-	-	30,4	(30,4)	-
Chiffre d'affaires total	364,0	194,3	(40,6)	517,7	400,0	142,6	(30,4)	512,2
Autres produits des activités ordinaires	-	0,9		0,9	4,1	1,0	-	5,1
Total produits des activités ordinaires	364,0	195,2	(40,6)	518,6	404,1	143,6	(30,4)	517,3
Résultat d'Exploitation	(12,2)	57,9	(24,5)^(b)	21,2	29,0	25,2	(13,5)^(b)	40,7
Résultat des sociétés mises en équivalence	(1,4)	0,2		(1,2)	2,9	-	-	2,9
Acquisition d'immobilisations (c)	118,1	6,8	7,5	132,4	85,7	17,6	0,2	103,5
Dotation aux amortissements (d)	(89,7)	(9,1)	(0,3)	(99,1)	162,6	7,3	(46,2)	123,7
Investissements dans les sociétés mises en équivalence	-	-	-	-	-	-	-	-

(a) L'information relative au secteur Services pour le trimestre clos le 30 septembre 2009 a été retraitée pour refléter les changements intervenus au sein de notre reporting financier interne en 2010 : (i) le résultat d'exploitation du secteur Services est présenté après élimination des charges d'amortissement relatives aux investissements antérieurs réalisés par le secteur Services auprès du secteur Equipements (ii) les investissements de l'exercice du secteur Services sont présentés après élimination de la marge inter-secteur. Ces éliminations étaient auparavant présentées dans la colonne « Eliminations et Ajustements ».

(b) y compris des frais de siège s'élevant à 8,1 M€ pour le 3^{ème} trimestre 2010 contre 7,6 M€ pour le 3^{ème} trimestre 2009.

(c) y compris (i) des acquisitions d'études multi-clients pour un montant de 49,4 M€ pour le 3^{ème} trimestre 2010 contre 47,3 M€ pour le 3^{ème} trimestre 2009, (ii) des immobilisations acquises en crédit-bail pour 9,9 M€ pour le 3^{ème} trimestre 2009 et aucune pour le 3^{ème} trimestre 2009, (iii) et des coûts de développement capitalisés pour un montant de 8,9 M€ pour le 3^{ème} trimestre 2010 contre 2,8 M€ pour le 3^{ème} trimestre 2009 pour le secteur des Services. Les coûts de développement capitalisés pour le secteur des Equipements s'élèvent à 0,6 M€ pour le 3^{ème} trimestre 2010 contre 0,2 M€ pour le 3^{ème} trimestre 2009.

(d) y compris l'amortissement d'études multi-clients pour un montant de 45,8 M€ pour le 3^{ème} trimestre 2010 contre 61,0 M€ pour le 3^{ème} trimestre 2009.

(en millions de US\$) (a)	Pour le trimestre clos le 30 septembre 2010				Pour le trimestre clos le 30 septembre 2009			
	Services	Equipe- ments	Éliminations et ajustements	Total Consolidé	Services	Equipe- ments	Éliminations et ajustements	Total Consolidé
Chiffre d'affaires tiers	460,6	195,7		656,3	570.9	160.5	-	731.4
Chiffre d'affaires inter secteurs.	0,5	51,2	(51,7)	-	-	42.8	(42.8)	-
Chiffre d'affaires total	461,1	246,9	(51,7)	656,3	570.9	203.3	(42.8)	731.4
Autres produits des activités ordinaires	-	1,2		1,2	5.7	1.3		7.0
Produits des activités ordinaires	461,1	248,1	(51,7)	657,5	576.6	204.6	(42.8)	738.4
Résultat opérationnel.....	(16,5)	74,0	(31,0)	26,5	40,7	36.5	(19,5)	57.7

(a) Correspond à la différence entre les données cumulées au 30 septembre en dollars US\$ et le premier semestre en US\$

(en millions d'euros)	Pour les neuf mois clos le 30 septembre 2010				Pour les neuf mois clos le 30 septembre 2009			
	Services	Equipements	Eliminations et Ajustements	Total Consolidé	Services (a)	Equipements	Eliminations et Ajustements (a)	Total Consolidé
Chiffre d'affaires tiers	1 082,5	431,2		1 513,7	1 333,6	399,7	-	1 733,3
Chiffre d'affaires inter secteurs	0,5	112,6	(113,2)	-	0,5	72,1	(72,6)	-
Chiffre d'affaires total.....	1 083,1	543,8	(113,2)	1 513,7	1 334,1	471,8	(72,6)	1 733,3
Autres produits des activités ordinaires	-	2,5	-	2,5	4,2	2,5	-	6,7
Total produits des activités ordinaires.....	1 083,1	546,3	(113,2)	1 516,2	1 338,3	474,3	(72,6)	1 740,0
Résultat d'Exploitation	2,0	143,9	(70,0)^(b)	75,9	70,4	108,2	(54,1)^(b)	124,5
Résultat des sociétés mises en équivalence	(3,4)	0,2	-	(3,3)	5,3	-	-	5,3
Acquisition d'immobilisations (c).....	329,8	19,1	7,5	356,4	317,7	26,4	0,6	344,7
Dotation aux amortissements (d).....	263,4	26,2	1,1	290,7	350,1	21,0	1,3	372,4
Investissements dans les sociétés mises en équivalence	-	-	-	-	-	4,0	-	4,0
Actifs identifiables	4 202,2	805,4	(260,5)	4 747,1	4 152,6	728,8	(243,6)	4 637,8
Actifs non affectés aux activités.....				<u>332,4</u>				<u>643,7</u>
Total des Actifs.....				<u>5 079,5</u>				<u>5 281,5</u>

(a) l'information relative au secteur Services au 30 septembre 2009 a été retraitée pour refléter les changements intervenus au sein de notre reporting financier interne en 2010 : (i) le résultat d'exploitation du secteur Services est présenté après élimination des charges d'amortissement relatives aux investissements antérieurs réalisés par le secteur Services auprès du secteur Equipements (ii) les investissements de l'exercice du secteur Services sont présentés après élimination de la marge inter-secteur. Ces éliminations étaient auparavant présentées dans la colonne « Eliminations et Ajustements ».

(b) y compris des frais de siège s'élevant à 29,7 M€ pour les neuf premiers mois clos le 30 septembre 2010 contre 27,9 M€ à période comparable en 2009.

(c) y compris (i) des acquisitions d'études multi-clients pour un montant de 177,4M€ pour les neuf premiers mois clos le 30 septembre 2010 contre 191,8 M€ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2009, (ii) des immobilisations acquises en crédit bail pour 9,9 M€ au 30 septembre 2010 et de 22,7 M€ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2009, (iii) des coûts de développement capitalisés pour un montant de 15,7 M€ au 30 septembre 2010 contre 9,2 M€ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2009 pour le secteur des Services. Les coûts de développement capitalisés pour le secteur des Equipements s'élèvent à 2,0 M€ pour les neuf premiers mois clos au 30 septembre 2010 contre 1,2 M€ pour les neuf premiers mois clos le 30 septembre 2009.

(d) y compris l'amortissement d'études multi-clients pour un montant de 126,0 M€ pour les neuf mois clos le 30 septembre 2010 contre 150,0 M€ pour les 9 mois clos le 30 septembre 2009.

(en millions de US\$)	Pour les neuf premiers mois clos le 30 septembre 2010				Pour les neuf premiers mois clos le 30 septembre 2009 (a)			
	Services (a)	Equipe- ments (b)	Éliminations et ajustements	Total Consolidé (c)	Services	Equipe- ments	Éliminations et ajustements	Total Consolidé
Chiffre d'affaires tiers	1 431,6	567, 7		1 999,3	1 816,6	544,8	-	2 361,4
Chiffre d'affaires inter secteurs.....	0,7	148, 2	(148,9)	-	0,7	98,3	(99,0)	-
Chiffre d'affaires total	1 432,3	715, 9	(148,9)	1 999,3	1 817,3	643,1	(99,0)	2 361,4
Autres produits des activités ordinaires	-	3,3	-	3,3	5,7	3,4	-	9,1
Produits des activités ordinaires.....	1 432,3	719,2	(148,9)	2 002,6	1 823,0	646,5	(99,0)	2 370,5
Résultat opérationnel.....	2,7	189, 4	(91,8)	100,3	96,0	147,5	(74,1)	169,4

(a) Les montants en dollar US représentent les montant en Euro convertis au taux moyen de 1,323 US\$ pour 1 euro en 2010 et au taux moyen de 1,3622 US\$ pour 1 euro en 2009

(b) Les montants en dollar US pour le secteur équipements sont convertis au taux moyen de 1,317 US\$

(c) Le montant total consolidé en dollar US est converti au taux moyen de 1,321 qui correspond au taux moyen pondéré du chiffre d'affaires de chaque secteur

Chiffre d'affaires par zone géographique

Les tableaux ci-après présentent les chiffres d'affaires consolidés par destination géographique et leur poids par rapport au chiffre d'affaires consolidé total, respectivement pour chacune des périodes sous revue :

	3 ^{ème} trimestre clos le 30 septembre					
	2010			2009		
Exceptés les pourcentages, en millions de	€	US\$ (a)		€	US\$ (a)	
Amérique du nord	137,0	174,0	27%	105,8	150,8	21%
Amérique latine	54,2	68,4	10%	55,2	77,1	11%
Europe, Afrique et Moyen Orient ..	232,3	295,4	45%	243,6	346,9	47%
Asie Pacifique.....	94,2	118,5	18%	107,6	156,6	21%
Total	517,7	656,3	100%	512,2	731,4	100%

(a) Correspond à la différence entre les données au 30 septembre en dollars US\$ et le premier semestre en US\$

Neuf mois clos le 30 septembre

	2010		2009	
	€	US\$ (a)	€	US\$ (a)
Exceptés les pourcentages, en millions de				
Amérique du nord	389,8	514,8 26 %	348,6	474,9 21%
Amérique latine	169,9	224,4 11%	126,9	172,9 7%
Europe, Afrique et Moyen Orient ..	645,6	852,8 43%	786,4	1,071,4 45%
Asie Pacifique.....	308,4	407,3 20%	471,4	642,2 27%
Total	1 513,7	1 999,3 100%	1 733,3	2 361,4 100%

(a) Les montants en dollar US représentent les montant en euro convertis au taux moyen de 1,321 US\$ pour 1 euro en 2010 et au taux moyen de 1,362 US\$ pour 1 euro en 2009

NOTE 6 -AUTRES PRODUITS ET CHARGES

Plan de restructuration marine

Au cours des neuf premiers mois clos le 30 septembre 2010, le Groupe a décaissé environ 30 millions de dollars US au titre du plan de restructuration marine de 2009. Ces coûts ont été compensés par les reprises de provisions correspondantes.

NOTE 7 – ENGAGEMENTS ET LITIGES

Obligations contractuelles et engagements hors bilan

Le 5 mars 2010, le Groupe a étendu la durée du contrat d’affrètement du navire sismique *Vanquish* jusqu’à Novembre 2020. A l’issue de cette période d’extension, soit deux périodes complémentaires de 5 ans ou une option d’achat pour MUS\$44 pourront être exercées.

Le 17 juin 2010, le Groupe a étendu la durée du contrat d’affrètement « coque nue » du navire sismique *Endeavour* jusqu’en mars 2018 pour un engagement additionnel de 30 MUS\$, avec deux options d’extension de 5 ans complémentaires.

Litiges et autres risques

Le 29 janvier 2010, le jury populaire de Texarkana, Texas a déclaré que la société Sercel Inc avait contrefait le brevet américain n°5 852 242 et que le plaignant, la société ION Geophysical Corporation, avait droit à 25,2 millions de dollars U.S. de dédommagement pour les pertes de profit subies. Le 16 septembre 2010, le tribunal de Texarkana a cassé le jugement du jury populaire sur une des théories de contrefaçon prétendue par la société ION. Le tribunal a maintenu aussi le jugement du jury populaire sur une des théories de contrefaçon et de validité de brevet. Le tribunal a réduit le montant des dommages à 10,7 millions de dollars.

Les parties attendent maintenant que le jugement final soit rendu par le Tribunal avant toute nouvelle action. Le Tribunal avait déjà déclaré que des revendications relatives aux produits étaient invalides et qu’une autre revendication relative aux méthodes de fabrication n’était pas enfreinte. Sercel estime ne pas contrefaire le brevet en cause.

Il est estimé que cette action en justice n’est pas de nature à avoir des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité du groupe. En conséquence, il n’a été fait l’objet d’aucune provision dans les comptes, en dehors des frais inhérents à la préparation de la défense.

NOTE 8 – ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Le 1^{er} octobre 2010, le Groupe a pris livraison de l'immeuble « Galileo » situé à Massy, pour une durée contractuelle de 12 ans avec option d'achat qui pourra être exercée à partir de la fin de la sixième année, et jusqu'à la fin du contrat de crédit-bail.

Le 21 octobre 2010, le Conseil d'administration a décidé d'attribuer 120 000 options de souscription d'actions à trois bénéficiaires. Le prix de souscription a été fixé à 16,87 € Les options ont une durée de 8 ans. Elles sont acquises par tiers sur les trois premières années du plan

Le 4 novembre 2010, le crédit bancaire français datant du 7 février 2007 a fait l'objet d'un avenant afin d'aligner le niveau des ratios financiers (covenants) à ceux de nos facilités de crédit senior « Term Loan B » et d'étendre la maturité de 2 ans de février 2012 à février 2014. Le ratio « dette financière nette/ EBITDA » est passé de 2.25 à 2.75 en 2010 baissant ensuite à 2.0 en 2014, le ratio « EBITDA / intérêts financiers » passe de 4.0 à 3.50 en 2010 et augmente ensuite à 4.50 en 2014.

Suite à cet avenant, les taux d'intérêts ont augmenté de 25 points de base à Libor+325, ajustés en fonction du rating de CGG-Veritas par les agences de notation.

10.8. LITIGES ET ARBITRAGES

La Société fait l'objet de réclamations et d'actions judiciaires dans le cours normal de son activité. A ce jour, il n'existe aucune procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage y compris toute procédure dont la Société a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des 12 derniers mois, des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société et/ou de son groupe.

Le 20 octobre 2006, une procédure a été intentée à l'encontre de Sercel Inc., filiale de CGGVeritas devant les juridictions américaines ("United States District Court for the Eastern District of Texas"). Cette action est fondée sur une prétendue contrefaçon par certains équipements d'acquisition sismique de Sercel incluant des composants MEMS (Micro Electromechanical systems) d'un brevet détenu par le demandeur. Le 29 janvier 2010 un jury de Texarkana (Texas) a déclaré Sercel Inc. coupable de violation du brevet américain US Patent no. 5 852 242, accordant ainsi à ION Geophysical Corporation 25,2 millions de dollars U.S. de dommages au titre du manque à gagner. Sercel a déposé une requête demandant à la Cour d'annuler le verdict du jury pour plusieurs motifs, notamment l'absence d'apport par ION de preuves irréfutables que Sercel a porté atteinte au brevet ainsi que son invalidité, ION n'ayant pas décrit dans le brevet la meilleure façon de réaliser l'invention. Le 21 septembre 2010, la Cour de Texarkana a rejeté le verdict du jury qui reprochait à Sercel Inc de contrefaire le brevet américain N° 5 852 242 tel que revendiqué par ION Geophysical. La Cour a aussi confirmé le verdict du jury validant le brevet, et admettant son non respect sur certains autres fondements. La Cour a également conclu que la demande d'indemnisation d'ION pour manque à gagner de 25,2 millions de dollars U.S. n'était pas recevable et a réduit le montant des dommages et intérêts à 10,7 millions de dollars U.S. Les parties sont dans l'attente du jugement final de la Cour qui statuera sur les dernières motions échangées entre les parties et sur les termes de l'injonction qui sera appliquée à Sercel Inc. Une fois le jugement final rendu, Sercel Inc aura le droit de faire appel en vue d'infirmer les décisions de la Cour qui ne sont pas en sa faveur, y compris celles venant confirmer le verdict du Jury soutenant que Sercel aurait contrefait le brevet d'ION, en important et vendant aux Etats-Unis d'Amérique un produit fabriqué en France et utilisant la méthode de fabrication du brevet ION, ainsi que le verdict du Jury considérant le brevet comme valide bien qu'ION n'ait pas décrit dans le brevet la meilleure façon de réaliser l'invention. Sercel considère que les accusations résiduelles de contrefaçon de la part d'ION restent totalement infondées.

10.9. ENGAGEMENTS HORS BILAN DU GROUPE DEPUIS LE 30 SEPTEMBRE 2010

Les engagements figurant dans cette section complètent ceux détaillés à la Note 8 (« Evènements postérieurs à la clôture ») des comptes consolidés au 30 septembre 2010 (voir la section 10.1 de la présente actualisation du Document de Référence).

Le 26 novembre 2010, le Groupe a étendu la durée du contrat d'affrètement « coque nue » du navire sismique Master jusqu'en décembre 2015.

Le 29 novembre 2010, le Groupe a étendu la durée du contrat d'affrètement à temps du navire sismique Veritas Viking jusqu'en novembre 2013.

Le 13 janvier 2011, le Groupe a étendu dans le cadre des accords avec Norfield AS, les contrats d'affrètement « coque nue » des navires sismiques Champion jusqu'en décembre 2019 et Bergen Surveyor jusqu'en décembre 2012. Le Groupe a également conclu un contrat d'affrètement « coque nue » du navire sismique Venturer jusqu'en décembre 2012, navire cédé à Norfield AS conformément à ces mêmes accords.

Le montant total de ces engagements additionnels s'élève à 64 millions de dollars U.S.

Compte-tenu de la réduction des engagements liés au Geowave Voyager (acquis en pleine propriété dans le cadre des accords avec Norfield AS), la variation nette des engagements est une diminution de 58 millions de dollars U.S.

CHAPITRE XI :

PERSPECTIVES D'AVENIR

Les renseignements concernant ce chapitre sont décrits dans le Document de Référence.

Ces renseignements restent, à la date du présent document, exacts et sont mis à jour par les informations figurant ci-dessous :

11.1. Contexte de marché

Exploration et production

Le Groupe considère que la demande d'énergie est revenue aujourd'hui à son plus haut niveau, avec une consommation estimée à près de 88 millions de barils par jour en 2010 contre environ 85 millions en 2009, dans un contexte général où le remplacement des réserves demeure limité et où l'exploration est rendue de plus en plus difficile. Les dépenses globales d'Exploration-Production (E&P) augmentent donc significativement afin de faire face à ces défis, en étant passées de 346 milliards de dollars US en 2006 à 399 milliards en 2009 et selon les estimations à près de 445 milliards en 2010. Pour 2011, la croissance de ces dépenses devrait se poursuivre pour se situer, selon les estimations de Barclays, dans une fourchette de 10 à 15%.

Equipements et services géophysiques

Le Groupe estime que les activités sismiques pourraient croître en valeur encore plus vite que les dépenses d'Exploration-Production. Le marché de l'équipement géophysique pourrait ainsi croître de plus de 5% en 2011, cette croissance résultant à la fois de l'innovation en matière d'offre, de la croissance de l'intensité technologique de la demande sismique et des dynamismes régionaux. Le marché des services géophysiques pourrait pour sa part connaître une croissance de plus de 20% en volume en 2011, avec un renforcement de l'activité dans la plupart des zones traditionnelles (Moyen-Orient, Brésil, Mer du Nord, Angola ; étant précisé sachant toutefois que des incertitudes demeurent sur le Golfe du Mexique) et une demande accrue pour les technologies à forte valeur ajoutée.

11.2. Communiqués de presse récents

Paris, le 4 juin 2010

CGGVeritas (ISIN: 0000120164 – NYSE: CGV) annonce ce jour que le Fonds Stratégique d'Investissement (FSI) a déclaré avoir franchi le seuil de 5% du capital suite à l'achat d'actions sur le marché.

CGGVeritas salue l'entrée à son capital de ce nouvel actionnaire long terme. Le FSI proposera un administrateur au conseil d'administration de CGG Veritas.

Robert Brunck, Président-Directeur Général, a commenté : « La présence du FSI dans notre capital vient renforcer la base actionnariale long terme de CGGVeritas. C'est à la fois un signe de reconnaissance pour notre groupe et un soutien important pour accompagner la mise en œuvre de notre stratégie, basée sur le développement de produits et services à fort contenu technologique et la création de valeur pour tous nos actionnaires. »

Paris, le 15 juin 2010

CGGVeritas (ISIN : 0000120164 – NYSE : CGV) annonce le lancement de BroadSeis, sa nouvelle offre de services intégrés en sismique marine de haute résolution. BroadSeis est une solution innovante qui par la mise en œuvre de configurations spécifiques de streamers solides Sentinel, associée à une technologie d'imagerie brevetée permet aux

compagnies pétrolières de disposer de données sismiques dans une bande de fréquences élargie conduisant à des images du sous-sol d'une qualité supérieure.

Broadseis tire bénéfice des qualités remarquables du streamer solide Sentinel de Sercel, notamment de sa faible sensibilité au bruit et de sa capacité à être mis en œuvre dans des configurations permettant d'enregistrer une octave supplémentaire ou plus en basse fréquence. Les streamers Sentinel sont conçus pour enregistrer les données en étant immergés à de plus grandes profondeurs tout en étant plus silencieux que les autres streamers de l'industrie. BroadSeis, en associant ces qualités du Sentinel à des configurations géométriques innovantes et à notre nouvelle technologie d'imagerie récemment brevetée, permet de tirer pleinement parti d'un signal de grande qualité et enregistré sur une plus large bande de fréquences.

Robert Brunck, Président et Directeur Général de CGGVeritas, a commenté: « BroadSeis est un réel progrès pour l'imagerie de haute résolution appliquée aux réservoirs. BroadSeis mobilise toute la gamme technologique de CGGVeritas pour obtenir en Marine des données plus précises et plus riches en contenu fréquentiel. Cette offre de services, totalement 3D, est idéale pour les acquisitions « wide azimuth » et plus généralement pour l'imagerie et la caractérisation des réservoirs. Elle est immédiatement disponible sur tous nos bateaux équipés de streamers solides, soit la plus grande partie de notre flotte. Les résultats obtenus avec BroadSeis sont remarquables et constituent une nouvelle avancée technologique dans l'imagerie sismique. »

Rio de Janeiro, Brésil, le 16 juin 2010

CGGVeritas (ISIN : 0000120164 – NYSE : CGV) annonce ce jour la signature d'un accord de coopération technologique avec Petrobras, la société pétrolière brésilienne, pour le développement et la mise en œuvre conjoints de nouvelles technologies dans le domaine de la géophysique.

Cet accord définit les modalités des projets de recherche qui seront menés en commun pendant une période de trois ans, dans des domaines spécifiques tels que celui du traitement de données sismiques 4D, de l'imagerie et de la géophysique de réservoir.

Ces projets de recherche seront menés dans un Centre Technologique que CGGVeritas vient d'ouvrir à Rio de Janeiro. L'accord de coopération technologique a été signé par Robert Brunck, Président-Directeur Général de CGGVeritas, lors de la cérémonie d'inauguration de ce nouveau centre.

Pour les opérateurs du secteur pétrolier et gazier brésilien, ce centre de Technologie propose un accès direct aux technologies géophysiques développées mais aussi à des projets sur-mesure avec une équipe de chercheurs dédiée et spécialisée dans la résolution des défis géophysique régionaux.

Le Centre de Technologie de Rio développe également des partenariats avec un certain nombre de grandes universités telles que l'Université d'Etat de Campinas, l'Université Fédérale du Pará et l'Université d'Etat de Norte Fluminense, réputées au Brésil comme centres d'excellence en géophysique.

Robert Brunck, Président-Directeur Général de CGGVeritas, a déclaré: « C'est un grand honneur de signer cet accord de coopération technologique avec Petrobras, un des leaders dans le domaine de l'énergie, et avec qui nous avons eu le privilège de travailler depuis 1961, dans les domaines de l'acquisition et du traitement. Nous nous réjouissons de renforcer ce partenariat réussi et d'élargir notre coopération technique à travers la poursuite conjointe de projets stratégiques de R&D en vue de développer des technologies innovatrices et adaptées aux défis géologiques du Brésil et plus largement de l'Amérique Latine.»

Paris, le 1^{er} juillet 2010

CGGVeritas (ISIN : 0000120164 – NYSE : CGV) : Comme annoncé en début d'année, le Conseil d'Administration de CGGVeritas réuni le 30 juin 2010 sous la présidence de Robert Brunck a décidé de dissocier la fonction de Président

de celle de Directeur Général. Robert Brunck conserve la présidence du Conseil d'Administration et Jean-Georges Malcor, est nommé Directeur Général de la Société.

Commentant cette décision, Robert Brunck a déclaré: « Jean-Georges et moi avons travaillé ensemble depuis début janvier pour préparer cette évolution de notre gouvernance. Nous partageons la même vision pour renforcer la position de premier rang de notre groupe à travers ses technologies de pointe et son excellence opérationnelle. Je sais que Jean-Georges a toutes les compétences et les qualités managériales et personnelles pour diriger le groupe et poursuivre avec succès son développement. En tant que Président du Conseil d'Administration, je continuerai à m'attacher à la bonne gouvernance du groupe et à ce que CGGVeritas poursuive sa stratégie de croissance rentable».

Jean-Georges Malcor a déclaré : « Au-cours de mes nombreuses visites de ces derniers mois, j'ai pu constater les atouts technologiques de l'entreprise et l'engagement des équipes à travers le monde ainsi que la qualité des relations développées avec nos clients et nos partenaires. Je suis très fier d'assurer après Robert Brunck la direction de ce groupe d'excellence et très honoré de la confiance que m'accorde le Conseil d'Administration. J'emploierai toute mon énergie à poursuivre le développement de CGGVeritas, pour le bénéfice de ses employés, de ses clients et de ses actionnaires».

Paris, le 8 juillet 2010

CGGVeritas (ISIN: 0000120164 – NYSE: CGV) communique ce jour les taux d'utilisation de ses navires au second trimestre 2010.

Taux d'utilisation des navires au second trimestre 2010 :

- Le **taux de disponibilité¹ des navires s'établit à 92%**. Il se compare à un taux de disponibilité des navires de 90% au premier trimestre 2010 et de 89% au second trimestre 2009.
- Le **taux de production² des navires s'établit à 92%**. Ce taux de production se compare à un taux de production des navires de 92% au premier trimestre 2010 et de 88% au second trimestre 2009.

Répartition de la flotte au second trimestre 2010 :

Au cours de ce trimestre, les navires 3D ont opéré à 73% sur des contrats exclusifs et à 27% sur des programmes multi-clients.

Livraison du navire 3D Oceanic Vega :

CGGVeritas a pris livraison le 1er juillet de l'Oceanic Vega, un navire sismique 3D en copropriété avec Eidesvik. L'Oceanic Vega est le navire le plus grand et le plus puissant de sa catégorie, alors que son impact sur l'environnement est des plus réduits. Son architecture Ulstein SX120 est de conception nouvelle et sa construction lui permet d'opérer dans les zones arctiques. Il est équipé des technologies marines et sismiques les plus récentes, a une capacité de traction de 20 steamers et dans un premier temps opérera avec 16 streamers solides Sentinel Sercel et le système acoustique de positionnement Nautilus. C'est la configuration la plus performante de l'industrie pour les études marine 3D de haut de gamme, particulièrement les études wide-azimuth et BroadSeisTM.

¹ - *Le taux de disponibilité des navires* qui mesure la disponibilité structurelle de nos navires. Cet indicateur relatif à l'ensemble de la flotte, correspond au temps navires total réduit de la somme du temps en chantier, du temps de « standby » entre contrats et du temps en transit (temps disponible), le tout divisé par le temps navires total de la période.

² - *Le taux de production des navires* qui mesure l'utilisation effective de nos navires lorsqu'ils sont disponibles. Cet indicateur relatif à l'ensemble de la flotte, correspond au temps disponible réduit du temps improductif, le tout divisé par le temps disponible.

Paris, le 30 juillet 2010

CGGVeritas (ISIN: 0000120164 – NYSE: CGV) annonce ce jour les résultats consolidés, non audités, du deuxième trimestre 2010. Sauf indication particulière, toutes les comparaisons sont faites d'une année sur l'autre. Tous les résultats 2009 sont présentés avant charges exceptionnelles.

- Le chiffre d'affaires du Groupe est de \$647 millions, en baisse de 17% d'une année sur l'autre, incluant l'effet de l'ajustement de notre capacité marine que nous avons réalisé. Par rapport au trimestre précédent, le chiffre d'affaires est en baisse de 7%, en raison de la démobilisation des équipes terrestres de l'Arctique et du faible niveau des ventes multi-clients dans le Golfe du Mexique et au Brésil
- Le taux de marge opérationnelle du Groupe est de 6%. Celui de Sercel est en nette progression à 27%. Les Services maintiennent une marge opérationnelle légèrement positive malgré un faible niveau d'après-ventes multi-clients et des prix toujours bas en marine
- Le résultat net est de \$8 millions
- Le ratio d'endettement net sur capitaux propres est de 39%
- Le carnet de commandes au 1er juillet 2010 est stable à \$1,5 milliard

Chiffres Clés du deuxième trimestre 2010

En millions de \$	Premier Trimestre	Deuxième Trimestre	
	2010	2010	2009
Chiffres d'affaires Groupe	696	647	779
Sercel	222	247	239
Services	511	460	558
Résultat Opérationnel Groupe	37	37	67
<i>Taux de marge</i>	<i>5%</i>	<i>6%</i>	<i>9%</i>
Sercel	50	66	57
<i>Taux de marge</i>	<i>22%</i>	<i>27%</i>	<i>24%</i>
Services	14	5	36
<i>Taux de marge</i>	<i>3%</i>	<i>1%</i>	<i>6%</i>
Résultat Net	1	8	23
<i>Taux de marge</i>	<i>0%</i>	<i>1%</i>	<i>3%</i>
Dette Nette	1 343	1 452	1 499
<i>Ratio dette nette sur capitaux propres</i>	<i>35%</i>	<i>39%</i>	<i>36%</i>

Jean-Georges Malcor, Directeur Général de CGGVeritas, a déclaré :

“Les résultats du deuxième trimestre 2010 sont conformes à nos attentes malgré le ralentissement de nos ventes multi-clients marine lié à la situation du Golfe du Mexique et au retard de la publication de la nouvelle loi sur les zones pré-sel du Brésil. Sercel a continué de se renforcer ce trimestre, grâce à d'importantes livraisons de streamers Sentinel pour équiper à la fois des bateaux neufs et accroître la capacité de bateaux existants.

A l'avenir, les ventes de Sercel, en terrestre comme en marine, devraient rester à des niveaux élevés, pour répondre aux besoins technologiques croissants liés à l'imagerie sismique de haute résolution. Dans les Services, l'activité commerciale reste soutenue avec des opportunités nouvelles dans la plupart des régions. Toutefois, l'incertitude concernant l'activité dans le Golfe du Mexique pourrait encore peser sur le niveau des ventes multi-clients à venir et probablement retarder l'absorption de la surcapacité marine en cas de repositionnement des navires sismiques vers d'autres bassins.

Notre nouvelle organisation nous permettra d'améliorer la performance opérationnelle de chacun de nos métiers et d'intensifier notre développement technologique. Nous tirerons également parti de notre gamme étendue de services et d'équipements, pour proposer des solutions innovantes à nos clients. BroadSeis, notre offre de services intégrés en sismique marine de haute résolution, annoncée le mois dernier et qui fait l'objet de plusieurs brevets, a reçu un excellent accueil de la part de nos clients, et de nombreux tests sont déjà programmés à travers le monde".

Résultats Financiers du deuxième trimestre 2010

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du Groupe est en baisse de 17% en \$ et de 13% en € d'une année sur l'autre en raison principalement du programme d'ajustement de notre capacité marine. Le chiffre d'affaires du Groupe est en baisse séquentielle de 7% en \$.

En millions	Premier Trimestre	Deuxième Trimestre		Deuxième Trimestre	
	2010 (\$)	2010 (\$)	2009 (\$)	2010 (€)	2009 (€)
Chiffres d'affaires Groupe	696	647	779	498	573
Sercel	222	247	239	191	175
Services	511	460	558	353	409
<i>Eliminations</i>	<i>-37</i>	<i>-60</i>	<i>-17</i>	<i>-46</i>	<i>-12</i>
Marine contrat	203	195	261	150	191
Terrestre contrat	114	79	83	62	61
Traitement	94	94	97	72	72
Multi-client	100	92	116	70	86
MC marine	74	60	103	46	76
MC terrestre	26	32	13	24	10

Sercel

Le chiffre d'affaires est en hausse de 3% en \$ et de 9% en € d'une année sur l'autre. Par rapport au trimestre précédent, le chiffre d'affaires augmente de 11% en \$ et le taux de marge croît de 5 points à 27%, confirmant ainsi la position de leader technologique de Sercel dans un marché des équipements sismiques en reprise.

Les ventes d'équipements marine ont été élevées ce trimestre, soutenues par les ventes du nouveau système de fond de mer SeaRay® OBC et par une demande croissante en streamers solides Sentinel® destinés à équiper de nouveaux navires et mettre à niveau certaines configurations existantes. Le bon niveau des ventes en équipements terrestre est lié à la croissance de l'activité dans certaines régions et plus globalement à l'augmentation du nombre de canaux d'enregistrement par système.

Les premières ventes en Chine de sondes Sercel Metrolog pour les mesures de pression et de température dans les puits, ont été réalisées ce trimestre. Par ailleurs l'installation du premier système optique permanent de fond de mer, l'Optowave™ de Sercel, a commencé sur un champ en mer du Nord.

Les ventes internes ont représenté 24% du chiffre d'affaires total de Sercel.

Services

Le chiffre d'affaires des Services est en baisse de 18% en \$ et de 14% en € d'une année sur l'autre. Par rapport au trimestre précédent, le chiffre d'affaires est en baisse de 10% en \$ et le taux de marge opérationnel est de 1%.

- Le chiffre d'affaires en **acquisition contractuelle marine** est en baisse d'une année sur l'autre de 25% en \$ et de 22% en €. Cette baisse est principalement liée au programme d'ajustement de notre flotte. Les

9 navires de faible capacité sont désormais retirés de nos opérations. Séquentiellement, le chiffre d'affaires est en baisse de 4% en \$.

Les navires ont opéré avec de bons taux de disponibilité¹ et de production², tous les deux de 92%, mais dans un environnement de prix toujours défavorable. Ce trimestre, notre flotte 3D était affectée à 73% à l'acquisition contractuelle et 27% en multi-clients.

Six de nos bateaux haut de gamme seront équipés de Nautilus[®] cette année, et nous commençons le déploiement de SeaPro Nav, notre nouveau système de positionnement qui intègre l'ensemble des éléments des dispositifs d'enregistrement.

L'Oceanic Vega a été livré le 1er juillet et démarre actuellement son premier contrat en mer du Nord. Avec une capacité de traction de 20 steamers solides Sentinel Sercel associés au Nautilus, l'Oceanic Vega offre la configuration la plus performante de l'industrie pour les études marine 3D de haut de gamme incluant notamment les études wide-azimuth et BroadSeis[™].

- Le chiffre d'affaires en **acquisition contractuelle terrestre** est en baisse d'une année sur l'autre de 4% en \$ et de 2% en € Il est en baisse séquentielle de 30% en \$, les équipes arctiques étant démobilisées. Au Moyen-Orient, l'activité reste élevée et se renforce avec la mobilisation de nouvelles équipes d'acquisition sismique fond de mer.

Nous continuons à étendre l'utilisation de nos technologies HPVA et V1 de haute productivité et haute résolution sur nos équipes vibroseis. EmphaSeis notre nouvelle technologie d'acquisition à large bande de fréquences a été lancée avec succès et déjà adoptée par deux premiers clients.

¹ - **Le taux de disponibilité des navires** mesure la disponibilité structurelle de nos navires. Cet indicateur relatif à l'ensemble de la flotte, correspond au temps navires total réduit de la somme du temps en chantier, du temps de « standby » entre contrats et du temps en transit (temps disponible), le tout divisé par le temps navires total de la période.

² - **Le taux de production des navires** mesure l'utilisation effective de nos navires lorsqu'ils sont disponibles. Cet indicateur relatif à l'ensemble de la flotte, correspond au temps disponible réduit du temps improductif, le tout divisé par le temps disponible.

Au cours du trimestre, notre nouvelle « joint venture » en Colombie a obtenu son premier contrat pour une étude 3D.

Seismovie[™] notre solution temps réel de surveillance des réservoirs, fait l'objet d'un intérêt croissant de nos clients, notamment pour les huiles lourdes, la séquestration de CO2 et le stockage du gaz.

- Le chiffre d'affaires en **traitement et imagerie** est en baisse d'une année sur l'autre de 4% en \$ et stable en € Il est stable en séquentiel en \$ avec un bon niveau de marge. Nous avons inauguré ce trimestre en Europe, au Brésil et en Afrique de nouveaux centres dédiés à la sismique de réservoir. Nous recevons de plus en plus de demandes pour appliquer notre imagerie de haut de gamme à l'exploration-production des gaz de schistes. Nous continuons par ailleurs le déploiement de notre nouveau logiciel de traitement « geovation » qui permettra d'offrir les dernières évolutions technologiques à nos clients partout dans le monde.

Les récents développements dans l'application de notre migration TTI-RTM nous permettent d'améliorer significativement l'établissement des modèles de vitesses et la précision des images en profondeur obtenues à partir des données wide-azimuth dans les géologies complexes.

- Le chiffre d'affaires en **multi-clients** est en baisse de 21% en \$ et de 18% en € d'une année sur l'autre. Il est en baisse séquentielle de 9% en \$ en raison d'un faible niveau d'après-ventes en marine. Les investissements multi-clients sont stables à \$86 millions (€66 millions) avec un taux de préfinancement en augmentation à

67%. Le taux d'amortissement est de 57%, il est de 66% en terrestre et 53% en marine. La valeur nette comptable de la bibliothèque de données multi-clients à fin juin 2010 s'établit à \$740 millions.

Le chiffre d'affaires en multi-clients marine est en baisse séquentielle de 19% en \$. Les investissements sont de \$72 millions (€55 millions). Les revenus de préfinancement sont de \$42 millions (€32 millions), soit un taux de 59%. Les après-ventes sont faibles à \$18 millions (€14 millions) impactées par la situation du Golfe du Mexique et le retard dans la publication de la nouvelle loi sur les zones pré-sel au Brésil. Toutes les données wide-azimuth seront livrées dans les délais prévus. Au Gabon, nous avons intégré à notre étude multi-clients les informations géologiques de haute résolution d'une étude de gravimétrie gradiométrique, afin de mieux délimiter les zones salifères et les zones potentiellement prospectives.

Le chiffre d'affaires en multi-clients terrestre est en hausse séquentielle de 21% en \$. Les investissements sont de \$14 millions (€11 millions). Notre étude « shale gas » du bassin de Haynesville, terminée en mai dernier et notre programme futur dans le bassin de Marcellus rencontrent un grand succès auprès de nos clients. Le niveau de préfinancement est de \$16 millions (€12 millions), soit un taux de 112%. Les après-ventes sont de \$17 millions (€13 millions).

L'EBITDAs du Groupe est de \$166 millions (€128 millions) et le taux de marge d'EBITDAs est de 26%.

en millions	Premier Trimestre		Deuxième Trimestre		Deuxième Trimestre	
	2010 (\$)	2010 (\$)	2009 (\$)	2010 (€)	2009 (€)	
EBITDAs Groupe	176	166	232	128	170	
<i>Taux de marge</i>	25%	26%	30%	26%	30%	
Sercel	62	78	67	60	49	
<i>Taux de marge</i>	28%	31%	28%	31%	28%	
Services	137	120	188	92	138	
<i>Taux de marge</i>	27%	26%	34%	26%	34%	

Le Résultat Opérationnel du Groupe est de \$37 millions (€29 millions) et le taux de marge opérationnelle est de 6%. Ce résultat inclut l'effet positif d'éléments non courants tels que cessions d'actif et réductions de passif. Le taux de marge opérationnelle de Sercel est en augmentation tandis que les résultats des Services ont été impactés par la moindre contribution de l'activité multi-clients et un niveau de prix marine toujours bas.

en millions	Premier Trimestre		Deuxième Trimestre		Deuxième Trimestre	
	2010 (\$)	2010 (\$)	2009 (\$)	2010 (€)	2009 (€)	
Résultat Opérationnel Groupe	37	37	67	29	49	
<i>Taux de marge</i>	5%	6%	9%	6%	9%	
Sercel	50	66	57	51	42	
<i>Taux de marge</i>	22%	27%	24%	27%	24%	
Services*	14	5	36	4	26	
<i>Taux de marge</i>	3%	1%	6%	1%	6%	

Les frais financiers ont été de \$34 millions (€26 millions).

Le Résultat Net est un gain de \$8 millions (€6 millions). Après prise en compte des intérêts minoritaires qui ont un impact de \$5 millions, le résultat net par action est de 0,01€ et de 0,02\$ par ADS.

Cash Flow

Le cash flow dégagé par les opérations au cours du trimestre est en baisse de 62% d'une année sur l'autre et ressort à \$82 millions (€65 millions).

Les investissements du Groupe pour le deuxième trimestre 2010 sont de \$163 millions (€125 millions) en hausse de 11%, d'une année sur l'autre.

- Les investissements industriels s'élèvent à \$78 millions (€59 millions).
- Les investissements multi-clients sont de \$86 millions (€66 millions), soit une réduction de 16% en \$, et le taux de préfinancement est de 67%.

En million \$	Premier Trimestre		Deuxième Trimestre	
	2010	2010	2010	2009
Investissements	142	163	147	147
Industriels	55	78	45	45
Multi-client	87	86	102	102

Après paiement des frais financiers, le cash flow libre est négatif de \$127 millions.

La dette sécurisée US, à maturité 2014 (Term Loan B) a été amendée le 15 juillet, et inclut désormais une extension à 2016 de la maturité d'une portion de \$340 millions, sur une facilité de crédit totale de \$515 millions.

Comparaison avec le deuxième trimestre 2009

Principaux éléments financiers

En millions

	Premier Trimestre		Deuxième Trimestre		Deuxième Trimestre	
	2010 (\$)	2010 (\$)	2009 (\$)	2010 (€)	2009 (€)	
<i>Taux de Change euro/dollar</i>	1,398	1,303	1,335	1,303	1,335	
Chiffres d'affaires	696,1	646,9	778,9	498,0	572,6	
<i>Sercel</i>	221,9	247,0	238,7	190,6	175,2	
<i>Services</i>	511,3	459,8	557,6	353,3	409,3	
<i>Elimination</i>	-37,1	-60,1	-17,4	-45,9	-11,9	
Marge brute	148,0	129,4	164,2	99,9	119,7	
Résultat opérationnel	36,8	37,1	67,1	28,5	48,5	
<i>Sercel</i>	49,6	65,8	56,7	50,5	41,9	
<i>Services*</i>	14,1	5,1	35,9	4,1	25,5	
<i>Frais de siège et éliminations*</i>	-26,9	-33,8	-25,5	-26,1	-18,9	
Coûts Financiers Nets	-23,9	-23,2	-41,3	-17,8	-30,6	
Impôts	-8,9	-2,7	-12,5	-2,2	-9,0	
Impôts différés liés aux variations de devises	-3,8	0,4	7,2	0,2	5,4	
Mises en équivalence	0,3	-3,2	2,7	-2,3	2,0	
Résultat Net	0,5	8,3	23,2	6,2	16,5	
Résultat net par action en €/par ADR en \$	-0,02	0,02	0,13	0,01	0,09	

EBITDAs		175,5	166,4	231,7	128,0	170,0
	<i>Sercel</i>	61,7	77,7	66,5	59,7	49,1
	<i>Services</i>	136,8	120,2	187,7	92,4	137,6
Investissements industriels		54,9	77,7	45,2	59,1	32,8
Investissements multi-client		87,0	85,7	101,7	65,8	75,0

Résultats Financiers du premier semestre 2010

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du Groupe est en baisse de 18% en \$ et en € d'une année sur l'autre, reflétant l'ajustement de notre capacité marine, le faible niveau des prix des contrats négociés au cours du second semestre 2009 et celui des ventes multi-clients alors que la performance de Sercel se renforce. Le chiffre d'affaires du Groupe est en baisse séquentielle de 9% en \$.

En millions	Second Semestre	Premier Semestre		Premier Semestre	
	2009 (\$)	2010 (\$)	2009 (\$)	2010 (€)	2009 (€)
Chiffres d'affaires Groupe	1 479	1 343	1 630	996	1 221
Sercel	418	469	440	350	329
Services	1 133	971	1 246	719	934
<i>Eliminations</i>	-72	-97	-56	-72	-42
Marine contrat	444	398	634	295	475
Terrestre contrat	167	193	215	143	161
Traitement	205	187	198	139	149
Multi-client	317	192	198	142	148
MC marine	241	134	173	99	130
MC terrestre	77	59	25	43	19

L'EBITDAs du Groupe est de \$342 millions (€254 millions) et le taux de marge est de 25%.

En millions	Second Semestre	Premier Semestre		Premier Semestre	
	2009 (\$)	2010 (\$)	2009 (\$)	2010 (€)	2009 (€)
EBITDAs Groupe	478	342	514	254	385
<i>Taux de marge</i>	32%	25%	32%	25%	32%
Sercel	98	139	131	104	98
<i>Taux de marge</i>	23%	30%	30%	30%	30%
Services	403	257	431	190	323
<i>Taux de marge</i>	36%	26%	35%	26%	35%

Le Résultat Opérationnel du Groupe est de \$74 millions (€5 millions) et le taux de marge opérationnelle est de 5%.

En millions	Second Semestre	Premier Semestre		Premier Semestre	
	2009 (\$)	2010 (\$)	2009 (\$)	2010 (€)	2009 (€)
Résultat Opérationnel Groupe	111	74	199	55	149
<i>Taux de marge</i>	7%	5%	12%	5%	12%

Sercel	75	115	111	86	83
<i>Taux de marge</i>	<i>18%</i>	<i>25%</i>	<i>25%</i>	<i>25%</i>	<i>25%</i>
Services*	61	19	142	14	106
<i>Taux de marge</i>	<i>5%</i>	<i>2%</i>	<i>11%</i>	<i>2%</i>	<i>11%</i>

Les frais financiers ont été de \$68 millions (€50 millions).

Le Résultat Net est un gain de \$9 millions (€7 millions). Après prise en compte des intérêts minoritaires qui ont un impact de \$9 millions, le résultat net par action est de 0,00€ et de 0,00\$ par ADS.

Cash Flow

Le cash flow dégagé par les opérations au cours du premier semestre est en baisse de 32% d'une année sur l'autre \$233 millions (€173 millions).

Les investissements du Groupe pour le premier semestre 2010 sont de \$302 millions (€224 millions) en baisse de 6%.

- Les investissements industriels s'élèvent à \$129 millions (€96 millions).
- Les investissements multi-clients sont de \$173 millions (€128 millions), une réduction de 10% en \$, et le taux de préfinancement est de 62%.

En million \$	Second Semestre		Premier Semestre	
	2009	2010	2010	2009
Investissements	264	302	302	322
Industriels	138	129	129	129
Multi-client	127	173	173	193

Après paiement des frais financiers, **le cash flow libre** est négatif de \$121 millions.

Bilan

Ratio d'endettement net sur capitaux propres

La dette brute du Groupe s'établit à \$1,894 milliard (€1,543 milliard) à fin juin 2010 sur la base d'un taux de clôture à 1,23 euro/dollar.

Avec une trésorerie disponible de \$442 millions (€360 millions), la dette nette est de \$1,452 milliard (€1,183 millions).

Le ratio « dette nette sur capitaux propres » ressort à 39 %.

Comparaison avec le premier semestre 2009

Principaux éléments financiers En millions	Second Semestre	Premier Semestre		Premier Semestre	
	2009 (\$)	2010 (\$)	2009 (\$)	2010 (€)	2009 (€)
<i>Taux de Change euro/dollar</i>	1,392	1,348	1,335	1,348	1,335
Chiffres d'affaires	1 479,1	1 343,0	1 630,1	996,0	1 221,1
<i>Sercel</i>	418,2	469,0	439,8	349,5	329,0
<i>Services</i>	1 132,7	970,9	1 245,8	718,8	933,6
<i>Elimination</i>	-71,9	-97,0	-55,5	-72,3	-41,5
Marge brute	317,9	277,4	420,4	205,8	315,0
Résultat opérationnel	110,6	73,8	198,6	54,8	148,7
<i>Sercel</i>	75,3	115,4	111,0	86,0	83,0
<i>Services*</i>	61,3	19,2	142,0	14,2	106,3
<i>Frais de siège et éliminations*</i>	-26,0	-60,8	-54,3	-45,4	-40,6
Coûts Financiers Nets	-89,4	-47,1	-72,5	-35,0	-54,3
Impôts	-13,0	-11,7	-43,0	-8,6	-32,2
Impôts différés liés aux variations de devises	-0,7	-3,4	7,6	-2,5	5,7
Mises en équivalence	8,3	-2,8	3,3	-2,1	2,4
Résultat Net	15,8	8,8	93,9	6,6	70,3
Résultat net par action en €/par ADR en \$	0,09	0,00	0,59	0,00	0,44
EBITDAs	477,5	341,9	514,3	253,6	385,3
<i>Sercel</i>	97,7	139,4	130,7	103,9	97,8
<i>Services</i>	402,9	257,0	430,8	190,3	322,8
Investissements industriels	137,9	129,4	129,1	96,0	96,7
Investissements multi-client	126,5	172,6	192,8	128,0	144,5

* A compter de 2010, le résultat opérationnel du secteur Services est présenté après élimination des dotations aux amortissements correspondant aux investissements inter-compagnie antérieurs entre le secteur Equipement et le secteur Services. Ces éliminations étaient préalablement présentées en Eliminations et Ajustements. L'information sectorielle du secteur Services pour le premier et le deuxième trimestre 2009 a été retraitée afin de refléter ce changement de reporting financier interne.

Paris, le 30 juillet 2010

CGGVeritas (ISIN: 0000120164 – NYSE: CGV) annonce ce jour que, sur proposition du Fonds Stratégique d'Investissement (FSI) agréée par le conseil d'administration de la Société, Monsieur Denis Ranque siègera au titre du FSI au sein du conseil d'administration de CGGVeritas.

Monsieur Denis Ranque est administrateur de la Société depuis l'assemblée générale du 5 mai 2010.

Paris, le 30 août 2010

CGGVeritas (ISIN: 0000120164 – NYSE: CGV) annonce ce jour l'attribution par Pemex pour un montant de plus de 150 millions de dollars, d'une extension au contrat actuel pour étendre à 18 000 km² un programme d'acquisition marine « wide-azimuth » dans les eaux mexicaines du Golfe du Mexique.

Ce projet, qui au total représente plus de 200 millions de dollars, constitue la première étude contractuelle « wide azimuth » d'une telle ampleur en Amérique Latine et l'une des plus importantes jamais réalisée au monde.

Elle est prévue de démarrer en Octobre 2010 et durer environ 300 jours. CGGVeritas mobilisera deux de ses navires 3D, le Viking Vanquish et son nouveau navire X-Bow® Oceanic Vega pour réaliser cet important programme. Deux bateaux sources y seront aussi associés.

Jean-Georges Malcor, Directeur Général de CGGVeritas a commenté: "Nous nous réjouissons de l'attribution de cette importante étude wide-azimuth qui s'inscrit dans la continuité de l'excellente collaboration entre Pemex et CGGVeritas, déjà bien établie, en particulier sur le programme marine pluriannuel que nous réalisons actuellement.

C'est un savoir faire unique et une technologie de pointe que nous apporterons à Pemex sur ce nouveau programme, avec d'une part nos bateaux de haut de gamme équipés de streamers solides Sentinel et de systèmes de positionnement Nautilus, et d'autre part nos plus récents programmes de traitement et d'imagerie. Cette attribution confirme la position de premier rang de CGGVeritas et sa capacité à répondre aux besoins technologiques croissants de l'industrie sismique de haut de gamme."

Paris, le 21 septembre 2010

CGGVeritas (ISIN: 0000120164 – NYSE: CGV) a annoncé aujourd'hui que la Cour de Texarkana a rejeté le verdict du Jury qui reprochait à sa filiale, Sercel Inc, de contrefaire le brevet américain N° 5,852, 242 tel que revendiqué par ION Geophysical. La Cour a aussi confirmé le verdict du jury validant le brevet, et admettant son non respect sur certains autres fondements. La Cour a également conclu que la demande d'indemnisation d'ION pour manque à gagner de 25,2 millions de dollars U.S. n'était pas recevable et a réduit le montant des dommages et intérêts à 10,7 millions de dollars U.S. De plus, Sercel et ION ont trente jours pour négocier les termes d'une injonction, afin d'identifier notamment les seules activités concernées. La Cour rendra son jugement final dans un délai de trente jours après la fin de ces négociations. Sercel considère que les accusations résiduelles de contrefaçon de la part d'ION restent totalement infondées.

Sercel a le droit de faire appel des décisions de la Cour qui ne sont pas en sa faveur, notamment celles venant confirmer le verdict du Jury soutenant que Sercel aurait contrefait le brevet d'ION, en important et vendant aux Etats-Unis d'Amérique un produit fabriqué en France et supposé utiliser la méthode de fabrication du brevet ION, ainsi que celle considérant le brevet d'ION comme valide alors que cette dernière n'a pas décrit dans le brevet la meilleure façon de réaliser l'invention.

Paris, le 8 octobre 2010

CGGVeritas (ISIN: 0000120164 – NYSE: CGV) communique ce jour les taux d'utilisation de ses navires au troisième trimestre 2010.

Taux d'utilisation des navires au troisième trimestre 2010 :

- Le **taux de disponibilité¹ des navires s'établit à 87%**. Il se compare à un taux de disponibilité des navires de 92% au second trimestre 2010 et de 90% au troisième trimestre 2009.
- Le **taux de production² des navires s'établit à 87%**. Ce taux de production se compare à un taux de production des navires de 92% au second trimestre 2010 et de 93% au troisième trimestre 2009.

Les taux d'utilisation des navires sont impactés ce trimestre par un niveau plus élevé de transits et par le renforcement de nos activités de maintenance en chantier.

Répartition de la flotte au troisième trimestre 2010 :

Au cours de ce trimestre, les navires 3D ont opéré à 90% sur des contrats exclusifs et à 10% sur des programmes multi-clients.

¹ - *Le taux de disponibilité des navires* qui mesure la disponibilité structurelle de nos navires. Cet indicateur relatif à l'ensemble de la flotte, correspond au temps navires total réduit de la somme du temps en chantier, du temps de « standby » entre contrats et du temps en transit (temps disponible), le tout divisé par le temps navires total de la période.

² - *Le taux de production des navires* qui mesure l'utilisation effective de nos navires lorsqu'ils sont disponibles. Cet indicateur relatif à l'ensemble de la flotte, correspond au temps disponible réduit du temps improductif, le tout divisé par le temps disponible.

Paris, le 11 octobre 2010

CGGVeritas avait confié à Crédit Agricole Cheuvreux la mise en oeuvre d'un contrat de liquidité sur Euronext Paris à compter du 4 juillet 2007. Ce contrat avait une durée d'un (1) an renouvelable par tacite reconduction.

Le 8 octobre 2010, CGGVeritas a procédé à la résiliation du contrat de liquidité avec Crédit Agricole Cheuvreux.

Au 8 octobre 2010, les moyens suivants figuraient au compte de liquidité :

- 0 titres
- 16 896 374 euros

Il est rappelé que lors du dernier bilan au 30 juin 2010, les moyens suivants figuraient au compte de liquidité :

- 840 000 titres
- 2 454 983,53 euros

Paris, le 9 novembre 2010

CGGVeritas (ISIN: 0000120164 – NYSE: CGV) annonce ce jour les résultats consolidés, non audités, du troisième trimestre 2010. Tous les résultats 2009 sont présentés avant charges exceptionnelles.

- Le chiffre d'affaires du Groupe s'élève à \$656 millions, en baisse de 10% par rapport à l'année précédente et en progression séquentielle de 1% avec une forte activité de Sercel et des ventes multi-clients en augmentation, y compris celles du Golfe du Mexique
- Le taux de marge opérationnelle du Groupe est de 4% avec des performances sectorielles contrastées:
 - Le taux de marge de Sercel continue de progresser. Il est de 30% avec notamment une plus forte contribution des ventes d'équipements terrestres
 - Celui des Services est négatif en raison des conditions de marché difficiles tant pour l'activité contractuelle marine que pour l'activité contractuelle de la terrestre en Amérique du Nord, alors que les tendances sont positives pour l'imagerie de haut de gamme et pour le segment multi-clients. Dans cet environnement marine toujours en surcapacité, le Groupe a choisi d'anticiper des travaux

de maintenance et de rénovation de ses bateaux, ce qui a entraîné, en plus d'une augmentation des transits, un moindre taux d'utilisation des navires ce trimestre

- Le résultat net est une perte de \$33 millions après prise en compte de \$13 millions d'impôts
- Le cash flow opérationnel ressort à \$82 millions compte tenu de l'augmentation du besoin en fonds de roulement qui provient pour l'essentiel de la forte activité de Sercel. Après investissements, notamment pour l'Océanic Vega, et après frais financiers, la trésorerie baisse de \$93 millions
- Le ratio d'endettement net sur capitaux propres est de 41%
- Le carnet de commandes au 1er octobre 2010 est en hausse séquentielle de 9%. Il s'élève à \$1,6 milliard et inclut des contrats long terme importants
- L'activité du quatrième trimestre devrait bénéficier d'une croissance des ventes de Sercel et d'une tendance favorable en multi-clients. Le cash flow opérationnel devrait se redresser au dernier trimestre, sans pour autant compenser la baisse de trésorerie des neuf premiers mois de l'année.

Chiffres Clés du troisième trimestre 2010

En millions de \$	T2	T3	2009
	2010	2010	
Chiffres d'affaires Groupe	647	656	731
Sercel	247	247	203
Services	460	461	571
Résultat Opérationnel Groupe	37	27	58
<i>Taux de marge</i>	6%	4%	8%
Sercel	66	74	37
<i>Taux de marge</i>	27%	30%	18%
Services	5	-17	41
<i>Taux de marge</i>	1%	-4%	7%
Résultat Net	8	-33	12
Dette Nette	1 452	1 566	1 371
<i>Ratio dette nette sur capitaux propres</i>	39%	41%	32%

Jean-Georges Malcor, Directeur Général de CGGVeritas, a déclaré :

« Les résultats du troisième trimestre de CGGVeritas reflètent les conditions de marché défavorables qui caractérisent la période de bas de cycle que nous traversons. Dans ce contexte et malgré des ventes séquentiellement stables, notre rentabilité a été particulièrement affectée par la baisse du taux d'utilisation de nos navires et par les conditions de marché difficiles tant pour l'activité contractuelle marine que pour celle de la terrestre en Amérique du Nord.

Cependant, au cours des derniers mois, nous avons constaté des signaux favorables, et en particulier un intérêt croissant pour nos technologies de pointe et nos solutions innovantes associées. C'est le cas de BroadSeis, notre nouvelle offre à large bande de fréquences, qui constitue une avancée spectaculaire de la qualité de l'imagerie en marine et pour laquelle nos clients ont montré un vif intérêt et réservé un accueil très positif. Les ventes multi-clients se sont renforcées aussi bien en terrestre qu'en marine, Sercel a de nouveau réalisé un très bon trimestre et notre carnet de commandes est en croissance.

Notre objectif est de tirer parti de l'intérêt accru de nos clients partout dans le monde pour notre avance technologique et notre savoir-faire, tout en capitalisant sur notre positionnement haut de gamme dans un marché sismique qui devrait progressivement reprendre.

Pour le futur, nos efforts restent concentrés sur nos trois priorités stratégiques : la réduction des coûts, la performance opérationnelle et la différenciation technologique. Nous reviendrons sur ces priorités et sur le plan d'actions associé, à l'occasion de notre prochaine réunion avec les investisseurs qui se tiendra à Paris le 16 décembre 2010.»

Résultats Financiers du troisième trimestre 2010

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du Groupe est en baisse de 10% en \$ et en hausse de 1% en € d'une année sur l'autre en raison principalement du programme d'ajustement de notre capacité marine et de faibles taux d'utilisation des navires et ce, malgré une forte progression des ventes de Sercel. En évolution séquentielle, le chiffre d'affaires du Groupe est en hausse séquentielle de 1% en \$.

En millions	Deuxième Trimestre	Troisième Trimestre		Troisième Trimestre	
	2010 (\$)	2010 (\$)	2009 (\$)	2010 (€)	2009 (€)
Chiffre d'affaires Groupe	647	656	731	518	512
Sercel	247	247	203	194	143
Services	460	461	571	364	400
<i>Eliminations</i>	<i>-60</i>	<i>-51</i>	<i>-43</i>	<i>-40</i>	<i>-31</i>
Marine contrat	195	173	271	137	189
Terrestre contrat	79	82	85	65	59
Traitement	94	94	101	74	71
Multi-client	92	112	114	88	81
MC marine	60	77	77	60	54
MC terrestre	32	35	37	28	27

Sercel

Le chiffre d'affaires est en hausse de 21% en \$ et de 36% en € d'une année sur l'autre. Par rapport au trimestre précédent, le chiffre d'affaires est stable et le taux de marge croît de 3 points à 30%, confirmant ainsi la position indiscutable de Sercel en tant que leader de l'industrie.

Les ventes d'équipements terrestres ont été en augmentation ce trimestre. Cela est dû à la croissance d'activités dans certaines régions du monde, et plus généralement à la forte demande que nous constatons pour les systèmes terrestres à grand nombre de canaux d'enregistrement pour les études de haute résolution.

En marine, les ventes sont restées à un niveau satisfaisant grâce notamment aux streamers solides Sentinel[®] et au lancement réussi des systèmes de fond de mer SeaRay[®].

Les ventes internes ont représenté 21% du chiffre d'affaires total de Sercel. Elles incluent la livraison des streamers Sentinel et des Nautilus[®] de l'Oceanic Vega.

Services

Le chiffre d'affaires des Services est en baisse de 19% en \$ et de 9% en € d'une année sur l'autre. Par rapport au trimestre précédent, le chiffre d'affaires est stable. Le taux de marge opérationnel est négatif suite à la baisse des taux d'utilisation des navires et des conditions de marché difficiles pour l'activité contractuelle marine et pour celle de la terrestre en Amérique du Nord.

- Le chiffre d'affaires en **acquisition contractuelle marine** est en baisse d'une année sur l'autre de 36% en \$ et de 28% en €. Cette baisse est principalement liée au programme d'ajustement de notre flotte et à la baisse des taux d'utilisation des navires. Séquentiellement, le chiffre d'affaires est en baisse de 12% en \$ avec des taux de disponibilité¹ et de production² des navires, tous les deux de 87% dans un contexte de prix qui demeurent bas. 90% de notre flotte 3D était affectée à l'acquisition contractuelle et 10% aux études multi-clients. L'Oceanic Vega a été livré ce trimestre et a réalisé avec succès sa première étude dans la mer de Barents, avant de se rendre au Mexique pour l'étude wide azimuth attribuée par Pemex et sur laquelle il opérera avec le Vanquish dont la configuration a été portée à 12 streamers Sentinel. BroadSeis™, notre solution technologique d'acquisition marine à large bandes de fréquences, suscite un très vif intérêt de la part de nos clients qui ont pu tester avec succès cette nouvelle technologie sur 8 études pilotes.
- Le chiffre d'affaires en **acquisition contractuelle terrestre** est en baisse d'une année sur l'autre de 4% en \$ et en hausse de 10% en €. La rentabilité a été impactée ce trimestre par des conditions difficiles en Amérique du Nord. Notre activité au Moyen-Orient reste très soutenue. Au cours du trimestre, le contrat de notre équipe terrestre à grand nombre de canaux d'enregistrement en Oman a été prolongé jusqu'à fin 2011. Nos opérations en acquisition fonds de mer (OBC) continuent de se développer avec le démarrage de la première de nos deux équipes OBC en Arabie Saoudite. EmphaSeis, notre nouvelle solution terrestre à large bande de fréquences a été lancée avec succès; elle est désormais utilisée par 4 équipes d'acquisition en mode vibrateurs.

¹ - *Le taux de disponibilité des navires* mesure la disponibilité structurelle de nos navires. Cet indicateur relatif à l'ensemble de la flotte, correspond au temps navires total réduit de la somme du temps en chantier, du temps de « standby » entre contrats et du temps en transit (temps disponible), le tout divisé par le temps navires total de la période.

² - *Le taux de production des navires* mesure l'utilisation effective de nos navires lorsqu'ils sont disponibles. Cet indicateur relatif à l'ensemble de la flotte, correspond au temps disponible réduit du temps improductif, le tout divisé par le temps disponible.

- Le chiffre d'affaires en **traitement et imagerie** est en baisse d'une année sur l'autre de 7% en \$ et en hausse de 4% en €. Il est stable en séquentiel, avec un bon niveau de marge soutenu par un intérêt élevé pour notre technologie de haut de gamme, telle que les nouvelles techniques RTM 3D Gather en imagerie profondeur, et les solutions réservoir appliquées à l'exploration-production des gaz de schistes. Nous opérons actuellement 12 centres dédiés et avons encore renforcé ce trimestre notre position de premier rang, avec l'ouverture du nouveau centre de Copenhague et l'obtention d'une prolongation de 3 ans d'un autre centre dédié à Aberdeen.
- Le chiffre d'affaires en **multi-clients** est en baisse de 1% en \$ et en hausse de 9% en € d'une année sur l'autre. D'un trimestre à l'autre nous constatons une amélioration de tendance avec une hausse séquentielle de 23% en \$ liée à un niveau élevé d'après-ventes en marine, en hausse de 138%. Les investissements multi-clients ont été réduits à \$62 millions (€49 millions) avec un taux de préfinancement en augmentation à 93%. Le taux d'amortissement est de 52%, de 75% en terrestre et 41% en marine. La valeur nette comptable de la bibliothèque de données multi-clients à fin septembre 2010 s'établit à \$745 millions.

Le chiffre d'affaires en multi-clients marine est en hausse séquentielle de 29% en \$. Les investissements sont de \$35 millions (€29 millions). Les revenus de préfinancement sont de \$36 millions (€28 millions), représentant un taux très élevé de 102%. Les après-ventes sont élevées à \$42 millions (€33 millions) et progressent en séquentiel dans le Golfe du Mexique et au Brésil, démontrant ainsi la confiance de nos clients pour les zones d'offshore profond sous le sel. Le traitement de notre étude wide azimuth Three Corner dans le Golfe du Mexique est prévu d'être finalisé en juin 2011 et les premiers résultats montrent d'ores et déjà une forte amélioration de l'image sous le sel.

Le chiffre d'affaires en multi-clients terrestre est en hausse séquentielle de 10% en \$ avec un niveau de ventes record aux Etats-Unis. Les investissements sont élevés ce trimestre à \$27 millions (€21 millions). Nous poursuivons en effet le développement de nos programmes dans les gaz de schistes avec le démarrage en septembre de la première phase de notre programme situé dans le bassin de Marcellus qui s'ajoute à notre autre programme en-cours situé dans le bassin de Haynesville. Le niveau de préfinancement est de \$22 millions (€17 millions), soit un taux élevé de 81%. Les après-ventes sont de \$14 millions (€11 millions).

L'EBITDAs du Groupe est de \$157 millions (€124 millions) et le taux de marge est de 24%.

en millions	Deuxième Trimestre	Troisième Trimestre		Troisième Trimestre	
	2010 (\$)	2010 (\$)	2009 (\$)	2010 (€)	2009 (€)
EBITDAs Groupe	166	157	231	124	163
<i>Taux de marge</i>	26%	24%	32%	24%	32%
Sercel	78	86	47	67	32
<i>Taux de marge</i>	31%	35%	23%	35%	23%
Services	120	99	203	79	143
<i>Taux de marge</i>	26%	22%	36%	22%	36%

Le Résultat Opérationnel du Groupe est de \$27 millions (€21 millions) et le taux de marge opérationnelle est de 4%. L'amélioration de la performance de Sercel et celle des multi-clients n'ont que partiellement compensé les effets d'un niveau de prix marine toujours bas, des faibles taux d'utilisation et d'un contexte difficile pour l'activité terrestre contractuelle en Amérique du Nord.

en millions	Deuxième Trimestre	Troisième Trimestre		Troisième Trimestre	
	2010 (\$)	2010 (\$)	2009 (\$)	2010 (€)	2009 (€)
Résultat Opérationnel Groupe	37	27	58	21	41
<i>Taux de marge</i>	6%	4%	8%	4%	8%
Sercel	66	74	37	58	25
<i>Taux de marge</i>	27%	30%	18%	30%	18%
Services*	5	-17	41	-12	29
<i>Taux de marge</i>	1%	-4%	7%	4%	7%

Les frais financiers ont été de \$36 millions (€29 millions).

Les autres charges financières sont de \$9 millions (€7 millions) suite à l'impact de la variation des devises au cours du trimestre et notamment le renforcement de l'euro.

Les impôts ce trimestre sont de \$13 millions (€10 millions) suite à l'imposition forfaitaire étrangère basée sur le chiffre d'affaires et aux impôts payés aux Etats-Unis.

Le Résultat Net est une perte de \$33 millions (€25 millions). Après prise en compte des intérêts minoritaires qui ont un impact positif de \$3 millions (€2 millions), le résultat net par action est de -0,18€ et de -0,23\$ par ADS.

Cash Flow

Le cash flow dégagé par les opérations au cours du trimestre ressort à \$82 millions (€66 millions).

Les investissements du Groupe pour le troisième trimestre 2010 sont de \$169 millions (€140 millions) en hausse de 14%, d'une année sur l'autre.

- Les investissements industriels s'élèvent à \$107 millions (€91 millions).
- Les investissements multi-clients sont de \$62 millions (€49 millions), soit une réduction de 9% en \$ d'une année sur l'autre, et le taux de préfinancement est de 93%.

En million \$	Deuxième Trimestre		Troisième Trimestre	
	2010		2010	2009
Investissements	163		169	148
Industriels	78		107	79
Multi-client	86		62	68

Après paiement des frais financiers, le **cash flow libre** est négatif de \$93 millions suite à l'augmentation des besoins en fond de roulement.

Comparaison avec le troisième trimestre 2009

Principaux éléments financiers En millions	Deuxième Trimestre		Troisième Trimestre		Troisième Trimestre	
	2010 (\$)		2010 (\$)	2009 (\$)	2010 (€)	2009 (€)
<i>Taux de Change euro/dollar</i>	1,303		1,266	1,335	1,266	1,335
Chiffre d'affaires	646,9		656,3	731,4	517,7	512,2
<i>Sercel</i>	247,0		246,9	203,3	194,3	142,8
<i>Services</i>	459,8		460,8	570,9	363,7	400,0
<i>Elimination</i>	-60,1		-51,2	-42,8	-40,3	-30,6
Marge brute	129,4		102,4	151,0	81,8	104,5
Résultat opérationnel	37,1		26,5	57,7	21,2	40,7
<i>Sercel</i>	65,8		74,0	36,5	57,9	25,2
<i>Services*</i>	5,1		-16,5	40,6	-12,2	29,0
<i>Frais de siège et éliminations*</i>	-33,8		-31,0	-19,4	-24,5	-13,5
Coûts Financiers Nets	-23,2		-45,4	-47,1	-35,1	-33,4
Impôts	-2,7		-13,0	-6,1	-10,0	-4,3
Impôts différés liés aux variations de devises	0,4		0,9	3,7	0,6	2,6
Mises en équivalence	-3,2		-1,5	4,0	-1,2	2,9
Résultat net	8,3		-32,6	12,2	-24,6	8,4
Résultat net par action en €/par ADR en \$	0,02		-0,23	0,07	-0,18	0,05
EBITDAs	166,4		156,8	231,3	124,0	162,8
<i>Sercel</i>	77,7		86,1	46,8	67,4	32,4
<i>Services</i>	120,2		99,2	203,2	79,1	143,4
Investissements industriels	77,7		106,9	79,2	90,5	56,2
Investissements Multi-client	85,7		61,7	68,4	49,4	47,3

Résultats Financiers des neuf premiers mois 2010

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du Groupe est en baisse de 15% en \$ et de 13% en € d'une année sur l'autre, reflétant l'ajustement de notre capacité marine, le faible niveau des prix marine alors que le chiffre d'affaires de Sercel est en hausse de 11% en \$ et de 15% en euros.

En millions	Fin Septembre		Fin Septembre	
	2010 (\$)	2009 (\$)	2010 (€)	2009 (€)
Chiffre d'affaires Groupe	1 999	2 361	1 514	1 733
Sercel	716	643	544	472
Services	1 432	1 817	1 083	1 334
<i>Eliminations</i>	<i>-148</i>	<i>-98</i>	<i>-113</i>	<i>-72</i>
Marine contrat	571	905	432	664
Terrestre contrat	276	301	208	221
Traitement	281	299	212	219
Multi-client	305	312	230	229
MC marine	211	250	159	183
MC terrestre	94	62	71	46

L'EBITDAs du Groupe est de \$499 millions (€378 millions) et le taux de marge est de 25%.

en millions	Fin Septembre		Fin Septembre	
	2010 (\$)	2009 (\$)	2010 (€)	2009 (€)
EBITDAs Groupe	499	746	378	548
<i>Taux de marge</i>	<i>25%</i>	<i>32%</i>	<i>25%</i>	<i>32%</i>
Sercel EBITDAs	226	178	171	130
<i>Taux de marge</i>	<i>31%</i>	<i>28%</i>	<i>31%</i>	<i>28%</i>
Services EBITDAs	356	634	269	466
<i>Taux de marge</i>	<i>25%</i>	<i>35%</i>	<i>25%</i>	<i>35%</i>

Le Résultat Opérationnel du Groupe est de \$100 millions (€76 millions) et le taux de marge opérationnelle est de 5%.

en millions	Fin Septembre		Fin Septembre	
	2010 (\$)	2009 (\$)	2010 (€)	2009 (€)
Résultat Opérationnel Groupe	100	256	76	189
<i>Taux de marge</i>	<i>5%</i>	<i>11%</i>	<i>5%</i>	<i>11%</i>
Sercel	189	148	144	108
<i>Taux de marge</i>	<i>26%</i>	<i>23%</i>	<i>26%</i>	<i>23%</i>
Services*	3	183	2	135
<i>Taux de marge</i>	<i>NS</i>	<i>10%</i>	<i>NS</i>	<i>10%</i>

Les frais financiers ont été de \$104 millions (€79 millions).

Les autres produits financiers s'élèvent à \$12 millions (€ millions).

Le Résultat Net est une perte de \$24 millions (€8 millions). Après prise en compte des intérêts minoritaires qui ont un impact de \$12 millions (€ millions), le résultat net par action est négatif de -0,18€ et de -0,24\$ par ADS.

Cash Flow

Le cash flow dégagé par les opérations est de \$315 millions (€238 millions).

Les investissements du Groupe sont de \$471 millions (€356 millions) stables d'une année sur l'autre.

- Les investissements industriels s'élèvent à \$236 millions (€79 millions).
- Les investissements multi-clients sont de \$234 millions (€77 millions), une réduction de 10% en \$, et le taux de préfinancement est de 70%.

En million \$	Fin Septembre	
	2010	2009
Investissements	471	470
Industriels	236	208
Multi-client	234	261

Après paiement des frais financiers, **le cash flow libre** est négatif de \$213 millions.

Bilan

Ratio d'endettement net sur capitaux propres

La dette brute du Groupe s'établit à \$1,915 milliard (€1,403 milliard) à fin septembre 2010 sur la base d'un taux de clôture à 1,365 euro/dollar.

Avec une trésorerie disponible de \$349 millions (€256 millions), la dette nette est de \$1,566 milliard (€1,148 milliard).

Le ratio « dette nette sur capitaux propres » à fin septembre 2010 ressort à 41%.

Comparaison avec les neuf premiers mois 2009

Principaux éléments En millions	financiers	Fin Septembre		Fin Septembre	
		2010 (\$)	2009 (\$)	2010 (€)	2009 (€)
		<i>Taux de Change euro/dollar</i>	1,321	1,335	1,321
Chiffre d'affaires	1 999,3	2 361,4	1 513,7	1 733,3	
<i>Sercel</i>	715,9	643,1	543,8	471,8	
<i>Services</i>	1 431,7	1 816,7	1 082,6	1 333,6	
<i>Elimination</i>	-148,2	-98,3	-112,6	-72,1	
Marge brute	379,8	571,4	287,6	419,4	
Résultat opérationnel	100,3	256,3	75,9	189,4	
<i>Sercel</i>	189,4	147,5	143,9	108,2	
<i>Services*</i>	2,7	182,6	2,0	135,3	
<i>Frais de siège et éliminations*</i>	-91,8	-73,7	-70,0	-54,1	
Coûts Financiers Nets	-92,5	-119,6	-70,1	-87,7	
Impôts	-24,7	-18,2	-18,7	-13,3	
Impôts différés liés aux variations de devises	-2,5	11,3	-1,9	8,3	
Mises en équivalence	-4,3	7,3	-3,3	5,3	
Résultat net	-23,8	106,2	-18,0	78,7	
Résultat net par action en €/par ADR en \$)	-0,24	0,29	-0,18	0,22	
EBITDAs	498,7	745,6	377,5	548,1	
<i>Sercel</i>	225,5	177,5	171,3	130,2	
<i>Services</i>	356,2	633,9	269,3	466,2	
Investissements industriels	236,3	208,4	178,9	152,9	
Investissements Multi-client	234,3	261,2	177,4	191,8	

* A compter de 2010, le résultat opérationnel du secteur Services est présenté après élimination des dotations aux amortissements correspondant aux investissements inter-compagnie antérieurs entre le secteur Equipement et le secteur Services. Ces éliminations étaient préalablement présentées en Eliminations et Ajustements. L'information sectorielle du secteur Services pour le deuxième et le troisième trimestre 2009 a été retraitée afin de refléter ce changement de reporting financier interne.

Paris, le 16 décembre 2010

CGGVeritas (ISIN: 0000120164 – NYSE: CGV) et Petrovietnam Technical Services Corporation (PTSC) annoncent ce jour avoir conclu un accord préalable pour la constitution d'une joint venture pour opérer des navires sismiques 2D et 3D dans les eaux vietnamiennes.

Cette joint venture fournira des services d'acquisition sismique marine pour les compagnies pétrolières et gazières qui opèrent au Vietnam et dans la région.

Jean-Georges Malcor, Directeur Général de CGGVeritas a déclaré: “Le développement de relations de long terme avec nos clients est une de nos priorités. Cette joint venture marine avec Petrovietnam scelle dans la durée une coopération déjà bien établie entre nos deux compagnies, fondée sur la technologie et une grande expérience de la géologie locale.

Le groupe CGGVeritas est totalement engagé aux cotés de cette joint venture pour développer des solutions d’acquisition et de traitement sismiques marines adaptées aux enjeux géologiques de l’exploration en mer au Vietnam.”

Paris, le 16 décembre 2010

Jean-Georges Malcor, Directeur Général de CGGVeritas et son Comité Exécutif ont présenté aujourd’hui un plan couvrant toutes les activités du groupe qui permettra d’améliorer sa rentabilité et de consolider sa position de premier rang dans le domaine des solutions et technologies sismiques de haut de gamme.

Ce plan est mis en œuvre par une équipe de direction récemment nommée, prenant appui sur une nouvelle organisation simplifiée, déployée pleinement depuis la mi-octobre.

Une organisation adaptée pour une efficacité accrue

Afin d’atteindre les objectifs de son plan, CGGVeritas a simplifié et rationalisé l’ensemble de son organisation pour être encore plus proche de ses clients, et se concentrer sur l’excellence opérationnelle et la différenciation technologique.

La nouvelle organisation de CGGVeritas s’articule autour de cinq Divisions : Equipement, Marine, Terrestre, Traitement-Imagerie et Réservoirs, Multi-clients, d’un réseau mondial de Marketing et Ventes (“Geomarkets”), et des Fonctions transverses suivantes : Technologie, Excellence opérationnelle globale, Développement, Finances et Stratégie, Ressources Humaines, et Secrétariat Général, également en charge du HSE.

Des initiatives majeures dans toutes les branches d’activité

Equipement – continuer le parcours d’excellence: Reconnue pour savoir anticiper avec succès les attentes de ses clients, Sercel s’emploiera à maintenir et accentuer son avance concurrentielle grâce à ses efforts d’innovation, à ses investissements en R&D et au déploiement accéléré de son savoir-faire industriel. En capitalisant sur une base installée sans égal et sur une demande technologique qui ne cesse de se renforcer, Sercel est bien positionnée pour continuer à réaliser des performances financières de premier plan au travers des cycles et sur le long terme.

Marine – combler notre retard: Le plan consiste pour la division Marine en une série d’initiatives nouvelles qui permettront d’accroître sa rentabilité par une meilleure utilisation des actifs maritimes, l’abaissement de la base de coûts et une gestion de projet renforcée.

Le plan couvre également la poursuite du repositionnement de la flotte vers le haut de gamme, afin de fournir à nos clients la technologie sismique la plus évoluée dans un marché où la croissance attendue de la demande devrait permettre de résorber la surcapacité de la flotte à partir du deuxième semestre 2011.

Ce plan inclut aussi l’introduction progressive de notre nouvelle solution BroadSeis, qui constitue une avancée spectaculaire et suscite déjà un très vif intérêt de nos clients.

Terrestre – optimiser nos positions: Pour la division Terrestre, le plan prévoit de renforcer notre position de premier rang et nos partenariats dans les marchés clés comme la zone Arctique ou le Moyen-Orient, tout en optimisant notre activité en Amérique du Nord en dehors de la saison d’hiver.

Traitement, imagerie et réservoir – accentuer le leadership: Ce métier constitue pour CGGVeritas un axe important de différenciation. Le plan vise à accroître encore sa rentabilité et ancrer son positionnement, en accélérant les efforts d'innovation technologique et en pénétrant davantage le marché de la sismique appliquée à la caractérisation des réservoirs.

Multi-client – équilibrer le portefeuille: Afin de bien gérer les performances de la bibliothèque de données, le plan prévoit un meilleur équilibre géographique de nos investissements multi-clients, qui seront ciblés sur de nouveaux bassins prometteurs à travers le monde et notamment les zones de ressources non conventionnelles.

Amélioration du résultat opérationnel

Les réductions globales de coûts et les améliorations de performances que générera l'application de ce plan devraient avoir un impact positif sur le résultat opérationnel du groupe à hauteur de \$150 millions de dollars d'ici à fin 2012, avec un premier effet de \$75 millions dès 2011.

- Les réductions de coûts, estimées à \$75 millions de dollars, procéderont essentiellement d'une rationalisation du fonctionnement (baisse des frais généraux et administratifs) et d'une diminution du coût des ventes (optimisation des achats et approvisionnements, et réduction des coûts de non-qualité...).
- L'amélioration de la performance opérationnelle dans toutes nos branches d'activité aura un impact positif estimé à \$75 millions de dollars, incluant une contribution significative de la division Marine, et le résultat des efforts qui seront menés dans toutes les Divisions pour renforcer la différenciation commerciale et technologique.

Ce plan intègre un budget d'investissement de \$600 millions de dollars pour 2011, dont \$85 millions pour l'Oceanic Sirius. L'objectif du plan est de générer un flux de trésorerie positif, même en période de bas de cycle.

La mise en place de ce plan devrait se traduire au quatrième trimestre 2010 par des charges exceptionnelles de l'ordre de 130 millions de dollars. Ces charges comprennent des ajustements de la valeur nette comptable de la bibliothèque de données Multi-clients pour environ 90 millions de dollars et des charges de restructuration estimées à 40 millions de dollars.

Jean-Georges Malcor, Directeur général de CGGVeritas, a déclaré :

« Avec mon équipe de direction, je me suis engagé à mettre en œuvre ce plan avec vigueur pour améliorer notre performance opérationnelle et notre rentabilité, en particulier celle de la division Marine. Comme nous le faisons avec notre nouvelle offre BroadSeis, qui est une avancée remarquable pour notre métier, nous accentuerons l'impact commercial de nos principaux produits et solutions. Notre principal objectif, à travers ce plan d'actions ambitieux, est de réussir à générer un flux de trésorerie positif, même en période de bas de cycle.

Je suis confiant qu'avec ce plan et la mobilisation de tout notre personnel, CGGVeritas pourra tirer le meilleur parti de son avance technologique et bénéficier pleinement dans le secteur des Services sismiques, du redressement progressif du marché.

Nous nous attacherons à travailler encore plus étroitement avec nos clients, pour relever avec eux les défis techniques qui seront de plus en plus élevés dans l'exploration et la production des hydrocarbures. Nous réussirons ainsi à conforter et développer notre position de premier plan sur le marché sismique, tout en améliorant notre rentabilité et la création de valeur pour nos actionnaires ».

Paris, le 11 janvier 2011

CGGVeritas (ISIN: 0000120164 – NYSE: CGV) communique ce jour les taux d'utilisation de ses navires au quatrième trimestre 2010.

Taux d'utilisation des navires au quatrième trimestre 2010 :

▪ **Le taux de disponibilité² des navires s'établit à 84%** compte tenu de l'arrêt en chantier programmé du Master. Il se compare à un taux de disponibilité des navires de 87% au troisième trimestre 2010 et de 86% au quatrième trimestre 2009. Le taux de disponibilité des navires sur l'année 2010 s'établit à 88%.

▪ **Le taux de production³ des navires s'établit à 92%**. Ce taux de production se compare à un taux de production des navires de 87% au troisième trimestre 2010 et de 83% au quatrième trimestre 2009. Le taux de production des navires sur l'année 2010 s'établit à 91%.

Répartition de la flotte au quatrième trimestre 2010 :

Au cours de ce trimestre, les navires 3D ont opéré à 91% sur des contrats exclusifs et à 9% sur des programmes multi-clients.

Ventes multi-clients au quatrième trimestre 2010 :

Un niveau élevé de ventes de données multi-clients marines a été enregistré au cours du quatrième trimestre 2010, y compris dans le Golfe du Mexique.

² - *Le taux de disponibilité des navires* mesure la disponibilité structurelle de nos navires. Cet indicateur relatif à l'ensemble de la flotte, correspond au temps navires total réduit de la somme du temps en chantier, du temps de « standby » entre contrats et du temps en transit (temps disponible), le tout divisé par le temps navires total de la période.

³ - *Le taux de production des navires* mesure l'utilisation effective de nos navires lorsqu'ils sont disponibles. Cet indicateur relatif à l'ensemble de la flotte, correspond au temps disponible réduit du temps improductif, le tout divisé par le temps disponible.

CHAPITRE XII :

ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION

Les renseignements concernant ce chapitre sont décrits dans le Document de Référence.

Ces renseignements restent, à la date du présent document, exacts et sont mis à jour par les informations figurant ci-dessous :

12.1. Composition du Conseil d'administration :

12.1.1. Membres du Conseil d'administration à la date de la présente actualisation du Document de Référence

<u>Nom</u>	<u>Nombre d'actions ou ADS détenus au 31 décembre 2010</u>	<u>Age</u>	<u>Fonctions</u>	<u>Date de première nomination au conseil</u>	<u>Date d'échéance du mandat (***)</u>
Robert BRUNCK ^{(2)(4) (*)} Nationalité : française.....	172 890 actions	61 ans	Président du Conseil d'administration	20 mai 1999 (administrateur depuis le 9 septembre 1998)	Assemblée générale de 2012
Yves LESAGE ⁽¹⁾⁽⁴⁾ Nationalité : française.....	4 985 actions	73 ans	Président d'honneur et Administrateur	29 septembre 1988	Assemblée générale de 2013
Olivier APPERT ⁽²⁾⁽³⁾ Nationalité : française.....	1 518 actions	61 ans	Administrateur	15 mai 2003	Assemblée générale de 2012
Loren CARROLL ⁽¹⁾ (administrateur indépendant) Nationalité : américaine	500 ADS	67 ans	Administrateur	12 janvier 2007	Assemblée générale de 2013
Rémi DORVAL ⁽¹⁾⁽³⁾ (administrateur indépendant) Nationalité : française.....	535 actions	59 ans	Administrateur	8 mars 2005	Assemblée générale de 2014
Jean DUNAND ⁽¹⁾ (administrateur indépendant) Nationalité : française.....	4 250 actions	70 ans	Administrateur	8 septembre 1999	Assemblée générale de 2013
Anders FARESTVEIT ⁽⁴⁾ Nationalité : norvégienne	164 428 actions	72 ans	Administrateur	29 avril 2009	Assemblée générale de 2013
Robert F. SEMMENS ^{(2)(3) (**)} (administrateur indépendant) Nationalité : américaine	4 865 actions + 1 025 ADS	53 ans	Administrateur	13 décembre 1999	Assemblée générale de 2011
Daniel VALOT ⁽¹⁾ (administrateur indépendant) Nationalité : française.....	1 935 actions	66 ans	Administrateur	14 mars 2001	Assemblée générale de 2012
David WORK ⁽³⁾⁽⁵⁾ (administrateur indépendant) Nationalité : américaine	500 ADS	65 ans	Administrateur	12 janvier 2007	Assemblée générale de 2013
Terence YOUNG ⁽⁴⁾⁽⁵⁾ (administrateur indépendant) Nationalité : américaine	500 ADS	64 ans	Administrateur	12 janvier 2007	Assemblée générale de 2013
Denis RANQUE ⁽²⁾⁽⁵⁾ Nationalité : française.....	500 Actions	59 ans	Administrateur	5 mai 2010	Assemblée générale de 2014

<u>Nom</u>	<u>Nombre d'actions ou ADS détenus au 31 décembre 2010</u>	<u>Age</u>	<u>Fonctions</u>	<u>Date de première nomination au conseil</u>	<u>Date d'échéance du mandat (***)</u>
Kathleen SENDALL ⁽⁴⁾⁽⁵⁾ <i>(administrateur indépendant)</i> Nationalité : canadienne	500 ADS	57 ans	Administrateur	5 mai 2010	Assemblée générale de 2014

(1) Membre du Comité d'Audit

(2) Membre du Comité Stratégique

(3) Membre du Comité de Rémunération et de Nomination

(4) Membre du Comité Technologique

(5) Membre du Comité Hygiène, Sécurité, Environnement et Développement Durable, créée le 17 novembre 2010

(*) La dissociation des fonctions de Président et de Directeur Général ayant été décidée par le Conseil d'administration du 30 juin 2010, M. Robert Brunck n'occupe plus que les fonctions de Président du Conseil d'administration.

(**) Le renouvellement de ce mandat sera proposé à l'assemblée générale mixte qui devrait se tenir le 4 mai 2011.

(***) Depuis l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2007, les administrateurs sont nommés pour une durée de quatre ans. Toutefois, les fonctions des administrateurs en cours de mandat dont la durée a été fixée à six ans se poursuivent jusqu'à leur date d'expiration initialement fixée.

Il est précisé que Messieurs Thierry Pilenko et Christian Marbach ont quitté leurs fonctions d'administrateur le 5 mai 2010.

Par ailleurs, il convient d'ajouter les informations suivantes concernant les administrateurs entrés en fonction en date du 5 mai 2010 :

M. Denis RANQUE est né le 7 janvier 1952

M. Denis RANQUE est diplômé de l'École Polytechnique et de l'École des Mines. Il a débuté sa carrière au Ministère de l'Industrie, où il a occupé diverses fonctions dans le secteur énergétique, avant de rejoindre le Groupe Thomson en 1983 en qualité de Directeur du Plan du Groupe Thomson. En 1984, M. Denis RANQUE a été Directeur des Activités Spatiales de la division des tubes électroniques, puis, à partir de 1986, il a occupé le poste de Directeur du Département Tubes Hyperfréquences. En 1989, M. Denis RANQUE est devenu Président Directeur Général de Thomson Tubes Electroniques. En avril 1992, il a été nommé Président Directeur Général de Thomson Sintra Activités Sous-marines. Puis, il a été Directeur Général de Thomson Marconi Sonar (joint-venture entre THOMSON-CSF et GEC-MARCONI, sonars et systèmes sonars) en 1996. De janvier 1998 à mai 2009, M. Denis RANQUE a été Président Directeur Général du Groupe Thomson-CSF, désormais Thalès. Depuis octobre 2001, il est Président du Conseil d'administration de l'École Nationale Supérieure des Mines de Paris et depuis septembre 2002, Président du Cercle de l'Industrie, une association qui réunit les plus grandes sociétés industrielles françaises. Il est également administrateur et membre du comité d'audit de Saint-Gobain depuis 2003. Depuis 2009, il est administrateur et membre du comité d'audit de CMA-CGM. Il est également membre du Conseil d'administration du CNRS et de la société de SCILAB Enterprises, ainsi que Président Directeur Général de Technicolor.

Mme Kathleen SENDALL est née le 26 mars 1953

Diplômée de Queen's University (Ontario) et de la Western Ontario Business School, Madame Kathleen SENDALL a débuté sa carrière au sein de Petro-Canada en 1978 en tant qu'ingénieur, puis elle a été ingénieur en charge du design et de la construction d'une station de compression durant deux années au sein de Nova, une société basée en Alberta avant de réintégrer Petro-Canada en 1982 en tant qu'ingénieur en chef joint-ventures, offshore et international. Madame Kathleen SENDALL a occupé différents postes au sein de Petro-Canada entre 1984 et 1996. À partir de 1996 et durant quatre années, elle a occupé le poste de Vice-Présidente, Engineering & Technology, puis elle a été Vice-Présidente, Western Canada Development and Operations jusqu'en 2002. Elle a enfin été Vice-Présidente, North American Natural Gas de Petro-Canada de 2002 à 2009. Madame Kathleen SENDALL est administrateur d'Alberta Innovates – Energy & Environment Solutions et membre active de nombreuses associations dont l'Association of Professional Engineers, Geologists and Geophysicists d'Alberta et la Society of Petroleum Engineers. Madame Kathleen SENDALL est également Vice-Présidente de l'université de Calgary.

CHAPITRE XIII :

REMUNERATION ET AVANTAGES

Les renseignements concernant ce chapitre sont décrits dans le Document de Référence.

Ces renseignements restent, à la date du présent document, exacts et sont mis à jour par les informations figurant ci-dessous :

13.3. Rémunération des mandataires sociaux

13.3.1 Rémunérations.

Le Conseil d'administration de la société CGG Veritas s'est réuni le 30 juin 2010 pour se prononcer sur la dissociation des fonctions de Président du Conseil d'administration et de Directeur Général et a nommé Monsieur Robert Brunck en qualité de Président du Conseil d'administration et Monsieur Jean-Georges Malcor, en qualité de Directeur Général.

Le Conseil s'est également prononcé sur les différents éléments de rémunération du Président du Conseil d'administration et du Directeur Général. Ces éléments, publiés en application des recommandations AFEP/MEDEF, et conformément à l'article L. 225-42-1 du Code de commerce s'agissant plus particulièrement des avantages consentis à raison de la cessation des fonctions de Directeur Général, ont été déterminés comme suit par le Conseil d'administration sur proposition du Comité de nomination et de rémunérations :

Rémunération fixe et variable

Président du Conseil d'administration

Monsieur Robert Brunck percevra une rémunération fixe de 375 000 € (dont 6 840 € d'avantages en nature) à compter du 1^{er} juillet 2010. Sa rémunération variable, au titre de l'exercice 2010, sera déterminée par le Conseil, sur proposition du comité de rémunération au premier trimestre 2011, sur la base des comptes arrêtés de l'exercice 2010. Cette partie variable est soumise à la réalisation d'objectifs individuels (représentant un tiers de la rémunération variable) et d'objectifs financiers (représentant deux-tiers de la rémunération variable).

Directeur Général

Monsieur Jean-Georges Malcor percevra une rémunération fixe de 550 000 € (dont 6 840 € d'avantages en nature) à compter du 1^{er} juillet 2010. Sa rémunération variable, pour l'exercice 2010, sera déterminée par le Conseil, sur proposition du Comité de Rémunérations au premier trimestre 2011, sur la base des comptes arrêtés de l'exercice 2010. Cette partie variable est soumise à la réalisation d'objectifs individuels (représentant un tiers de la rémunération variable) et d'objectifs financiers (représentant deux-tiers de la rémunération variable).

Conformément aux recommandations du code de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées, il est précisé qu'il a été mis un terme au contrat de travail de Monsieur Jean-Georges Malcor par la signature entre la Société et Monsieur Jean-Georges Malcor d'une convention de rupture du contrat de travail. La conclusion de cette convention a été approuvée par le Conseil d'administration conformément aux dispositions des articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce applicables aux conventions réglementées.

Avantages dus à raison de la cessation du mandat social du Directeur Général

Les avantages consentis à Monsieur Jean-Georges Malcor en cas de cessation de son mandat social présentent les caractéristiques suivantes :

Monsieur Jean-Georges Malcor ne bénéficie d'une indemnité contractuelle de rupture qu'en cas de départ contraint et lié à un changement de contrôle ou de stratégie. Le montant de cette indemnité est fixé à la différence entre (i) un

montant brut égal à 200% de sa rémunération annuelle de référence et (ii) toutes sommes auxquelles Monsieur Jean-Georges Malcor pourrait prétendre du fait de la cessation de son mandat social, en particulier, l'indemnité susceptible d'être versée au titre de son engagement de non concurrence. Le montant total de l'indemnité spéciale de rupture est donc plafonné à 200% de la rémunération annuelle de référence.

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-42-1 du Code de commerce, le versement de l'indemnité contractuelle de rupture est soumis à la réalisation d'une condition de performance appréciée au regard des performances de la société sur la base de la réalisation d'au moins l'un des trois objectifs suivants :

- un objectif d'évolution du cours de l'ADS CGG Veritas appréciée au regard de celle de l'indice PHLX Oil Service SectorSM (OSXSM) ;
- un objectif d'évolution du cours de l'action CGG Veritas appréciée au regard de celle de l'indice général SBF 120 ;
- un objectif apprécié au regard de l'indicateur financier d'EBITDAS, exprimé en USD.

Engagement de non-concurrence

Le Conseil d'administration a approuvé selon la procédure applicable aux conventions réglementées et prévue aux articles L. 225-38 et suivants du code de commerce, la conclusion d'un engagement de non-concurrence entre la Société et Monsieur Jean-Georges Malcor.

En contrepartie de cet engagement d'une durée de 18 mois à compter de la date de cessation des fonctions de Monsieur Jean-Georges Malcor, ce dernier recevrait une rémunération correspondant à 100% de sa rémunération annuelle de référence telle que définie par sa lettre de protection.

Régime de prévoyance général obligatoire

Le Conseil d'administration a autorisé, selon la procédure applicable aux conventions réglementées et prévue aux articles L. 225-38 et suivants du code de commerce, l'extension du bénéfice du régime prévoyance général obligatoire du groupe applicable à l'ensemble des salariés, à Messieurs Robert Brunck et Jean-Georges Malcor.

Régime de prévoyance individuelle

Le Conseil d'administration a autorisé selon la procédure applicable aux conventions réglementées et prévue aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce, la conclusion, au profit de Monsieur Jean-Georges Malcor, d'un contrat de prévoyance individuel entre la société et SPHERIA Vie. Au titre de la souscription de ce contrat de prévoyance individuelle, la Société versera, en une seule fois, un montant de 43 000 €

Assurance chômage individuelle

Le Conseil d'administration a autorisé selon la procédure applicable aux conventions réglementées et prévue aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce, la conclusion, à compter du 1^{er} juillet 2010, d'une garantie spécifique de garantie chômage avec le GSC GAN au profit de Monsieur Jean-Georges Malcor. La cotisation annuelle versée par la Société à ce titre s'élèvera à 10 000€

Régime de retraite supplémentaire

Le Conseil d'administration statuant à la majorité de ses membres présents ou représentés, a autorisé, conformément aux dispositions des articles L. 225-38 et suivants du code de commerce, l'extension à Monsieur Jean-Georges Malcor du bénéfice du régime de retraite supplémentaire à prestations définies de type additif mis en place au 1^{er} janvier 2005 au profit notamment du comité exécutif du groupe.

La ratification de l'ensemble des conventions approuvées par le Conseil d'administration selon la procédure applicable aux conventions réglementées et prévue aux articles L. 225-38 et suivants du code de commerce sera soumise à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2010. En application des dispositions de l'article L. 225-42-1 du Code de commerce, la ratification des avantages dus à raison de la cessation du mandat social de Monsieur Jean-Georges Malcor fera l'objet d'une résolution spécifique.

13.3.2 Options de souscription d'actions et actions gratuites attribuées aux mandataires sociaux – situation au 31 décembre 2010.

Les tableaux ci-après présentent un récapitulatif des options de souscription d'actions et des actions gratuites détenues par chacun des mandataires sociaux au 31 décembre 2010.

Les conditions de performance auxquelles sont soumises les attributions d'actions gratuites sont décrites au paragraphe 15.2.3. du Document de Référence.

Robert Brunck

Options de souscription d'actions :

Plans	Date du conseil d'administration	Options de souscription d'actions exercées depuis le 1^{er} janvier 2010	Prix de souscription (en €)	Solde au 31 décembre 2010 (*)
Plan 2003	15 mai 2003	40 000	2,91 (*)	38 765
Plan 2006	11 mai 2006	0	26,26 (*)	150 000
Plan 2007	23 mars 2007	0	30,40 (*)	200 000
Plan 2008	14 mars 2008	0	32,57 (*)	200 000
Plan 2009	16 mars 2009	0	8,82 (**)	200 000
Plan 2010	22 mars 2010	0	19,44 (**)	200 000
TOTAL				<u>988 765</u>

(*) compte-tenu de l'ajustement opéré à la suite de la division par 5 de nominal de l'action.

(**) plans soumis aux conditions de performance décrites au paragraphe 13.3.2. du Document de Référence

Actions gratuites soumises à conditions de performance :

Plans	Date du conseil d'administration	Nombre d'actions gratuites attribuées
Plan 2006	11 mai 2006	12 500 ^(*)
Plan 2007	23 mars 2007	20 000 ^(*)
Plan 2008	14 mars 2008	0 ^(**)
Plan 2009	16 mars 2009	27 500
Plan 2010	22 mars 2010	27 500
TOTAL		87 500

(*) compte-tenu de l'ajustement opéré à la suite de la division par 5 de nominal de l'action.

(**) Les conditions de performance de ce plan n'ayant été que très partiellement remplies, aucune action n'a été attribuée à R. Brunck au titre dudit plan à l'issue de la période d'acquisition de deux ans.

Jean-Georges Malcor

Options de souscription d'actions :

Plans	Date du conseil d'administration	Options de souscription d'actions exercées depuis le 1^{er} janvier 2010	Prix de souscription (en €)	Solde au 31 décembre 2010
Plan 2010	6 janvier 2010	0	14,71	220 000
	22 mars 2010	0	19,44	162 500
TOTAL				382 500

Il est précisé que seul M. Robert BRUNCK avait la qualité de mandataire social lors de la mise en place du plan d'options de souscription d'actions du 22 mars 2010. M. Jean-Georges MALCOR est, quant à lui, bénéficiaire du plan général décrit au paragraphe 15.2.2. du Document de Référence.

Actions gratuites soumises à conditions de performance :

Plans	Date du conseil d'administration	Nombre d'actions gratuites attribuées
Plan 2010	22 mars 2010	22 500
TOTAL		22 500

Il est précisé que seul M. Robert BRUNCK avait la qualité de mandataire social lors la mise en place du plan d'actions gratuites soumises à condition de performance du 22 mars 2010. M. Jean-Georges MALCOR n'est donc pas soumis, au titre de ce plan, aux obligations de détention des titres au nominatif et d'acquisition de titres supplémentaires décrites au paragraphe 13.3.3 du Document de Référence.

CHAPITRE XIV :

FONCTIONNEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION — COMITES

Les renseignements concernant ce chapitre sont décrits dans le Document de Référence.

Ces renseignements restent, à la date du présent document, exacts et sont mis à jour par les informations figurant ci-dessous :

14.1. Conditions d'organisation et de préparation des réunions du conseil d'administration

14.1.2. Réunions du Conseil.

Le Conseil d'administration s'est réuni douze fois au cours de l'exercice 2010.

14.2 Comités institués par le Conseil d'administration

Le comité d'audit s'est réuni neuf fois au cours de l'exercice 2010, le comité technologique deux fois, le comité stratégique dix fois et le comité de rémunération et de nomination dix fois.

CHAPITRE XV :

SALARIES

Les renseignements concernant ce chapitre sont décrits dans le Document de Référence.

Ces renseignements restent, à la date du présent document, exacts et sont mis à jour par les informations figurant ci-dessous :

15.1. Conséquences sociales de l'activité de la Société :

15.1.1. Emploi.

Au 31 décembre 2010, la répartition des effectifs par type d'activité et par zone géographique est la suivante :

	Equipement	Services	Géomarkets / Fonctions Support	Total
Europe	963	1471	378	2812
Afrique / Moyen-Orient	30	745	9	784
Asie Pacifique	579	702	48	1329
Amérique du Nord	597	1307	108	2012
Amérique Latine		265	62	327
	2169	4490	605	7264

15.2. Schéma d'intéressement du personnel :

15.2.2. Options de souscription d'actions.

Le tableau ci-dessous présente des informations relatives aux différents plans d'options de souscription d'actions en vigueur au 31 décembre 2010.

	<u>Plan 2002</u>	<u>Plan 2003</u>	<u>Plan 2006</u>	<u>Plan 2007</u>	<u>Plan 2008</u>	<u>Plan 2009</u>	<u>Plan 2010</u>	<u>Plan 2010</u>	<u>Plan 2010</u>	<u>Total</u>
Date du conseil d'administration	15/05/2002	15/05/2003	11/05/2006	23/03/2007	14/03/2008	16/03/2009	06/01/2010	22/03/2010	21/10/2010	
Nombre de bénéficiaires	172	176	171	145	130	149	1	339	3	
Nombre total d'actions ⁽¹⁾ pouvant être souscrites	751 796	924 910	1 012 500	1 308 750	1 188 500	1 327 000	220 000	1 548 150	120 000	8 401 606
dont le nombre pouvant être souscrites par:										
<i>Les mandataires sociaux :</i>										
<i>Robert Brunck</i>	108 880	119 765	150 000	200 000	200 000	200 000	0	200 000	0	1 178 645
<i>Jean-Georges Malcor</i>	—	—	—	—	—	—	220 000	162 500	0	382 500
Point de départ d'exercice des options	15/05/2005	15/05/2006	11/05/2007	23/03/2008	14/03/2009	16/03/2010	07/01/2010	23/03/2011	22/10/2011	
Date d'expiration	14/05/2010	14/05/2011	10/05/2014	23/03/2015	14/03/2016	16/03/2017	06/01/2018	22/03/2018	21/10/2018	
Prix de souscription (en €) ^{(1) (2)}	7,99	2,91	26,26	30,4	32,57	8,82	14,71	19,44	16,887	
Modalités d'exercice (lorsque le plan comporte plusieurs tranches)	- acquisition par 1/5ème sur les 5 premières années du plan; - différé d'exercice de 3 ans; - interdiction de cession des actions résultant de la levée avant le 16/05/2006.	- acquisition par 1/4ème sur les 4 premières années du plan; - différé d'exercice de 3 ans; - interdiction de cession des actions résultant de la levée avant le 16/05/2007.	- acquisition par 1/4ème sur les 4 premières années du plan; - interdiction de cession des actions résultant de la levée avant le 12/05/2010.	- acquisition par 1/3 sur les 3 premières années du plan; - pour les résidents français, interdiction de cession des actions résultant de la levée avant le 24/03/2011.	- acquisition par 1/3 sur les 3 premières années du plan; - pour les résidents français, interdiction de cession des actions résultant de la levée avant le 15/03/2012.	- acquisition par 1/3 sur les 3 premières années du plan; - pour les résidents français, interdiction de cession des actions résultant de la levée avant le 17/03/13.	- acquisition pour moitié immédiatement puis par 1/4 sur les deux années suivantes; - interdiction de cession des actions résultant de la levée avant le 07/01/14.	- acquisition par 1/3 sur les 3 premières années du plan; - pour les résidents français, interdiction de cession des actions résultant de la levée avant le 23/03/14.	- acquisition par 1/3 sur les 3 premières années du plan; - pour les résidents français, interdiction de cession des actions résultant de la levée avant le 21/10/14.	
Nombre d'actions souscrites au 31 décembre 2010 ⁽³⁾	206 680	202 283	2 500	2 000	0	121 791	0	0	0	535 254
Nombre cumulé d'options de souscription annulées ou caduques ⁽³⁾	22 928	5 584	15 111	72 550	84 660	62 669	0	0	13 800	277 302
Options de souscription restantes en fin d'exercice ⁽¹⁾	0	174 935	951 845	1 181 000	1 103 840	1 142 534	220 000	1 534 350	120 000	6 428 504
Dont le nombre restant détenu par:										
<i>Les mandataires sociaux</i>										
<i>Robert Brunck</i>	0	38 765	150 000	200 000	200 000	200 000	0	200 000	0	988 765
<i>Jean-Georges Malcor</i>	—	—	—	—	—	—	220 000	162 500	0	382 500

⁽¹⁾ Compte tenu des ajustements opérés, tant sur le prix de souscription que sur le nombre d'actions sous-jacentes suite à l'augmentation de capital de décembre 2005 et à la division par 5 du nominal de l'action de juin 2008.

⁽²⁾ Le prix de souscription est égal à la moyenne des 20 cours de bourse précédant le conseil d'administration les ayant attribuées.

⁽³⁾ Sans prise en compte des différents ajustements intervenus depuis la mise en place des plans.

CHAPITRE XVI :

PRINCIPAUX ACTIONNAIRES

Les renseignements concernant ce chapitre sont décrits dans le Document de Référence.

Ces renseignements restent, à la date du présent document, exacts et sont mis à jour par les informations figurant ci-dessous :

16.1. Répartition actuelle du capital et des droits de vote :

16.1.1. Actionnariat de la Société au 31 décembre 2010.

Au 31 décembre 2010, le capital de la Société était réparti de la façon suivante :

<u>Actionnaires</u>	<u>Actions</u>	<u>31 décembre 2010</u>		<u>% en droits de vote</u>
		<u>% en actions</u>	<u>Droits de vote</u>	
IFP Energies Nouvelles.....	6 346 610	4,19	12 693 220	8,03
Fonds Stratégique d'Investissement.....	9 089 680	6,00	9 089 680	5,75
Manning&Nappier ⁽¹⁾	9 352 875	6,17	9 352 875	5,91
Black Rock, Inc ⁽²⁾	8 178 130	5,40	8 178 130	5,17
CGG Actionnariat	82 750	0,05	165 500	0,10
Auto-détention	800 000	0,53	0	0
Divers nominatif	1 454 883	0,96	2 452 073	1,55
Public	116 201 181	76,70	116 201 181	73,48
Nombre d'actions en circulation et de droits de vote	151 506 109	100	158 132 659	100

¹ Calculs effectués sur la base du nombre d'actions détenues par Manning&Nappier tel qu'indiqué dans la déclaration de franchissement de seuil publiée le 26 novembre 2010.

² Calculs effectués sur la base du nombre d'actions détenues par Black Rock, Inc. tel qu'indiqué dans la déclaration de franchissement de seuil publiée le 16 novembre 2010.

Au 31 décembre 2010, la Société détenait 800 000 actions propres, soit 0,53% du capital social de la Société.

Déclarations de franchissement de seuils statutaires et/ou légaux reçues depuis le 1^{er} avril 2010 :

- par BlackRock, Inc. :
 - une déclaration en date du 4 juin 2010 pour le franchissement à la baisse du seuil légal de 5 % du capital et des droits de vote, telle que publiée le 7 juin 2010 ;
 - une déclaration en date du 11 novembre 2010 pour le franchissement à la hausse du seuil légal de 5 % du capital et des droits de vote, telle que publiée le 16 novembre 2010.
- par Amundi Asset Management :
 - une déclaration en date du 15 novembre 2010 pour le franchissement à la hausse du seuil statutaire de 2 % du capital ;
 - une déclaration en date du 16 novembre 2010 pour le franchissement à la baisse du seuil statutaire de 2 % du capital ;
 - une déclaration en date du 2 décembre 2010 pour le franchissement à la hausse du seuil statutaire de 2 % du capital ;

- une déclaration en date du 6 décembre 2010 pour le franchissement à la baisse du seuil statutaire de 2 % du capital.
- une déclaration en date du 22 décembre 2010 pour le franchissement à la baisse du seuil statutaire de 2 % du capital;
- une déclaration en date du 27 décembre 2010 pour le franchissement à la hausse du seuil statutaire de 2 % du capital.
- une déclaration en date du 31 décembre 2010 pour le franchissement à la baisse du seuil statutaire de 2 % du capital;
- une déclaration en date du 4 janvier 2011 pour le franchissement à la hausse du seuil statutaire de 2 % du capital;
-
- par DNCA Finance et sa filiale luxembourgeoise Leonardo Asset Management :
 - une déclaration en date du 6 avril 2010 pour le franchissement à la hausse du seuil statutaire de 3 % du capital ;
 - une déclaration en date du 19 avril 2010 pour le franchissement à la baisse du seuil statutaire de 3 % du capital.
- par Caisse des dépôts, par l'intermédiaire du Fonds Stratégique d'investissement et CDC Entreprises Valeurs Moyennes :
 - une déclaration en date du 12 mai 2010 pour le franchissement à la hausse du seuil statutaire de 1 % du capital et des droits de vote ;
 - une déclaration en date du 18 mai 2010 pour le franchissement à la hausse du seuil statutaire de 2 % du capital et des droits de vote ;
 - une déclaration en date du 25 mai 2010 pour le franchissement à la hausse du seuil statutaire de 3 % du capital et des droits de vote ;
 - une déclaration en date du 3 juin 2010 pour le franchissement à la hausse du seuil statutaire de 6% du capital et du seuil légal de 5 % des droits de vote, telle que publiée le 4 juin 2010.
- par l'IFP Energies Nouvelles :
 - une déclaration en date du 8 juillet 2010 pour le franchissement à la baisse du seuil statutaire de 8 % des droits de vote.
- par Franklin Resources Inc. :
 - une déclaration en date du 6 août 2010 pour le franchissement à la baisse du seuil statutaire de 2 % des droits de vote ;
 - une déclaration en date du 10 août 2010 pour le franchissement à la baisse du seuil statutaire de 2 % du capital ;
 - une déclaration en date du 20 août 2010 pour le franchissement à la baisse du seuil statutaire de 1 % des droits de vote.
- par AQR Capital Management LLC :
 - une déclaration en date du 16 juillet 2010 pour le franchissement à la hausse du seuil statutaire de 1 % du capital et des droits de vote ;

- une déclaration en date du 2 août 2010 pour le franchissement à la baisse du seuil statutaire de 1 % du capital et des droits de vote.
- par Crédit Suisse :
 - une déclaration en date du 17 juin 2010 pour le franchissement à la baisse du seuil statutaire de 1 % du capital ;
 - une déclaration en date du 2 août 2010 pour le franchissement à la hausse du seuil statutaire de 1 % du capital ;
 - une déclaration en date du 2 août 2010 pour le franchissement à la baisse du seuil statutaire de 1 % du capital ;
- par Manning&Napier :
 - une déclaration en date du 23 novembre 2010 pour le franchissement à la hausse du seuil légal de 5% du capital le 5 juillet 2010 et pour le franchissement à la hausse du seuil légal de 5% des droits de vote le 29 juillet 2010, telle que publiée le 26 novembre 2010.
- par Axa :
 - une déclaration en date du 6 décembre 2010 pour le franchissement à la hausse du seuil statutaire de 1% du capital et des droits de vote.

CHAPITRE XVIII :
INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Les renseignements concernant ce chapitre sont décrits dans le Document de Référence.

Ces renseignements restent, à la date du présent document, exacts et sont mis à jour par les informations figurant ci-dessous :

18.1. Renseignement de caractère général concernant le capital :

18.1.1. Modifications du capital et des droits sociaux.

Toutes modifications du capital ou des droits attachés aux titres qui le composent sont soumises aux seules prescriptions légales, les statuts ne prévoyant pas de dispositions spécifiques.

18.1.2. Capital social.

<u>Opération</u>	<u>Nominal</u>	<u>Nombre d'actions créées</u>	<u>Montant de la prime d'émission</u>	<u>Montant de la variation de capital</u>	<u>Montants successifs du capital</u>
Levées au 31 mars 2010 d'options de souscription d'actions	0,40 €	149 280	95 049,15 €	59 712 €	60 518 349 €
Levées au 21 mai 2010 d'options de souscription d'actions	0,40 €	92 599	576 037,78 €	37 039,60 €	60 555 388 €
Attribution d'actions gratuites au 5 mai 2010	0,40 €	20 138	—	8 055,20 €	60 563 444 €
Levées au 30 juin 2010 d'options de souscription d'actions	0,40 €	1 000	2 510 €	400 €	60 563 844 €
Levées au 30 septembre 2010 d'options de souscription d'actions	0,40 €	7 015	17 607,65 €	2 806 €	60 566 650 €
Levées au 31 décembre 2010 d'options de souscription d'actions	0,40 €	89 483	389 095,36 €	35 793,20 €	60 602 443 €

A la date de la présente actualisation, le nombre d'actions composant le capital de la Société est de 151 506 109.

A la date de la présente actualisation, les seuls instruments dilutifs émis sont des options de souscription d'actions et des actions gratuites. Il existe actuellement 6 428 504 options de souscription et 1 026 175 actions gratuites non encore émises (voir le descriptif figurant au paragraphe 15.2.3. du Document de Référence) en circulation représentant respectivement un pourcentage de dilution de 4,24% et 0,68%.

18.1.3. Programme de rachat d'actions.

L'assemblée générale mixte du 5 mai 2010 a renouvelé, pour une durée de dix-huit mois, l'autorisation donnée au conseil d'administration d'intervenir sur les actions de la Société. Les renseignements relatifs à ce nouveau programme de rachat d'actions figurent dans le Document de Référence.

Au titre du contrat de liquidité qu'elle a conclu avec CREDIT AGRICOLE CHEUVREUX, cette dernière a :

- Entre le 1^{er} janvier 2010 et le 8 octobre 2010, acquis 4 049 013 actions à un prix moyen pondéré de 17,65 € et vendu 4 649 013 actions à 17,79€

Le 8 octobre 2010, la Société a mis fin à ce contrat de liquidité.

La Société a par ailleurs procédé à l'achat de 800 000 titres entre le 5 et le 8 octobre à un prix moyen pondéré de 17,21 €

Au 31 décembre 2010, la Société détenait 800 000 actions propres.

CHAPITRE XIX :
CONTRATS IMPORTANTS

- **Avenant au Term Loan B (voir note 3 aux comptes consolidés au 30 septembre 2010)**
- **Avenant au French Revolver (voir note 8 aux comptes consolidés au 30 septembre 2010)**

ANNEXE
TABLE DE CONCORDANCE

La table de concordance ci-dessous renvoie aux principales rubriques exigées par le règlement européen n°809/2004 pris en application de la Directive dite « Prospectus » d'une part, et aux paragraphes de la présente actualisation d'autre part. Les informations non applicables à CGG Veritas sont indiquées « N/A ».

<u>Législation européenne⁽¹⁾</u>	<u>N° Paragraphe de l'Actualisation du Document de référence</u>
1 Personnes Responsables	1 Personnes responsables
1.1 Personnes responsables des informations	1.1 Responsable
1.2 Déclaration des personnes responsables	1.2 Attestation
2 Contrôleurs légaux	2 Contrôleurs légaux
2.1 Nom et adresse	2 Contrôleurs légaux
2.2 Démission/Non-renouvellement	N/A
3 Informations financières sélectionnées	3 Informations financières sélectionnées
	9 Examen de la situation financière et du résultat
	9.2 Rapport d'activité au 30 septembre 2010
	b) Comparaison entre le 3 ^{ème} trimestre 2010 et le 3 ^{ème} trimestre 2009
	c) Comparaison entre les 9 mois clos au 30 septembre 2010 et les 9 mois clos au 30 septembre 2009
	10.9 Engagements hors bilan du Groupe depuis le 30 septembre 2010
3.1 Présentation pour chaque exercice de la période couverte	9 Examen de la situation financière et du résultat
	9.2 Rapport d'activité au 30 septembre 2010
	b) Comparaison entre le 3 ^{ème} trimestre 2010 et le 3 ^{ème} trimestre 2009
	c) Comparaison entre les 9 mois clos au 30 septembre 2010 et les 9 mois clos au 30 septembre 2009
	10.9 Engagements hors bilan du Groupe depuis le 30 septembre 2010
3.2 Période intermédiaire	N/A
4 Facteurs de risques	4.1 Risques liés à l'activité de CGG Veritas et de ses filiales
	4.2 Risques liés à l'industrie
	4.3 Autres risques de nature financière
5 Informations concernant l'émetteur	
5.1 Histoire et évolution de la Société	
5.1.1 Raison sociale et nom commercial de l'émetteur	
5.1.2 Enregistrement	
5.1.3 Constitution	
5.1.4 Siège /forme juridique	
5.1.5 Evènements importants	
5.2 Investissements	
5.2.1 Décrire les principaux investissements (y compris leur montant) réalisés par l'émetteur durant chaque exercice de la période couverte par les informations financières historiques, jusqu'à la date du document d'enregistrement	
5.2.2 Décrire les principaux investissements de l'émetteur qui sont en cours, y compris la distribution géographique de ces investissements (sur le territoire national et à l'étranger) et leur méthode de financement (interne ou externe)	
5.2.3 Fournir des renseignements concernant les principaux investissements que compte réaliser l'émetteur à l'avenir et pour lesquels ses organes de direction ont déjà pris des engagements fermes	

⁽¹⁾ La législation européenne comprend la directive 2003/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003 concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation et le rectificatif au règlement n°809/2004 de la Commission du 29 avril 2004 mettant en oeuvre la Directive.

6	Aperçu des activités	6 Principales activités du Groupe
	6.1 Principales activités	6.1 Les Services Géophysiques
	6.1.1 Nature des opérations	6.2 Equipements
	6.1.2 Nouveaux produits	
	6.2 Principaux marchés	
	6.3 Evènements exceptionnels	6.3 Développements récents
	6.4 Dépendance à l'égard des brevets, licences ou contrats	
	6.5 Position concurrentielle	
7	Organigramme	7 Structure juridique — relations intra-groupe
	7.1 Organigramme	7.1 Organigramme
	7.2 Liste des filiales	7.1 Organigramme
8	Propriétés immobilières, usines et équipements	
	8.1 Immobilisations corporelles importantes	
	8.2 Questions environnementales	
9	Examen de la situation financière et du résultat	9 Examen de la situation financière et du résultat
	9.1 Situation financière	3 Informations financières sélectionnées
		9.1 Rapport financier semestriel au 30 juin 2010
		9.2 Rapport d'activité au 30 septembre 2010
		b) Comparaison entre le 3 ^{ème} trimestre 2010 et le troisième trimestre 2009
		c) Comparaison entre les 9 mois clos au 30 septembre 2010 et les 9 mois clos au 30 septembre 2009
		10.1 Comptes consolidés au 30 septembre 2010
		10.9 Engagements hors bilan du Groupe depuis le 30 septembre 2010
		3 Informations financières sélectionnées
		9.1 Rapport financier semestriel au 30 juin 2010
		9.2 Rapport d'activité au 30 septembre 2010
		b) Comparaison entre le 3 ^{ème} trimestre 2010 et le troisième trimestre 2009
		c) Comparaison entre les 9 mois clos au 30 septembre 2010 et les 9 mois clos au 30 septembre 2009
		10.9 Engagements hors bilan du Groupe depuis le 30 septembre 2010
		10.1 Comptes consolidés au 30 septembre 2010
		N/A
	9.2 Résultat d'exploitation	
	9.2.1 Mentionner les facteurs importants, y compris les événements inhabituels ou peu fréquents ou de nouveaux développements, influant sensiblement sur le revenu d'exploitation de l'émetteur, en indiquant la mesure dans laquelle celui-ci est affecté	
	9.2.2 Lorsque les états financiers font apparaître des changements importants du chiffre d'affaires net ou des produits nets, expliciter les raisons de ces changements	9 Examen de la situation financière et du résultat
	9.2.3 Mentionner toute stratégie ou tout facteur de nature gouvernementale, économique, budgétaire, monétaire ou politique ayant influé sensiblement ou pouvant influencer sensiblement, de manière directe ou indirecte, sur les opérations de l'émetteur	10 Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de la Société
		N/A
10	Trésorerie et capitaux	3 Informations financières sélectionnées
	10.1 Capitaux de l'émetteur (à court terme et à long terme)	10.1 Comptes consolidés au 30 septembre 2010
		10.1 Comptes consolidés au 30 septembre 2010
		9 Examen de la situation financière et du résultat
		9.1 Rapport financier semestriel au 30 juin 2010
		9.2 Rapport d'activité au 30 septembre 2010 b) Comparaison entre le 3 ^{ème} trimestre 2010 et le troisième trimestre 2009
		c) Comparaison entre les 9 mois clos au 30 septembre 2010 et les 9 mois clos au 30 septembre 2009
		3 Informations financières sélectionnées
		10.1 Comptes consolidés au 30 septembre 2010
		9 Examen de la situation financière et du résultat
	10.2 Source et montant des flux de trésorerie de l'émetteur et description de ces flux de trésorerie	

		9.1 Rapport financier semestriel au 30 juin 2010
		9.2 Rapport d'activité au 30 septembre 2010
		b) Comparaison entre le 3 ^{ème} trimestre 2010 et le troisième trimestre 2009
		c) Comparaison entre les 9 mois clos au 30 septembre 2010 et les 9 mois clos au 30 septembre 2009
	10.3 Conditions d'emprunt et structure de financement de l'émetteur	9 Examen de la situation financière et du résultat
		9.1 Rapport financier semestriel au 30 juin 2010
		9.2 Rapport d'activité au 30 septembre 2010
		b) Comparaison entre le 3 ^{ème} trimestre 2010 et le troisième trimestre 2009
		c) Comparaison entre les 9 mois clos au 30 septembre 2010 et les 9 mois clos au 30 septembre 2009
	10.4 Restriction à l'utilisation des capitaux	9.3 Endettement brut du Groupe au 30 septembre 2010
	10.5 Sources de financement attendues pour honorer les engagements relatifs aux décisions d'investissement	4.3 Risques liés à l'endettement de CGG Veritas
		4.3 Risques liés à l'endettement de CGG Veritas
		N/A
11	Recherche et développement	
12	Informations sur les tendances	11 Perspectives d'avenir
		11.1 Contexte de marché
		11.2 Communiqués de presse récents
	12.1 Principales tendances	11 Perspectives d'avenir
		11.1 Contexte de marché
		11.2 Communiqués de presse récents
	12.2 Evènements susceptibles d'influer sur les tendances	11 Perspectives d'avenir
		11.1 Contexte de marché
		11.2 Communiqués de presse récents
13	Prévisions ou estimations du bénéfice	N/A
	13.1 Déclaration énonçant les principales hypothèses sur lesquelles l'émetteur a fondé sa prévision ou son estimation	N/A
	13.2 Rapport élaboré par des comptables ou des contrôleurs légaux indépendants	N/A
	13.3 Prévision ou estimation du bénéfice élaborée sur une base comparable aux informations financières historiques	N/A
	13.4 Si une prévision du bénéfice a été incluse dans un prospectus qui est toujours pendant, fournir une déclaration indiquant si cette prévision est, ou non, encore valable à la date du document d'enregistrement et, le cas échéant, expliquant pourquoi elle ne l'est plus.	N/A
14	Organes d'administration, de direction et de surveillance et direction générale	12 Organes d'administration et de direction
	14.1 Information concernant les membres des organes d'administration	12.1 Composition du Conseil d'administration
		12.1.1 Membres du Conseil d'administration au 31 décembre 2010
	14.2 Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de surveillance et de la direction générale	
15	Rémunération et avantages	13 Rémunération et avantages
	15.1 Rémunération et avantages versés	13.3.1 Rémunérations
		13.3.2 Options de souscription d'actions et actions gratuites attribuées aux mandataires sociaux – situation au 31 décembre 2010
		13.5 Options de souscription d'actions — Membres du Comité Exécutif
	15.2 Montant provisionné	13.3 Rémunération du Président Directeur Général et des Directeurs Généraux Délégués
16	Fonctionnement des organes d'administration et de direction	
	16.1 Date d'expiration du mandat	

16.2 Informations sur les contrats de services liant les membres	
16.3 Informations sur le comité d'audit et le comité de rémunération de l'émetteur	
16.4 Conformité de l'émetteur au régime de gouvernement d'entreprise en vigueur dans son pays d'origine	
17 Salariés	
17.1 Nombre de salariés et répartition par principal type d'activité et par site	15 Salariés 15.1 Conséquences sociales de l'activité de la Société 15.1.1 Emploi 13 Rémunérations et avantages 13.3.2 Options de souscription d'actions et actions gratuites attribuées aux mandataires sociaux – situation au 31 décembre 2010
17.2 Participations et stock-options	15.2 Schéma d'intéressement du personnel 15.2.2 Options de souscription d'actions
17.3 Accord prévoyant une participation des salariés dans le capital de l'émetteur	
18 Principaux actionnaires	16. Principaux actionnaires
18.1 Franchissement de seuil	16.1 Répartition actuelle du capital et des droits de vote
18.2 Droits de vote différents	16.1.1 Actionnariat de la Société au 31 décembre 2010
18.3 Contrôle	16.1.1 Actionnariat de la Société au 31 décembre 2010
18.4 Accord relatif au changement de contrôle	16.1 Répartition actuelle du capital et des droits de vote 16.1.1 Actionnariat de la Société au 31 décembre 2010
19 Opérations avec les apparentés	
20 Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur	10 Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de la Société
20.1 Informations financières historiques	3 Informations financières sélectionnées 10.1 Comptes consolidés au 30 septembre 2010
20.2 Informations financières pro forma	10 Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de la Société
20.3 Etats financiers	3 Informations financières sélectionnées 10.1 Comptes consolidés au 30 septembre 2010
20.4 Vérification des informations financières historiques annuelles	10.1 Comptes consolidés au 30 septembre 2010 10.2 Rapports des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés au 30 septembre 2010
20.4.1 Fournir une déclaration attestant que les informations financières historiques ont été vérifiées	2 Contrôleurs légaux 10.1 Comptes consolidés au 30 septembre 2010
20.4.2 Indiquer quelles autres informations contenues dans le document d'enregistrement ont été vérifiées par les contrôleurs légaux	2 Contrôleurs légaux 10.1 Comptes consolidés au 30 septembre 2010 10.2 Rapports des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés au 30 septembre 2010
20.4.3 Lorsque des informations financières figurant dans le document d'enregistrement ne sont pas tirées des états financiers vérifiés de l'émetteur, en indiquer la source et préciser qu'elles n'ont pas été vérifiées	2 Contrôleurs légaux
20.5 Date des dernières informations financières	10.1 Comptes consolidés au 30 septembre 2010
20.5.1 Le dernier exercice pour lequel les informations financières ont été vérifiées ne doit pas remonter : a) à plus de 18 mois avant la date du document d'enregistrement, si l'émetteur inclut, dans celui-ci, des états financiers intermédiaires qui ont été vérifiés ; b) à plus de 15 mois avant la date du document d'enregistrement, si l'émetteur inclut, dans celui-ci, des états financiers intermédiaires qui n'ont pas été vérifiés	
20.6 Informations financières intermédiaires et autres	
20.6.1 Si l'émetteur a publié des informations financières trimestrielles ou semestrielles depuis la date de ses derniers états financiers vérifiés, celles-ci doivent être incluses dans le document d'enregistrement. Si ces informations financières trimestrielles ou semestrielles ont été examinées ou vérifiées, le rapport d'examen	10.1 Comptes consolidés au 30 septembre 2010

	ou d'audit doit également être inclus. Si tel n'est pas le cas, le préciser	
	20.6.2 S'il a été établi plus de neuf mois après la fin du dernier exercice vérifié, le document d'enregistrement doit contenir des informations financières intermédiaires, éventuellement non vérifiées (auquel cas ce fait doit être précisé), couvrant au moins les six premiers mois du nouvel exercice. Les informations financières intermédiaires doivent être assorties d'états financiers comparatifs couvrant la même période de l'exercice précédent; la présentation des bilans de clôture suffit toutefois à remplir l'exigence d'informations bilancielle comparables	
	20.7 Politique de distribution des dividendes	
	20.7.1 Pour chaque exercice de la période couverte par les informations financières historiques, donner le montant du dividende par action, éventuellement ajusté pour permettre les comparaisons, lorsque le nombre d'actions de l'émetteur a changé	
	20.8 Procédures judiciaires et d'arbitrage	10.8 Litiges et arbitrages
	20.9 Changements significatifs de la situation financière ou commerciale	9 Examen de la situation financière et du résultat
21	Informations complémentaires	11 Perspectives d'avenir
		18 Informations complémentaires
		18.1 Renseignement de caractère général concernant le capital
	21.1 Capital social	18.1 Renseignement de caractère général concernant le capital
		18.1.2 Capital social
	21.1.1 Montant du capital souscrit	18.1.2 Capital social
		Note aux comptes N°4 (comptes au 30 septembre 2010)
		Capital social et plan d'options
	21.1.2 S'il existe des actions non représentatives du capital, leur nombre et leurs principales caractéristiques	
	21.1.3 Nombre, valeur comptable et la valeur nominale des actions détenues par l'émetteur lui-même ou en son nom ou par ses filiales	16.1.1 Actionnariat de la Société au 30 septembre 2010
	21.1.4 Montant des valeurs mobilières convertibles, échangeables ou assorties de bons de souscription, avec mention des conditions et modalités de conversion, d'échange ou de souscription	
	21.1.5 Informations sur les conditions régissant tout droit d'acquisition et/ou toute obligation attaché(e) au capital souscrit, mais non libéré, ou sur toute entreprise visant à augmenter le capital	
	21.1.6 Informations sur le capital de tout membre du groupe faisant l'objet d'une option ou d'un accord conditionnel ou inconditionnel prévoyant de le placer sous option et le détail de ces options, y compris l'identité des personnes auxquelles elles se rapportent	N/A
	21.1.7 Historique du capital social pour la période couverte par les informations financières historiques, mettant tout changement survenu en évidence	18.1.2 Capital social
	21.2 Acte constitutif et statuts	
	21.2.1 Objet social de l'émetteur et indiquer où son indication peut être trouvée dans l'acte constitutif et les statuts.	
	21.2.2 Dispositions relatives aux membres des organes d'administration, de direction et de surveillance	14.1 Conditions d'organisation et de préparation du Conseil d'administration
		14.2 Comités institués par le Conseil d'administration
	21.2.3 Droits, les privilèges et les restrictions attachés à chaque catégorie d'actions existantes	16.1.1 Actionnariat de la Société au 31 décembre 2010
	21.2.4 Actions nécessaires pour modifier les droits des actionnaires et, lorsque les conditions sont plus strictes que la loi ne le prévoit, en faire mention	18.1.1 Modifications du capital et des droits sociaux
	21.2.5 Conditions régissant la manière dont les assemblées générales annuelles et les assemblées générales extraordinaires des	

	actionnaires sont convoquées, y compris les conditions d'admission	
	21.2.6 Disposition de l'acte constitutif, des statuts, d'une charte ou d'un règlement de l'émetteur qui pourrait avoir pour effet de retarder, de différer ou d'empêcher un changement de contrôle	16.1.1 Actionnariat de la Société au 31 décembre 2010
	21.2.7 Disposition de l'acte constitutif, des statuts, d'une charte ou d'un règlement fixant le seuil au dessus duquel toute participation doit être divulguée	16.1.1 Actionnariat de la Société au 31 décembre 2010
	21.2.8 Conditions, imposées par l'acte constitutif et les statuts, une charte ou un règlement, régissant les modifications du capital, lorsque ces conditions sont plus strictes que la loi ne le prévoit	16.1.1 Actionnariat de la Société au 31 décembre 2010
22	Contrats importants	19 Contrats importants 10.1 Comptes consolidés au 30 septembre 2010 Note aux comptes N°7 (comptes au 30 septembre 2010) Obligations contractuelles et engagements hors bilan N/A
23	Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts	
	23.1 Lorsqu'une déclaration ou un rapport attribué(e) à une personne intervenant en qualité d'expert est inclus(e) dans le document d'enregistrement, indiquer le nom de cette personne, son adresse professionnelle, ses qualifications et, le cas échéant, tout intérêt important qu'elle a dans l'émetteur. Si cette déclaration ou ce rapport a été produit à la demande de l'émetteur, joindre une déclaration précisant que ce document a été inclus ainsi que la forme et le contexte dans lesquels il a été inclus, avec mention du consentement de la personne ayant avalisé le contenu de cette partie du document d'enregistrement	N/A
	23.2 Lorsque des informations proviennent d'une tierce partie, fournir une attestation confirmant que ces informations ont été fidèlement reproduites et que, pour autant que l'émetteur le sache et soit en mesure de l'assurer à la lumière des données publiées par cette tierce partie, aucun fait n'a été omis qui rendrait les informations reproduites inexactes ou trompeuses. En outre, identifier la ou les source(s) d'information.	N/A
24	Documents accessibles au public	Page de couverture
25	Informations sur les participations	